

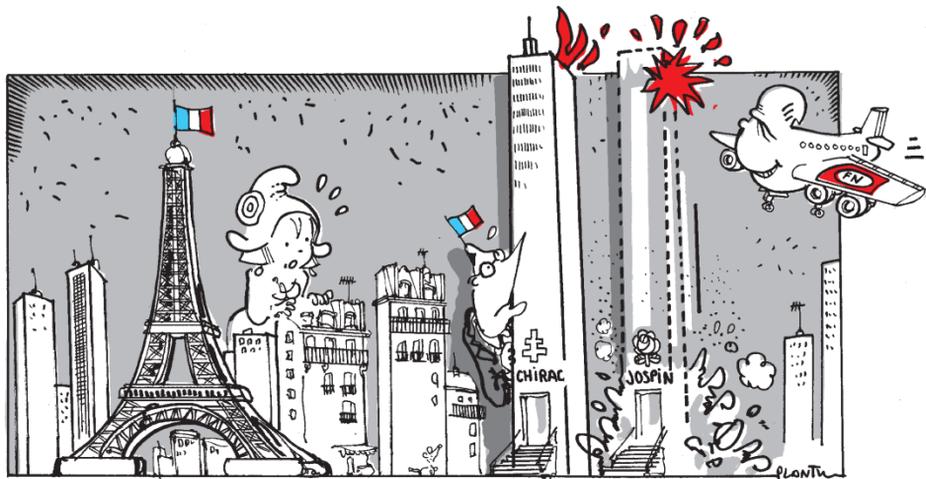
Chirac : « La République est entre vos mains »

Le second tour opposera le président sortant (19,71 %) à Jean-Marie Le Pen (16,95 %). Lionel Jospin (16,12 %) se retire de la vie politique

SOMMAIRE

Chirac-Le Pen. Droite contre extrême droite. Chirac, 19,71 % des suffrages exprimés, contre Le Pen, 16,95 %. Jospin, 16,12 %, éliminé. Pour la première fois, l'extrême droite est présente au second tour d'une élection présidentielle. L'intégrale de l'appel de Jacques Chirac au « sursaut démocratique » des Français : « La République est entre vos mains. » La campagne de Le Pen, son adresse « à tous ceux qui croient en la France éternelle », son appel à manifester le 1^{er} mai. L'analyse des résultats du premier tour. Abstention record. p. 2 et 3

L'ascension de Le Pen. Le parcours du chef de l'extrême droite. Sa fortune. Son immunité au Parlement européen. Les villes et les départements où il est en tête. Carl Lang, Bruno Gollnisch, Fernand Leraichin... : les hommes de Le Pen. Le ralliement de Bruno Mégret. Les rapports de force droite-gauche, département par département. p. 4 et 5



Chirac stupéfait. Il ne s'attendait pas à devoir affronter Le Pen. Le débat de l'entre-deux-tours. Bayrou (6,86 %) en quatrième position. Les résultats de Madelin, Boutin, Lepage et Saint-Josse. p. 6 et 7

L'échec de Jospin. Il quitte la politique après la présidentielle. Le PS appelle à voter Chirac. Déroute du PCF. L'extrême gauche à plus de 10 %. Chevènement et Mamère passent de justesse les 5 %. p. 8 et 9

Les anti-Le Pen dans la rue. Manifestations à Paris et dans les grandes villes. A Evry, l'inquiétude des jeunes de banlieue. Les réactions à l'étranger. Vu à la télévision. La chronique de Pierre Georges. p. 10-11 et 56

► Le séisme politique créé par l'élimination de la gauche

► L'appel de Chirac au « sursaut démocratique »

► L'extrême droite dans la rue le 1^{er} mai

► Les manifestations anti-Le Pen

► Le PS appelle à voter Chirac

► La déroute du PCF, l'extrême gauche à plus de 10 %

La blessure

LA FRANCE est blessée. Et pour nombre de Français, humiliée.

Figure de proue d'une Union européenne qu'elle a obstinément voulue et à la construction de laquelle elle a puissamment contribué, elle donne d'elle-même, au lendemain de ce 21 avril marqué par le couronnement politique du sinistre démagogue qui anime l'extrême droite française, l'image d'un pays replié, étrié, hanté par son propre déclin, voire qui a peur de ses enfants, surtout lorsqu'ils vivent en banlieue. Oui, hélas, le temps se gâte pour la France.



ÉDITORIAL

J.-M. C.

Lire la suite page 15

L'extrême droite approche 20 % des suffrages

LE MONDE publie les résultats complets du premier tour de l'élection présidentielle dans les 22 régions, les 100 départements et 875 villes.

Jean-Marie Le Pen, qui obtient 16,95 % des suffrages exprimés, est en progression constante : 14,4 % à la présidentielle de 1988, 15 % à celle de 1995, 15,3 % aux législatives de 1997. Au total, avec Bruno Mégret (2,35 %), l'extrême droite approche 20 % des voix.

La gauche, éliminée du second tour pour la première fois depuis 1969, rassemble 32,42 % des suffrages, si l'on ajoute aux 16,12 % de



Lionel Jospin les voix de Jean-Pierre Chevènement (5,34 %), Noël Mamère (5,25 %), Robert Hue (3,39 %), Christiane Taubira (2,32 %). Soit, pour l'ex-gauche plurielle, moins qu'en 1995 (35,2 %).

La droite totalise 37,80 % en y incluant Jean Saint-Josse (4,25 %), au lieu de 44,1 % en 1995, soit un net recul. Le score de Jacques Chirac (19,71 %) est le plus faible obtenu par un président sortant.

Les trois candidats d'extrême gauche rassemblent 10,49 % alors qu'Arlette Laguiller, seule candidate en 1995, avait recueilli 5,3 % avec l'appui de la LCR.

► Résultats complets dans les 22 régions, les 100 départements et 875 villes

► Cartes : la France de l'abstention et des cinq candidats arrivés en tête

Lire notre cahier spécial

RÉCIT

Ce dimanche impensable où l'on pleurait chez Jospin



LES LARMES, la colère des partisans de Lionel Jospin (notre photo). Les larmes, mais de joie celles-là, de Marine, fille de Jean-Marie Le Pen. Le triomphe de l'extrême droite. La joie, du côté de chez Jacques Chirac, vite tempérée par le président qui refusait de croire au score du Front national. Pierre Georges fait le récit de la soirée électorale vécue depuis les sièges de campagne de tous les candidats, avec la séquence France du Monde et la promotion 2002 du Centre de formation des journalistes de Paris. Lire pages 12 et 13

Au « Paquebot », à Saint-Cloud, « Le Pen à l'Elysée, Chirac à la Santé ! »

EN QUITTANT le « Paquebot », siège du Front national à Saint-Cloud, tard dans la nuit, une dame en tailleur bleu glisse en confiance à son compagnon : « Ah, c'est bon d'avoir son tour ! » Ce n'est qu'un soupir, mais il libère des années de frustration. Et il résume admirablement la soirée que viennent de vivre, dimanche 21 avril, quelques centaines de militants et sympathisants frontistes.

Le Pen au second tour, « c'est une divine surprise, un moment que j'attendais depuis trente ans », confie ce vieux compagnon de route, un pied-noir nostalgique de l'Algérie française, mais dont l'ardeur politique avait fini par s'éteindre. « Je n'avais pas supporté l'éclatement de la droite nationale en 1999, dit-il. Mais ce soir, je reviens, et, dès demain, je colle, je tracte... »

Michel Bozzi, un ancien des comités Tixier-Vignancour de la campagne présidentielle contre de Gaulle en 1965, se sent « libéré de la honte absolue de vivre dans une France socialiste depuis vingt ans ». Plus jeune, plus bouillant

aussi, son voisin, David Chesnel, un chef d'entreprise de la région parisienne, exulte : « C'est la même joie que si nous avions été dans les rues de Paris en 1944. » Devant le mur d'écrans qui retransmettent les soirées électorales des télévisions, se presse une foule aussi diverse que l'électorat FN : de vieux messieurs en blazer, des couples BCBG, un ado vêtu d'un sweat-shirt siglé « kop of Boulogne », un « frère » en soutane, un auteur connu de romans policiers, A. D.G., quelques jeunes black-blanc-beur, des pères et des mères de famille.

« Nous avons rejoint Le Pen quand nos enfants se sont fait racketter », racontent Nicole Aureau et son mari. C'était il y a vingt ans, ils habitaient Gennevilliers, et « il y avait déjà de l'insécurité ». Les choses ne se sont pas arrangées et c'est à cause de cela que, cette année, de nombreux électeurs auraient osé « ce vote de transgression », affirment plusieurs militants. Philippe Ruger, conseiller régional des Pays de la Loire, avait senti monter la vague : « C'était palpable depuis plu-

sieurs semaines. » Marie-Claire, 39 ans, permanente à la fédération de Paris, en avait aussi « eu l'intuition » : « Même ma mère, qui était malheureusement mégrétiste, a voté pour Le Pen cette fois. »

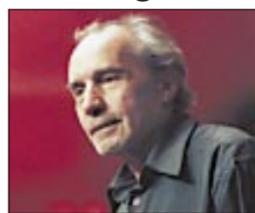
Venue à l'extrême droite « par anticommunisme, après avoir lu Soljenitsyne », Danièle, 53 ans, formatrice en Seine-Saint-Denis, se dit : « Après Mitterrand, après Chirac, pourquoi ne pas essayer Le Pen, au point où on en est, qu'est-ce qu'on risque ? » Les invités du « Paquebot » croient en la victoire le 5 mai : « Affirmatif, s'égosille un ancien. C'est la France réelle qui a parlé ce soir, elle a mis fin à la diabolisation de Le Pen, et les gens de gauche ne voteront pas pour Chirac. »

Devant les buffets, des militants testent en trinquant quelques slogans de second tour. « Le Pen à l'Elysée, Chirac à la Santé ! », celui-là devrait faire l'affaire. Ils se promettent de le roder le 1^{er} mai.

Jean-Jacques Bozonnet

CULTURE

Rivette, en long



LE CINÉASTE explique pourquoi il a monté une version longue de son film Va savoir. Lire page 24

ANALYSE

Le chaudron du Proche-Orient

« J'AI APPRIS une chose ces derniers mois : vous ne pourrez jamais gouverner par la force un million et demi de Palestiniens. C'est une leçon dont nous devons tirer les conséquences. » Ainsi s'exprimait Itzhak Rabin en février 1988, quelques semaines après le début de la première Intifada, devant un groupe d'amis dont Marek Halter et Eric Laurent rapportent le témoignage dans leur livre sur Les Forces de la paix (Plon-Laffont, 1994).

Ariel Sharon n'est manifestement pas près de parvenir à cette conclusion, bien que la violence à laquelle ses troupes doivent faire face soit hors de proportion avec les jets de pierres auxquels Tsahal se trouvait alors confrontée. Qu'importe apparemment pour lui que des jeunes gens et des jeunes filles, dont beau-

coup n'ont aucune raison personnelle de se plaindre de la vie, soient de plus en plus nombreux à se faire sauter avec les civils qu'ils ont choisis pour cible. Ce sont des terroristes, des criminels comme les autres...

Leur sacrifice ne les innocente pas, et innocente encore moins ceux qui les ont poussés à le commettre. Mais si ceux qui y ont recours sont si nombreux, ce ne peut être que parce que leur geste reflète un évident désespoir. Et c'est à apaiser ce désespoir que devraient s'attacher en priorité tous ceux qui ne peuvent se résigner à voir deux peuples condamnés par la géographie à vivre côte à côte se laisser emporter par la peur, la haine et la conviction que les armes peuvent soumettre l'autre, voire les en débarrasser, alors que, plus que jamais, il n'est

pas de paix concevable sans acceptation mutuelle.

En créant un Etat à eux, en se donnant tant de mal pour le bâtir, les Israéliens visaient fondamentalement, selon le rêve de Theodor Herzl, à doter le peuple juif d'un territoire où il fût à l'abri d'un renouveau des horribles persécutions qui ont jalonné son histoire. Longtemps ils ont cru y être parvenus, notamment au lendemain de chacune des cinq guerres qui, en 1948, 1956, 1967, 1973 et 1982, pour ne pas parler des deux Intifadas, les ont opposés à tout ou partie de leurs voisins arabes.

André Fontaine

Lire la suite page 15 et nos informations page 16

Le Roi de la reprise, c'est Citroën Félix Faure !

3800€* pour l'achat d'une CITROËN récente XM, EVASION OU XANTIA

2280€* pour l'achat d'une CITROËN récente XSARA, XSARA PICASSO** OU SAXO

Reprise minimum de votre véhicule, quels que soient l'état, la marque et beaucoup plus si son état le justifie.

FAIBLE KILOMETRAGE • GARANTIE 1 AN PIÈCE ET MAIN D'ŒUVRE • PRIX ATTRACTIF • FINANCEMENT À LA CARTE

* Offre spéciale jusqu'au 30 avril 2002 non cumulable avec d'autres promotions, réservée aux particuliers, dans la limite des stocks disponibles. Carte grise au nom du propriétaire depuis 1 an. **Sauf Xsara Picasso HDI. En échange de cette publicité

CITROËN FÉLIX FAURE *maître d'hôtel*

fournisseur officiel en bonnes affaires

Paris 15 ^e	111, place Étienne Perret	01 53 68 15 15
Paris 14 ^e	50, boulevard Jourdan	01 45 89 47 47
Paris 19 ^e	59, avenue Jean Jaurès	01 44 52 79 79
Colignières (78)	74, RN 10	01 30 66 37 27
Limay (78)	266, rte de la Noce, Pont Astoume	01 34 78 73 48
Bezons (95)	30, rue Emile Zola	01 39 61 05 42
Nantes (44)	273, av. de Fontainebleau, RN 7	01 46 86 41 23
Corbas (69)	7, île des Martyrs Nantais, Ile Beaulieu	02 40 89 21 21
Vitrolles (13)	ZI Corbas Mont-Martin, rue M. Méreaux	04 78 20 67 77
	Av. Joseph Cagnat, Zac des Caillottes	04 42 78 77 37

L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

Jean-Marie Le Pen (FN) affrontera Jacques Chirac (RPR) au **SECOND TOUR** de l'élection présidentielle. Le président du Front national a obtenu 16,95 % des voix, éliminant ainsi Lionel Jospin (PS), qui n'a

recueilli que 16,12 % des suffrages. En arrivant en tête de ce premier tour avec 19,71 %, le président sortant se voit quasiment **ASSURÉ DE SA RÉÉLECTION**. Certains responsables de gauche ont d'ores et déjà appe-

lé à voter pour lui afin de « faire barrage » au candidat d'extrême droite. Des **MANIFESTATIONS ANTI-LE PEN**, ont rassemblé, dès dimanche soir, à Paris et en province, plusieurs milliers de personnes. Lionel

Jospin a annoncé qu'il se retirerait dès le 5 mai de la vie politique. Le PCF essuie un **REVERS HISTORIQUE**, Robert Hue ne totalisant que 3,39 % des voix. Les candidats trotskistes dépassent 10 %.

Le duel Chirac-Le Pen provoque un séisme politique

Le premier ministre-candidat, qui n'a obtenu que 16,12 % des voix, a annoncé son retrait de la vie politique après le 5 mai. Le second tour opposera le président sortant, arrivé en tête avec 19,71 % des suffrages, au candidat de l'extrême droite, qui crée la surprise avec 16,95 %

POUR sa quatrième campagne présidentielle, Jean-Marie Le Pen a provoqué un véritable séisme politique en accédant au second tour, où il affrontera Jacques Chirac, arrivé en tête, dimanche soir 21 avril, avec 19,71 % des suffrages exprimés. Agé de 74 ans, le chef du FN recueille 16,95 % et élimine ainsi Lionel Jospin de la course à l'Élysée. En dépit de la division de l'extrême droite, depuis la scission provoquée par Bruno Mégret en 1999, M. Le Pen améliore son score de 1995 (15 %) et devance M. Chirac, dans plusieurs départements du nord, de l'est et du sud-est de la France. Autant de succès que le FN veut convertir en victoires lors des élections législatives à venir. A l'annonce du résultat, M. Le Pen s'est posé en candidat des « petits », des « sans grade », des « exclus », qu'il a appelé à ne pas se « laisser enfermer dans les vieilles divisions de la droite et de la gauche » pour « se rassembler derrière lui ». Au terme de la première phase d'une campagne qui l'a vu polir son image en se réclamant d'une tradition plus poujadiste qu'extrémiste, tout en profitant de la focalisation du débat sur le thème de l'insécurité, le candidat du FN s'est présenté comme « socialement à gauche, économiquement à droite et, plus que jamais, nationalement de France ».

► **La victoire annoncée de M. Chirac.** Pour Jacques Chirac, le premier tour annonce avec certitude de la victoire au second. Même s'il obtient, avec 19,71 % des voix, un résultat inférieur à ceux qu'il avait recueillis en 1988 et en 1995, le président-candidat est assuré de triompher de M. Le Pen, tant le rejet de l'extrême droite, exprimé dès dimanche soir par plusieurs responsables de gauche, lui garantit une avance considérable. « Si, dans le cadre d'une élection, le rejet et le mécontentement peuvent s'exprimer, ils ne sauraient fonder une véritable politique pour la France »,

a déclaré le chef de l'Etat, souhaitant le « rassemblement » des Français en lançant : « *La République est entre vos mains.* »

L'entourage de M. Chirac évoquait toutefois un « scénario catastrophe », prévoyant de nombreuses triangulaires aux élections législatives à venir, où les candidats du Front national, dopés par le succès de leur leader, pourraient empêcher la droite d'obtenir la majorité. « Rien ne serait pire qu'une nouvelle cohabitation », avertissait, lundi matin sur France 2, le directeur de campagne du chef de l'Etat, Antoine Rufenacht. Avant d'entamer cette seconde campagne, M. Chirac devra nommer un premier ministre. Nicolas Sarkozy, Philippe Douste-Blazy et Jean-Pierre Raffarin, dont les noms sont les plus souvent cités depuis plusieurs mois, continuaient à croire en leurs chances respectives, estimant tous que la droite devrait continuer à faire de la sécurité son leitmotiv essentiel.

► **Le retrait de M. Jospin.** Pour Lionel Jospin, la défaite est une déroute. Le premier ministre n'obtient que 16,12 % des suffrages, enregistrant une baisse de plus de 7 points par rapport à son score de 1995. Considérant que la qualification de M. Le Pen pour le second tour constitue « un signe très inquiétant pour la France et pour notre démocratie », le candidat socialiste a jugé, dimanche soir, ce résultat « profondément décevant », invoquant pour l'expliquer « la démagogie de la droite » et « la dispersion de la gauche ». « J'assume pleinement la responsabilité de cet échec, a-t-il déclaré, et j'en tire les conclusions en me retirant de la vie politique après la fin de l'élection présidentielle. » Au cours des heures suivantes, plusieurs responsables socialistes, dont le premier secrétaire du PS, François Hollande – qui devrait conduire la campagne des législatives –, Laurent Fabius et Bertrand

	MÉTROPOLE		OUTRE-MER		TOTAL	
	Inscrits	Votants	Abstentions	Blancs ou nuls	Exprimés	
	39 350 086	28 721 939	27,01%	3,38 %	27 750 962	
CANDIDATS	Nombre de voix obtenues	Suffrages exprimés (%)	Nombre de voix obtenues	Suffrages exprimés (%)	Nombre de voix obtenues	Suffrages exprimés (%)
Jacques Chirac	5 385 456	19,41	188 502	35,84	5 573 958	19,71
Jean-Marie Le Pen	4 770 270	17,19	21 480	4,08	4 791 750	16,95
Lionel Jospin	4 398 148	15,85	160 406	30,50	4 558 554	16,12
François Bayrou	1 927 275	6,94	11 849	2,25	1 939 124	6,86
Arlette Laguiller	1 615 543	5,82	9 626	1,83	1 625 169	5,75
Jean-Pierre Chevènement	1 495 963	5,39	13 681	2,60	1 509 644	5,34
Noël Mamère	1 474 761	5,31	9 477	1,80	1 484 238	5,25
Olivier Besancenot	1 199 180	4,32	7 602	1,45	1 206 782	4,27
Jean Saint-Josse	1 199 139	4,32	2 385	0,45	1 201 524	4,25
Alain Madelin	1 098 080	3,96	5 761	1,10	1 103 841	3,90
Robert Hue	954 981	3,44	4 347	0,83	959 328	3,39
Bruno Mégret	661 348	2,38	3 488	0,66	664 836	2,35
Christiane Taubira	577 753	2,08	78 295	14,89	656 048	2,32
Corinne Lepage	527 577	1,90	4 024	0,77	531 601	1,88
Christine Boutin	334 083	1,20	4 146	0,79	338 229	1,20
Daniel Gluckstein	131 405	0,47	930	0,18	132 335	0,47

Ce tableau ne prend pas en compte les résultats de Saint-Pierre-et-Miquelon, de la Polynésie française et des Français de l'étranger

Delanoë ont annoncé qu'ils voteraient pour M. Chirac au second tour.

► **Le pari manqué de M. Chevènement.** L'ancien ministre de l'intérieur se voyait en « troisième homme », il ne finit qu'en sixième position, dépassant de peu la barre des 5 % – après avoir atteint 14 % dans les sondages. Dimanche soir, le candidat s'est refusé à donner une consigne de vote explicite se contentant, à chaud, d'appeler à un « sursaut républicain », estimant que « le peuple et la France ne doivent pas être abandonnés au

Front national ». M. Chevènement s'appretait à présenter des candidats aux législatives dans toutes les circonscriptions. Le comité de direction du Pôle républicain, qui se réunira mardi au QG de campagne, confirmera ou infirmera ce projet.

► **La défaite historique de M. Hue.** Jamais, depuis la création du PCF au Congrès de Tours, en 1920, les communistes n'ont subi une défaite aussi lourde. Avec 3,39 % des suffrages, Robert Hue, qui obtient cinq points de moins qu'en 1995 (8,7 %), n'aura pas réus-

si le pari de la « mutation » qu'il avait lancé en mars 2000. En perte de vitesse depuis les années 1970, le PCF paye le grand écart souvent délicat entre la participation au gouvernement et le soutien au mouvement social. Ses récentes batailles au Parlement – notamment sur les licenciements – n'auront pas suffi à convaincre son électoral traditionnel de son ancrage à gauche. Cette défaite aura des conséquences graves aussi bien sur les finances du parti que pour l'avenir politique de son président. Arlette Laguiller (LO), qui obtient

5,75 % des suffrages, ne tire pas de l'échec de M. Hue le profit que lui promettaient les sondages. Concurrencée par le candidat de la LCR, Olivier Besancenot, qui a recueilli 4,27 % des voix, la candidate de Lutte ouvrière a estimé que « ni l'extrême gauche, ni la multiplicité des candidatures n'étaient responsables » de la défaite de Lionel Jospin, et s'est refusée à appeler « à voter Chirac ».

► **L'avenir de M. Bayrou.** Avec près de 7 % des voix, le candidat de l'UDF, François Bayrou, réalise une performance inférieure à son score-référence des élections européennes (9,3 % en 1999), mais obtient un résultat qui ménage son avenir, après une campagne difficile. Le duel Chirac-Le Pen du second tour, et son issue plus que probable, ne lui permet plus, toutefois, de monnayer au prix fort, comme il l'espérait, son ralliement au chef de l'Etat. « Je veux parler à Chirac, même si ma position ne fait guère de doute », a-t-il déclaré, dimanche soir, de son QG de campagne. Le président de l'UDF souhaite la naissance d'un « vaste rassemblement qui dépasse les frontières anciennes ».

Alain Madelin, qui n'a obtenu que 3,9 % des suffrages, s'est lui aussi refusé à énoncer une consigne claire pour le second tour. Afin d'éviter « un vote par défaut », le candidat libéral a appelé à « un rassemblement fondé sur l'élan » et sur « un projet réformateur ».

► **Des manifestations anti-Le Pen.** Dans toute la France, des milliers de manifestants ont défilé, dès l'annonce des résultats, pour dénoncer la présence de M. Le Pen au second tour, en appelant à une mobilisation contre le candidat d'extrême droite, aux cris de : « F comme fasciste, N comme nazi », « Le Pen facho, Marseille aura ta peau. »

Hervé Gattegno et Philippe Ridet

VERBATIM

Jacques Chirac : « Se rassembler pour défendre les droits de l'homme »

VOICI le texte intégral de la déclaration prononcée par Jacques Chirac, dimanche soir à 22 h 55, au Tapis rouge, le siège parisien de sa campagne.

« Mes chers compatriotes, Ce soir, je veux m'exprimer devant vous avec gravité. Avec force et détermination. Aujourd'hui, ce qui est en cause, c'est notre cohésion nationale, ce sont les valeurs de la République auxquelles tous les Français sont profondément attachés. Aujourd'hui, ce qui est en cause,

c'est l'idée même que nous nous faisons de l'homme, de ses droits, de sa dignité. C'est l'idée que nous nous faisons de la France, de son rôle et de sa place en Europe et dans le monde.

Si, dans le cadre d'une élection, le rejet et le mécontentement peuvent s'exprimer, ils ne sauraient fonder une véritable politique pour la France. Notre débat démocratique doit être à la mesure des attentes des Français, conforme à nos traditions de tolérance et de respect. Il en va de notre démocratie. J'appelle toutes les Françaises

et tous les Français à se rassembler pour défendre les droits de l'homme, pour garantir la cohésion de la nation, pour affirmer l'unité de la République et restaurer l'autorité de l'Etat.

Ce rassemblement est possible. Il est nécessaire. Nous sommes riches de toutes nos sensibilités, forts des valeurs de liberté et de responsabilité qui nous sont communes, portés par un même idéal démocratique, animés d'une même ambition et d'un même amour pour la France. Cette élection présidentielle doit marquer le

temps de l'action. C'est dans l'action que la France forge son destin, retrouve son énergie, sa générosité, sa capacité de créer et de partager.

Le moment du choix est désormais devant vous. Il s'agit de l'avenir de la France, de l'idée même que nous nous faisons de notre pays, de sa grande tradition humaniste, de sa vocation universelle, de son exigence de générosité et d'ouverture, de son rayonnement. Il s'agit aussi de notre capacité à vivre les uns avec les autres, en nous respectant. Il s'agit enfin de vivre pleinement la grande histoire de l'Europe que nous avons imaginée et dans laquelle nous sommes depuis longtemps engagés.

Le temps de l'action est aussi celui du changement. Je veux rétablir la sécurité. Je veux garantir les besoins essentiels des Français. Je veux une France forte en Europe, écoutée et respectée dans le monde. La France ne peut attendre. Voici venu le temps du sursaut démocratique. C'est dans la difficulté que la France trouve son chemin. C'est dans la fraternité, dans l'ouverture aux autres, que la France est elle-même.

J'en appelle à la France, cette France vivante, diverse, humaine et chaleureuse que nous aimons. J'en appelle aux Françaises et aux Français, à chacune et chacun d'entre vous, parce que la démocratie est le bien le plus précieux. Parce que la démocratie est le bien le plus précieux. Parce que la République est entre vos mains.

Ce soir, mes chers compatriotes, la France a besoin de vous, j'ai besoin de vous. Je souhaite que, dans les prochains jours, chacun fasse preuve de responsabilité, de tolérance et de respect. Vive la République, vive la France !

Un record d'abstentions pour le premier tour d'une présidentielle

S'IL EST UN CHIFFRE qui n'aura pas surpris, dimanche 21 avril, c'est bien celui de l'abstention. Avec un taux de 27,5 % en métropole (sur 99,5 % des suffrages décomptés), le phénomène a pourtant atteint des pics rarement égalés depuis la première élection du président de la République au suffrage universel, en 1965.

Au premier tour de la présidentielle de 1995, 21,6 % des électeurs inscrits s'étaient abstenus. Cette fois, sur 40 millions d'inscrits, plus de 11 millions d'entre eux ne se sont pas rendus aux urnes, et plus de 984 000 ont voté blanc ou nul. Le seul record qui reste désormais à battre est celui du second tour de la présidentielle de 1969 avec 30,1 % (22,4 % au premier). Deux candidats de la droite modérée étaient alors restés en lice : le gaulliste Georges Pompidou et le centriste Alain Poher – en l'absence de tout prétendant de gauche et alors que le PCF frôlait les 21,5 %.

L'abstention touche la plupart des démocraties occidentales, et le chiffre élevé de dimanche révèle une amplification du phénomène. Elle apparaît d'autant plus massive qu'en France elle est calculée à partir du nombre des inscrits et non de la population électorale potentielle en âge de voter, de 7 % à 10 % supérieurs.

En 2002, l'abstention aura progressé, y compris dans les départements où elle atteignait déjà des sommets en 1995. Comme en Corse-du-Sud, où elle est passée de 32,3 % en 1995 à 40,5 % le 21 avril (plus de 42 % en Haute-Corse). Ou en Seine-Saint-Denis, fortement abstentionniste comme la plupart des départements limitrophes de Paris, où elle atteint 35,67 % (27,4 % en 1995). Même en Corrè-

ze, où la participation est traditionnellement forte, les rangs des abstentionnistes se sont gonflés pour atteindre 20,3 % (contre 14,1 % au premier tour de la présidentielle de 1995). L'Île-de-France est, après la Corse, la région où l'on vote le moins (32,11 % d'abstentions). Le Limousin détient, au contraire, la palme du civisme (moins de 23 %).

Dans les départements où Jean-Marie Le Pen arrive en tête, les taux d'abstention ne se sont pas révélés supérieurs à la moyenne nationale. C'est le cas du Territoire-de-Belfort (23,62 %), du Nord (28,86 %), de la Drôme (25,30 %), du Gard (25,7 %), du Vaucluse (24,44 %), mais aussi de l'Hérault (25,63 %), du Rhône (25,79 %), de l'Aisne (26,25 %) et des Ardennes (27,95 %).

Faut-il en conclure que la présidentielle a perdu son statut de scrutin favori des Français et qu'elle a fini par se « normaliser » par rapport aux autres consultations nationales ? Le taux d'abstention y devient comparable à celui des deux tours des précédentes législatives de 1997 (respectivement 31,4 % et 28,4 % en métropole). Sans doute les congés scolaires de la zone A et C expliquent-ils en partie ce phénomène, de même que le nombre exceptionnellement élevé d'indécis relevés par les divers sondages (*Le Monde* du 14 avril).

Depuis 1974, la mobilisation s'est révélée toujours plus forte au second tour qu'au premier. Reste à savoir si l'affrontement entre M. Chirac et M. Le Pen permettra d'inverser une tendance où se lit aussi bien la fameuse « *asthénie démocratique* » qu'une expression nouvelle de la protestation.

Nicolas Weill

VOUS VENEZ DE DÉCOUVRIR UN GRAND PASTIS.

PASTIS
HENRI BARDOUIN
Le Grand Cru
du Pastis

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTE. A CONSOMMER AVEC MODERATION.

Jean-Marie Le Pen, des paras d'Indochine au second tour de la présidentielle

Commencée aux côtés de Pierre Poujade, en 1955, la carrière politique du président du Front national s'étend sur près d'un demi-siècle. Une carrière faite de provocations et d'une lente et méthodique implantation de son parti, qui a su se nourrir des angoisses de la société française

LA PARTICIPATION du chef du Front national au second tour de l'élection présidentielle couronne une carrière politique de plus d'un demi-siècle. Jean-Marie Le Pen a toujours compté sur sa propre personnalité pour imposer son courant politique. Fils de patron pêcheur, né le 28 juin 1928 à La Trinité-sur-Mer, il milite dès l'automne 1947, à la Corpo de droit. Il apprend à séduire une assemblée, à se mettre en scène, et le goût de la provocation. En novembre 1953, il endosse l'uniforme parachutiste, direction l'Indochine, mais il n'y arrive qu'après la chute de Dien Bien Phu. Là, il se jure, s'il en revenait : « Je consacrerai ma vie à la politique. » En 1955, Le Pen intègre l'UDCA, mouvement de Pierre Poujade. Le 3 janvier 1956, à 27 ans, il devient le plus jeune député de France, porté par une vague éphémère.

Dès juillet, il s'engage à nouveau dans l'armée pour participer à l'expédition de Suez, puis aux débuts de la guerre d'Algérie. En 1957, il poursuit le combat, cette fois dans le domaine, à ses yeux décisif, de la politique. En 1960, il participe à la fondation du Front national pour l'Algérie française. Exploitant les ressentiments provoqués par l'indépendance algérienne, il se lance ensuite dans la bataille présidentielle, en animant la campagne de Jean-Louis Tixier-Vignancour. Deux ans de militantisme, pour recueillir, en 1965, un score décevant de 5,27 % des voix.

Le Pen entame une traversée du désert, vit chichement de sa maison de disques politiques, la SERP, créée en 1963 avec Léon Gaultier, ancien des guerres coloniales et de la Waffen SS. Il ne refera surface qu'en 1972, quand le groupe activiste néofasciste Ordre nouveau crée le Front national et en offre la prési-



AFP - JULIEN HEKIMIAN/SYMA ; JEAN-PAUL PELISSIER/REUTERS

dence à Le Pen, au titre de sa gloire passée. Le rôle de Le Pen perdra son caractère honorifique en 1973, après la dissolution d'Ordre nouveau, dont le noyau militant part fonder le Parti des forces nouvelles (PFN). Le Pen garde le FN, avec quelques amis et un groupuscule « militant » animé par plusieurs anciens SS français. Il commence

alors à rassembler, non point les foules mais toutes les familles de l'extrême droite. Il recrute ainsi les réseaux « nationalistes révolutionnaires », dont le chef, François Duprat – qui sera tué dans un attentat à la veille des législatives de mars 1978 –, deviendra vite son second. Le chef du FN agira dix années sans espoirs raisonnables de percer. Il lui est arrivé de commencer des réunions de préau sans public, devant un seul militant venu l'accompagner.

« DURAFOUR CRÉMATOIRE »

L'héritage d'un riche sympathisant, le cimentier Hubert Lambert, assurera néanmoins une réelle aisance matérielle à Le Pen, qui est toujours en 2002 le plus fortuné des candidats. Il touche à nouveau le fond politique lors de la présidentielle de 1981. N'arrivant pas à réunir les signatures de maires, Le Pen appelle à « voter Jeanne d'Arc ». Son second, Jean-Pierre Stirbois, venu d'un groupuscule « solidariste » mène une politique d'implantation locale à Dreux. Un score municipal de 17 %, en septembre 1983, accorde au FN une notoriété que Le Pen par ses prestations télévisuelles, notamment lors de l'émission



Le 3 mai 1974, c'est la première campagne présidentielle de Jean-Marie Le Pen, lors d'un meeting à Paris, le président du FN déclare : « Nous nous mettons en réserve de la France. »

Le 30 mai 1997, venu soutenir sa fille Caroline, qui se présente aux législatives à Mantes-la-Jolie (Yvelines), il agresse la candidate socialiste Annette Peulvast-Bergeal.

Le 16 avril 2002, lors de son avant-dernier meeting de campagne, à Marseille.

« L'Heure de vérité » du 13 février 1984, va transformer en courant de sympathie. Et, lors des européennes de 1984, qu'il qualifie de « séisme politique », il récolte 11 %. Le FN additionne alors les voix de celles et ceux qui estiment que la droite française a failli en laissant en 1981 le gouvernement aux sociaux-communistes après que de Gaulle eut trahi en laissant l'Algérie aux Algériens en 1962.

Dès lors, Le Pen tente sans succès d'arracher des pans entiers aux partis de la droite républicaine. Il s'attache aussi à constituer, en partie hors du FN, un vivier de candidats. Trente-cinq d'entre eux, dont Le Pen, sont élus députés en mars 1986. Mais il ne les associe pas à la direction du parti. Le patron du FN s'affiche séducteur, et chef. Mais a du mal à travailler en équipe. Le Pen obtient 14,5 % lors de l'élection présidentielle de 1988. Il sent que son électoral évolue. Les déçus de la stratégie politique de la droite sont rejoints par les déçus de la politique sociale de la gauche. Il laisse ses cadres entamer un travail intellectuel et politique ambitieux au début des années 1990. C'est aussi vers cette époque que Jean-Marie Le Pen joue à plein

de la provocation et des effets médiatiques.

En septembre 1987, il soutient que les chambres à gaz sont « un point de détail de l'histoire de la seconde guerre mondiale ». Un an plus tard, il récidive par un jeu de mots douteux « Durafour crématoire »,

Une villa à Saint-Cloud héritée en 1976

Assujéti à l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF), le président du Front national a indiqué à *L'Express* avoir acquitté à ce titre 4 116 euros en 2001. Son patrimoine est constitué, pour l'essentiel, par sa villa de Montretout, à Saint-Cloud (Hauts-de-Seine), non loin de laquelle s'est installé le siège du FN. D'une superficie de 365 m², dans un parc de 4 800 m², cette habitation a été estimée à 3,2 millions d'euros par le mensuel *Capital*, mais seulement à 1,6 million d'euros par M. Le Pen. Cette villa fait partie de l'héritage qu'Hubert Lambert, décédé en 1976 à 42 ans, avait légué au couple Le Pen, lui laissant de surcroît ses participations dans plusieurs sociétés. Un cousin german du défunt contesta un temps le testament avant d'accepter un compromis. Le revenu imposable de M. Le Pen s'est monté à 44 507 euros en 2000. Il a acquitté à ce titre un impôt de 4 201 euros en 2001.

du nom de Michel Durafour, ministre de la fonction publique du gouvernement Rocard. C'est alors Bruno Mégret qui joue un rôle moteur. Le FN opère un tournant « social », adopte une orientation antiaméricaine, antilibérale. Le Pen s'investit peu dans ce travail de reformulation, synthèse des différentes

sensibilités d'extrême droite qui forment alors le FN. Le chef n'est pas la locomotive intellectuelle. Il a pour fonction de traduire dans ses discours cette stratégie destinée à séduire les couches sociales qui craignent la mondialisation libérale, dans ses aspects politiques, sociaux, mais aussi culturels. En effet, Le Pen publie peu et signe surtout des textes écrits par d'autres. Ses éditoriaux ont donc sacrifié aux références, citations et tics de langage de plusieurs cultures de l'extrême droite. En revanche, ses discours « colent » aux attentes du public d'un meeting ou de son électoral. Sa force est de faire coïncider une culture politique, dont il assume toutes les générations et toutes les variantes avec des angoisses sociales bien plus largement répandues.

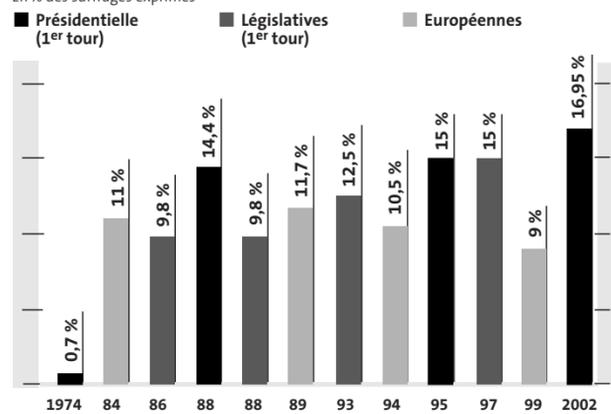
Il a ainsi su construire un discours qui fournit une réponse unique aux multiples insécurités. L'insécurité résultant de la menace de chômage, du déclin de la classe ouvrière comme de celui des petits commerçants est conjuguée avec la crainte de la délinquance en une description unique, aux causes communes (la mondialisation) et au remède simple : renvoyer les immigrants. En 1995, Le Pen progresse encore, à 15 %. Après les grèves de décembre 1995, son parti tente de construire des relais militants dans les entreprises, mais échoue devant les réactions syndicales. Lors des régionales de 1998, Le Pen engage à nouveau la stratégie du bulldozer contre la droite, qui se divise sur la stratégie à adopter face au FN et manque d'exploser. Une crise éclate lors de la préparation des européennes de l'année suivante. Menacé d'inéligibilité, Le Pen évoque la candidature de sa femme. Tandis que son numéro deux, Bruno

Mégret, se propose. Cela suffit pour que Le Pen le pousse vers la sortie. Bruno Mégret part début 1999, mais avec la majorité des cadres. Le Pen préfère risquer de tout perdre que de partager une parcelle de son pouvoir. Il traite de « racistes » et de « nazis » ceux sur qui il s'appuyait la veille pour diriger son parti. Sa priorité est alors de détruire le « félon » Mégret. Il déclare préférer faire 6 % si cela place Mégret à 3 % que 12 % si Mégret obtient 6 %. Les dégâts infligés par la scission sont lourds, des cadres s'éloignent, les relais militants dépérissent, le public militant boude les fêtes et les manifestations. Le Pen passe tout près d'en payer le prix lorsque son appareil démotivé peine à réunir les signatures de maires. Aujourd'hui, Le Pen compte plus sur lui-même, sur son verbe et sur sa verve que sur un appareil affaibli. Jean-Marie Le Pen a toujours mis en avant son propre personnage par rapport à son parti. Il a privilégié les batailles présidentielles. Celle de 2002 est, à ses yeux, la dernière élection présidentielle en France (avant sa dissolution dans l'Europe) et la dernière à laquelle il puisse raisonnablement participer.

René Monzat

SCORES DU FRONT NATIONAL

En % des suffrages exprimés



INTERNATIONAL SCHOOL OF MANAGEMENT

ISM

www.ism-mba.edu
FULLY ACCREDITED*

*Programmes accrédités aux USA & Europe, exclusivement pour cadres et dirigeants. Séminaires en anglais, avec professeurs américains, compatibles avec votre vie professionnelle. Profil des participants : 30-45 ans, 36 nationalités, diplômés Enseignement Supérieur avec une moyenne de 10 années d'expérience professionnelle.

Admissions : janvier, avril, octobre.

ieMBA International Executive MASTER OF BUSINESS ADMINISTRATION

■ "Part-time" sur 12 mois : 520 heures et thèse, 10 ou 15 séminaires mensuels à Paris et 1 ou 2 mois à New York, ou 22 séminaires mensuels à Paris

DBA DOCTORATE OF BUSINESS ADMINISTRATION

■ pour titulaires d'un MBA ou équivalent,
■ "Part-time" sur 24 mois : séminaires mensuels intensifs à Paris. 320 heures et thèse

MBA MASTER OF BUSINESS ADMINISTRATION

■ "Part or full-time" sur 12 mois, 520 heures et thèse : Paris, New York, Tokyo

e-PROGRAMS MBA - ieMBA - DOCTORATE OF BUSINESS ADMINISTRATION

International School of Management :
148, rue de Grenelle 75007 Paris
Tél. : + 33 1 45 51 09 09 - Fax : + 33 1 45 51 09 08
e-mail : ism.paris@wanadoo.fr - http://www.ism-mba.edu
Programmes gérés à New York par ISM, USA

ISM

Déchu de son mandat européen depuis deux ans, le président du FN siège toujours à Strasbourg

BRUXELLES

de notre bureau européen
Coutumier des actions théâtrales, le président du Front national avait lancé : « I will come back ! [Je reviendrai] », dans l'hémicycle du Parlement européen, le jour où la présidente, Nicole Fontaine, avait prononcé la déchéance de son mandat. Quelques mois plus tard, M. Le Pen pouvait affirmer : « I am back ! [Je suis de retour] », après que le tribunal de première instance de Luxembourg l'eut provisoirement rétabli dans son mandat de député européen : le chef de l'extrême droite française avait habilement exploité la faille du système qui organise la destitution des membres du Parlement de Strasbourg. Voici comment.

En France, la Cour de cassation avait confirmé, le 23 novembre 1999, la condamnation du président du FN à trois mois d'emprisonnement avec sursis et à une année d'inéligibilité pour avoir agressé une élue socialiste, Annette Peulvast-Bergeal, pendant la campagne des législatives de 1997. Conformément au code électoral, cette peine devait entraîner la déchéance de ses mandats en cours, dont celui de député européen – qui fut prononcée par un décret du premier ministre, le 22 avril 2000. Mais, pour que

ce texte prenne effet au niveau communautaire, il fallait que le Parlement européen en « prenne acte », selon une procédure établie en 1976.

Or la date à laquelle le Parlement européen devait « prendre acte » de la déchéance de M. Le Pen a suscité un vif débat au sein de l'Assemblée de Strasbourg : le président du FN a demandé que ses collègues lui offrent un répit, comme ils l'avaient fait quelques années plus tôt pour Bernard Tapie, afin d'attendre l'examen par le Conseil d'Etat du recours qu'il y avait formé.

POUVOIR D'APPRECIATION

Craignant que M. Le Pen ne cherche en réalité à gagner du temps pour que sa peine devienne caduque, la gauche ne souhaitait pas lui faire ce cadeau. Mais une majorité de députés européens ont estimé qu'il fallait le traiter comme n'importe quel autre député, quelle que soit la réaction que pouvaient susciter ses idées politiques. Cette question s'est doublée d'un débat sur les compétences du Parlement européen : les fédéralistes estimaient que l'Assemblée de Strasbourg ne devait pas être une simple chambre d'enregistrement des décisions nationales, mais qu'il pouvait avoir une marge d'appréciation sur leur

application. Le Parlement européen n'a donc finalement « pris acte » de la déchéance de M. Le Pen qu'au mois d'octobre 2000, après que le Conseil d'Etat a rejeté son recours.

Trois mois plus tard, le tribunal de Luxembourg, saisi par l'intéressé, ordonnait un sursis à exécution suspendant la déchéance, en laissant entendre que celle-ci aurait dû être prononcée par l'assemblée plénière du Parlement européen, et non par sa seule présidente. M^{me} Fontaine, de fait, n'avait pas jugé utile d'organiser un vote « pour » ou « contre » la déchéance, considérant que le Parlement européen n'avait d'autre choix que de le constater. Dans son ordonnance de référé, la juridiction luxembourgeoise n'exclut pas, elle, que le Parlement de Strasbourg puisse avoir un véritable pouvoir d'appréciation.

Juristes et experts attendent maintenant un jugement au fond plus explicite, qui décidera véritablement du sort de M. Le Pen. Au terme de ce marathon procédural, le chef du FN, tenant du souverainisme, pourrait ainsi être à l'origine d'une jurisprudence qui ferait prévaloir la compétence des institutions européennes sur celle des gouvernements nationaux.

Rafaële Rivais

HEC-ESSEC-ESCP

► Stages intensifs
Pré-entrée, Noël, février, Pâques
► Classes préparatoires annuelles «pilotes» 1^{er} et 2^e années, voies S et E
HEC-ESSEC-ESCP-EML :
de 90% à 100% d'intégrés en voie S,
de 70% 80% d'intégrés en voie E

IPESUP

18 rue du Cloître Notre-Dame
75004 Paris 01 43 25 63 30
Enseignement supérieur privé www.ipesup.fr

L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

Le Front national est arrivé en tête dans 35 départements

DIMANCHE 21 AVRIL, Jean-Marie Le Pen a dépassé son record historique de 1995, avec 17,19 % des suffrages exprimés contre 15 % il y a sept ans. L'extrême droite dans son ensemble a, elle aussi, progressé puisqu'elle totalise, avec les électeurs de Bruno Mégret, le président du Mouvement national républicain (MNR), 19,57 % des voix. A quelques exceptions près, la France de M. Le Pen, après cette élection, se situe nettement au Nord et à l'Est, ses scores allant en s'amenuisant au fur et à mesure que l'on avance vers l'Ouest, des régions où les scores lepénistes sont traditionnellement moins bons.

En fait, le président du Front national arrive en tête dans 35 départements : dans tous ceux de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, sauf les Hautes-Alpes où Jacques Chirac le devance ; dans sept départements de la région Rhône-Alpes sur huit, l'Ardèche faisant exception puisque M. Chirac y arrive en tête ; dans le Languedoc-Roussillon, où seuls l'Aude et la Lozère ne placent pas le président du FN en première position, Lionel Jospin le précédant dans le premier cas, Jacques Chirac dans le second ; dans la région Franche-Comté, le candidat d'extrême droite fait le grand chelem, jusque dans le Territoire de Belfort, le fief de Jean-Pierre Chevènement.

Il en va de même en Alsace, où il renoue avec de bons scores en dépit de son absence de militants et de la faiblesse du FN en cadres. En Lorraine, seule la Meurthe-et-Moselle met M. Le Pen en deuxième position, mais il reprend l'avantage dans la Haute-Marne, l'Aube, l'Yonne, des départements où il réalise une percée, ainsi que dans les Ardennes, l'Aisne, le Nord, le Pas-de-Calais, l'Oise, l'Eure et, dans le Sud, le Lot-et-Garonne et le Tarn-et-Garonne.

SCORE FAIBLE EN CORRÈZE

De plus, Jean-Marie Le Pen obtient des scores supérieurs à 20 % dans 25 départements. Parmi les premiers : les Alpes-Maritimes (25,99 %), le Vaucluse (25,79 %), le Gard (24,85 %), la Moselle (23,67 %), le Var (23,54 %), le Haut-Rhin (23,52 %), le Bas-Rhin (23,38 %), l'Hérault (22,98 %), les Ardennes (22,91 %) et l'Oise (22,76 %). Dans ces départements, le candidat progresse par rapport à son score de l'élection présidentielle de 1995, sauf en Moselle, dans le Haut-Rhin et dans le Bas-Rhin.

A l'inverse, M. Le Pen a du mal à atteindre les 10 % en Corrèze, le département du président de la République (8,86 %), dans les Deux-Sèvres (9,27 %) et à Paris (9,35 %). De même n'atteint-il pas les 11 % dans le Finistère, le Lot, les Landes, l'Ille-et-Vilaine et les Pyrénées-Atlantiques.

Dans quinze villes de plus de 10 000 habitants (plus de 15 000 pour l'Île-de-France et pour le Nord), le président du mouvement d'extrême droite obtient plus de 30 % des suffrages : Beaucaire, Saint-Gilles, Sorgues, Orange, Bollène, Freyming-Merlebach, Stiring-Wendel, Carpentras, La Trinité, Tarascon, Cluses, Pierrelatte, Cavillon, Behren-lès-Forbach et Saint-Pol-sur-Mer. En revanche, Tulle (Corrèze), dont le maire est aussi le premier secrétaire du PS, François Hollande, est la ville de France métropolitaine qui a le moins voté pour lui (6,32 %), avec Cesson-Sévigné (6,91 %) en Ile-et-Vilaine.

M. Le Pen est en tête à Orange, Marignane - commune dont le maire, Daniel Simonpieri, est au MNR, même si, ces derniers temps, il a pris ses distances -, Nice, Nîmes, Carcassonne, Marseille, Perpignan, Tourcoing, Avignon et Mulhouse, un fief MNR.

Bruno Mégret, quant à lui, ne devance M. Le Pen qu'à Vitrolles, la ville dont sa femme, Catherine, est le maire. De peu, en fait, car il n'obtient que 17,90 % de suffrages, contre 17,15 % pour le patron du FN. L'extrême droite, dans son ensemble, passe la barre des 20 % dans 47 départements, soit la moitié, et celle des 25 % dans 15 départements.

Les hommes de l'ombre d'un candidat solitaire

Les fidèles de M. Le Pen sont peu nombreux, mais ils l'ont conduit au second tour

L'IRRUPTION de Jean-Marie Le Pen au second tour de l'élection présidentielle est d'abord celle d'une aventure solitaire. Le président du Front national s'est pourtant appuyé, pour cette élection, sur un cercle limité de fidèles.

► **Carl Lang** (44 ans), secrétaire général depuis octobre 1988 (avec une parenthèse de 1995 à 1998) a adhéré au FN en 1978. C'est vers ce député européen et conseiller régional du Nord que Jean-Marie Le Pen s'est tourné pour mobiliser l'appareil et organiser la collecte des 500 parrainages, dossier attribué initialement à la vice-présidente du parti, Martine Lehieux. Dans son « pré-gouvernement », M. Le Pen avait chargé M. Lang du dossier social. Titulaire d'un diplôme d'Etat de kinésithérapeute, il est le pourfendeur d'une « société multiculturelle et pluriethnique ».

► **Bruno Gollnisch** (52 ans), délégué général du FN depuis novembre 1999, a été présenté par M. Le Pen comme la personnalité idoine pour devenir son premier ministre. Il est diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, de langues orientales, docteur en droit international et lauréat de l'université de Paris. Officier de réserve, il enseigne depuis 1981 le japonais juridique et économique à l'univer-

sité Lyon-III. M. Gollnisch rejoint M. Le Pen en 1983 et accède deux ans plus tard au bureau politique du FN. Député européen et conseiller général du Rhône, il a été éventuellement par M. Le Pen comme son éventuel successeur. M. Gollnisch a pris soin de répondre qu'il n'était « pas affamé ». Sa surprenante discrétion lors des difficultés rencontrées dans la collecte des parrainages a d'autant plus intrigué qu'il était très présent auparavant et qu'il a réapparu la veille du dépôt des signatures.

► **Martial Bild** (39 ans), délégué général adjoint, assure la responsabilité de la communication interne du parti après avoir été le directeur national du Front national de la jeunesse. Poulain de Carl Lang, il a été en charge pendant la campagne du pôle de la conception de la campagne.

► **Martine Lehieux** (68 ans) est une amie de longue date de M. Le Pen. Ses relations avec le président du FN ne sont pas pour autant d'une constante harmonie. Alors qu'elle avait pris une place importante dans l'opposition à Bruno Mégret, la vice-présidente a très mal pris le fait d'être reléguée en douzième position dans la liste du FN aux élections européennes de 1999. Déchargée, en cours de route, de la collecte des signatures

au profit de Carl Lang, sa cote est plutôt en baisse.

► **Marine Le Pen** (33 ans) est la benjamine du président du Front national. Elle a remplacé auprès de son père Marie-Caroline, l'aînée et conseillère régionale d'Île-de-France, qui avait suivi M. Mégret au moment de la scission. Marine Le Pen est membre du bureau politique et conseillère de la région Nord - Pas-de-Calais depuis 1998. Avocate, elle occupe la fonction de directrice du service juridique du parti, également depuis 1998. Elle sera candidate dans la 13^e circonscription du Pas-de-Calais aux prochaines élections législatives.

► **Fernand Le Rachinel** (59 ans) ancien conseiller général de la Manche, fidèle entre les fidèles de Jean-Marie Le Pen, est l'imprimeur du parti et a joué un rôle décisif dans le recueil des signatures.

► **Olivier Martinelli** (32 ans), directeur de cabinet de M. Le Pen depuis 2000, rédige les discours de M. Le Pen et est considéré comme le théoricien du Front national.

► **Alain Vizier** (48 ans), chargé de presse de M. Le Pen depuis 1986, a été l'assistant de Jean-Pierre Stirbois de 1981 à 1986 et est devenu, pendant cette campagne, son conseiller en communication.

Elie Barth

Bruno Mégret invite à voter pour Jean-Marie Le Pen

Le candidat du MNR tente de cacher sa déception face au score de son rival

IL EST 20 HEURES. Au Novotel, rue de Vaugirard, à Paris, dans le 15^e arrondissement, où Bruno Mégret passe sa soirée électorale, un cri de victoire fuse lorsque les télévisions annoncent la présence de Jean-Marie Le Pen au second tour. Moins d'une demi-heure plus tard, le candidat du Mouvement national républicain (MNR) réagit : « Nous assistons à un rejet majeur de la classe politique. Face à cette crise majeure, je me félicite des scores spectaculaires de la droite nationale et républicaine, qui atteint près de 20 %, et tout particulièrement, disons-le, de celui de Jean-Marie Le Pen. J'appelle dès maintenant les électeurs qui se sont rassemblés autour de ma candidature à se mobiliser autour de celle de Le Pen pour le second tour. »

Mais, derrière son apparente satisfaction, M. Mégret cache mal son manque d'enthousiasme. Sa déception. Son score n'est pas à la hauteur de ses espoirs. « Il y a eu un vote utile pour Le Pen. Je m'en félicite. C'est une manière pour nos idées d'être au second tour. Je me réjouis que nos idées aient pris un nouvel élan pour l'avenir », nuance-t-il. Son épouse Catherine résiste moins. Après l'annonce des résultats, elle quitte la salle au pas de course, les yeux pleins de larmes : « Je suis dégoûtée », lance-t-elle à ceux qui l'entourent.

Dans la salle, il n'y a pas foule, et les réactions sont en demi-teinte. « Je suis déçue. Mais, bon... Ça lui met un pied dans la place. C'est une amorce pour la suite », confie une militante. Maxime Bruneri, 25 ans, étudiant en comptabilité, votera Le Pen, même s'il dénonce les « dérives du Front national ». Mais il ne fera pas campagne pour le second tour. « Quand les Mégret ont remporté la mairie de Vitrolles, il n'y a pas eu un seul télégramme de félicitations de la part de Le Pen », regrette-t-il. « Et puis, Le Pen, il a 76 ans, c'est vieux. » Avant d'ajouter : « On souhaite la réconciliation. » « C'est l'autre tête de nœud du Val-d'Oise », commente un supporter de M. Mégret en voyant apparaître à la télévision, en direct du QG de M. Le Pen, un responsable du Front national.

Bruno Mégret tente de se consoler en imaginant un avenir sans Jean-Marie Le Pen. « A l'âge que j'ai, 53 ans, Jean-Marie Le Pen n'était même pas candidat à la présidentielle. Quoi qu'il arrive, cette élection est le dernier coup de Le Pen. Et je représente toujours l'avenir de la droite nationale », juge-t-il. Car, ici, on ne parle pas d'extrême droite », mais de « droite nationale et républicaine ».

Virginie Malingre

LES RAPPORTS DE FORCES DROITE/GAUCHE EN MÉTROPOLE

	Extr. Gauche %	Gauche %	Gauche + ext. gauche %	Autres %	Droite %	Extr. Droite %	Droite + ext. droite %		Extr. Gauche %	Gauche %	Gauche + ext. gauche %	Autres %	Droite %	Extr. Droite %	Droite + ext. droite %
TOTAL	10,62	26,69	37,31	9,71	33,41	19,57	52,98								
Ain	9,16	21,78	30,94	10,13	33,56	25,37	58,93								
Aisne	13,62	24,10	37,72	8,74	29,71	23,83	53,54								
Allier	11,50	29,52	41,02	9,61	33,43	15,94	49,37								
Alpes-de-Hte-Prov.	11,13	25,78	36,92	14,83	28,82	19,43	48,26								
Hautes-Alpes	10,88	25,75	36,63	13,16	33,07	17,14	50,21								
Alpes-Maritimes	6,61	21,45	28,06	7,29	36,13	28,52	64,65								
Ardèche	11,01	25,53	36,54	13,29	30,79	19,38	50,17								
Ardennes	12,14	24,54	36,68	8,12	28,68	26,52	55,20								
Ariège	11,53	36,10	47,63	13,05	22,64	16,69	39,32								
Aube	9,74	22,04	31,77	9,69	34,13	24,40	58,54								
Aude	10,26	31,71	41,97	11,97	23,76	22,30	46,06								
Aveyron	10,22	25,91	36,13	13,21	36,99	13,67	50,66								
Bouches-du-Rhône	8,59	25,62	34,20	9,44	28,97	27,38	56,36								
Calvados	12,81	25,58	38,39	11,68	33,73	16,20	49,93								
Cantal	9,88	21,85	31,72	13,74	41,68	12,86	54,53								
Charente	12,79	28,23	41,01	11,81	31,54	15,64	47,18								
Charente-Maritime	11,07	26,61	37,68	13,78	33,26	15,29	48,55								
Cher	11,76	26,98	38,74	10,47	32,73	18,06	50,79								
Corrèze	10,35	27,93	38,28	10,14	41,54	10,05	51,59								
Corse-du-Sud	6,42	25,26	31,67	14,50	34,98	18,85	53,83								
Haute-Corse	6,20	28,51	34,71	15,92	33,54	15,84	49,37								
Côte-d'Or	10,73	24,44	35,17	10,21	34,05	20,57	54,62								
Côtes-d'Armor	12,93	32,23	45,16	8,34	33,71	12,79	46,51								
Creuse	11,50	28,59	40,10	11,71	35,38	12,81	48,19								
Dordogne	11,29	29,99	41,28	12,26	32,16	14,29	46,46								
Doubs	10,57	23,26	33,82	11,99	32,05	22,13	54,18								
Drôme	9,80	24,96	34,76	11,03	30,48	23,74	54,22								
Eure	12,09	23,17	35,26	9,87	32,35	22,52	54,88								
Eure-et-Loir	10,37	23,11	33,47	10,18	34,53	21,82	56,35								
Finistère	12,78	30,31	43,08	8,32	36,83	11,76	48,59								
Gard	9,46	25,13	34,59	10,51	26,94	27,96	54,90								
Haute-Garonne	10,63	33,59	44,22	9,67	27,73	18,38	46,11								
Gers	9,87	30,12	39,99	15,21	29,82	14,98	44,80								
Gironde	10,77	29,61	40,38	12,72	31,20	15,70	46,90								
Hérault	9,39	27,68	37,07	11,10	26,41	25,42	51,82								
Ille-et-Vilaine	12,62	29,49	42,11	7,99	38,32	11,59	49,91								
Indre	11,87	26,28	38,16	11,85	32,60	17,39	49,99								
Indre-et-Loire	11,61	26,65	38,25	10,31	34,91	16,52	51,43								
Isère	10,84	28,64	39,48	9,46	30,07	20,99	51,07								
Jura	11,66	23,62	35,28	11,27	32,05	21,40	53,45								
Landes	9,48	31,94	41,42	15,99	30,96	11,64	42,59								
Loir-et-Cher	10,82	23,90	34,72	11,45	33,08	20,76	53,84								
Loire	10,53	23,39	33,92	9,26	32,26	24,56	56,82								
Haute-Loire	11,55	21,47	33,02	10,28	35,70	21,00	56,70								
Loire-Atlantique	12,36	29,76	42,13	9,60	35,22	13,05	48,28								
Loiret	9,23	23,82	33,05	10,24	34,30	22,40	56,70								
Lot	11,64	30,52	42,16	15,67	29,93	12,25	42,17								
Lot-et-Garonne	9,50	26,04	35,54	13,32	29,60	21,54	51,14								
Lozère	9,69	22,49	32,18	13,07	39,46	15,29	54,75								
Maine-et-Loire	11,27	25,20	36,46	8,88	41,16	13,49	54,65								
Manche	11,92	21,27	33,19	12,71	39,01	15,09	54,10								
Marne	11,35	22,69	34,05	8,23	35,54	22,19	57,73								
Haute-Marne	11,53	21,39	32,92	9,59	32,14	25,35	57,49								
Mayenne	11,37	23,52	34,89	7,72	43,92	13,47	57,39								
Meurthe-et-Moselle	12,93	27,15	40,08	7,84	31,23	20,86	52,09								
Meuse	11,63	22,66	34,29	8,98	33,56	23,16	56,73								
Morbihan	11,27	27,21	38,47	8,11	37,44	15,98	53,42								
Moselle	11,95	23,38	35,34	5,90	31,71	27,06									

Face à une victoire annoncée, M. Chirac mesure les défis qui l'attendent

Le président sortant doit dégager une majorité aux élections législatives en dépit de la menace de triangulaires avec la gauche et le FN. Il doit aussi recomposer les structures de la droite. Les chiraquiens redoutent enfin l'éventualité de mouvements sociaux contre le futur gouvernement

C'EST à la fois le meilleur et le pire des scénarios. C'est aussi la seule des hypothèses qui n'ait jamais été sérieusement envisagée par les chiraquiens. Jacques Chirac a d'ailleurs longtemps attendu, dimanche soir, avant d'intégrer la nouvelle réalité politique qui s'offre à lui. Stupéfait par le score de l'extrême droite, incrédule devant l'effondrement de Lionel Jospin, le chef de l'Etat a mis plus d'une heure avant d'admettre le duel qui l'oppose désormais à Jean-Marie Le Pen. « *Les choses vont se retourner* », a longtemps répété M. Chirac, appelant ses conseillers à la prudence, persuadé que la gauche ne pouvait pas être absente du second tour. Parmi ses proches, seule... Bernadette Chirac avait en effet envisagé que le président du FN puisse se retrouver seul face à son mari. C'est dire si les résultats de dimanche ont cueilli la droite par surprise.

Certes, les amis du président ont très vite compris la première conséquence de la bataille qui s'annonce : face à Jean-Marie Le Pen, Jacques Chirac est d'ores et déjà assuré de l'emporter au second tour. Qui plus est, avec le meilleur score qu'un président de la République ait jamais affiché. Dès dimanche soir, les premières estimations de vote donnaient plus de 75 % des votes en sa faveur, une partie de l'électorat de gauche se reportant sur son nom pour faire barrage au président du FN.

Mais le président a vite compris les ambiguïtés de cette victoire attendue. Alors qu'il écoutait, vers 22 h 15, la déclaration du premier ministre prenant acte de sa défaite, sa porte-parole Roselyne Bachelot s'est félicitée imprudemment devant lui : « *Quelle formidable revanche pour vous !* » Elle ne s'est



CHRISTIAN VOUJARD/GAMMA

attiré qu'un regard glacial. Car le président a devant lui trois échéances complexes. La première est de nommer un premier ministre susceptible de mener la bataille pour les législatives des 9 et 16 juin. Nicolas Sarkozy, omniprésent sur les chaînes de télévision dès dimanche soir, s'est posé une nouvelle fois comme l'un des prétendants les plus sérieux. Répondant aux critiques de la gauche accusant le président-candidat d'avoir fait le lit de l'extrême droite, le député

des Hauts-de-Seine a assumé le thème de prédilection du candidat Chirac : « *On n'a pas parlé de l'insécurité pour faire peur, mais parce que nombre de Français ont peur (...). Ce que nous disent les Français est assez simple : "arrêtez de parler, agissez"* ». Il annonce ainsi que la campagne sur l'insécurité, menée depuis deux mois par le chef de l'Etat, se poursuivra. Mais sans qu'il soit nécessaire, assurent les plus proches conseillers du président, « *d'en rajouter* ».

A partir d'une équation comparable, Philippe Douste-Blazy estime cependant qu'il conserve toutes ses chances : « *Il faut mener une politique de sécurité très ferme, mais incarnée par un homme modéré, très respectueux des autres* ». Jean-Pierre Raffarin, donné également comme premier ministrable depuis quelques semaines, juge qu'il se situe, lui aussi, « *au centre de gravité* » de la future majorité présidentielle.

Pour autant, les chiraquiens s'in-

quiètent d'ores et déjà de l'affrontement qui opposera, dans bon nombre de circonscriptions, la droite républicaine à une extrême droite dopée par le score de M. Le Pen. « *C'est un scénario catastrophe* », confie l'un d'eux, évoquant la perspective de triangulaires qui avaient déjà entraîné l'échec de la droite, lors des législatives qui suivirent la dissolution de l'Assemblée nationale en 1997. « *La gauche va faire campagne en disant "Ne laissez pas tous les pouvoirs à Jacques Chirac"* », ajoute l'un des responsables de l'état-major du président. Celui-ci devrait cependant mener personnellement cette bataille en disant aux Français : « *Donnez-moi la majorité dont j'ai besoin* ». De nombreux chiraquiens redoutent également que la gauche, frustrée de ne plus être dans le jeu présidentiel, se radicalise et qu'elle cherche à prendre une revanche sur le terrain social, contre le futur gouvernement.

« COHÉSION NATIONALE »

Reste enfin la recomposition de l'opposition. « *On ne renoncera pas à la chance historique que nous avons de changer les structures de la droite française* », assure Patrick Stefanini, proche d'Alain Juppé et principal maître d'œuvre de l'Union en mouvement (UEM). Les partisans

de ce grand parti de droite considèrent déjà qu'ils ont emporté une première victoire en « *étouffant Alain Madelin* » et en « *contenant François Bayrou* ». Dès dimanche soir, cependant, M. Chirac s'est enquis personnellement des contacts qui pouvaient être pris avec ses rivaux DL et UDF du premier tour. A défaut d'une fusion rapide des partis de droite – hypothèse qui a la préférence d'Alain Juppé –, certains, dont Nicolas Sarkozy, imaginent plutôt, dans un premier temps, un rapprochement entre l'actuel RPR et Démocratie libérale (DL). C'est aussi l'un des éléments que Jacques Chirac devra trancher rapidement.

Le chef de l'Etat, conscient des difficultés qui l'attendent, s'est lui-

Mobilisation générale des parlementaires

L'ensemble des parlementaires de droite étaient invités, lundi 22 avril en fin d'après-midi, à l'hôtel InterContinental, à Paris – en principe dans le salon Concorde – pour dialoguer avec Jacques Chirac. Ce qui inclut les chiraquiens, les députés UDF et Démocratie libérale qui se sont prononcés au premier tour pour François Bayrou ou Alain Madelin, ainsi que les députés européens élus en 1999 sur la liste conduite par Charles Pasqua et Philippe de Villiers. Après avoir quitté son QG de campagne, le président-candidat s'est assuré lui-même, tard dans la nuit de dimanche à lundi, de la participation du plus grand nombre. M. Chirac devait aussi rencontrer, lundi 22 avril en fin de matinée, rue du Faubourg-Saint-Martin, les principaux animateurs de sa campagne, au nombre d'une vingtaine.

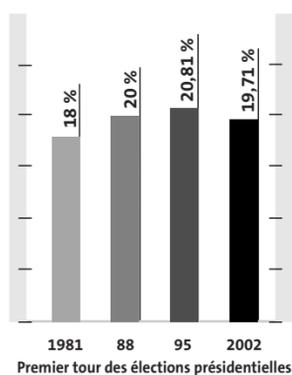
même chargé, dimanche soir dans sa déclaration, d'en appeler à « *la cohésion nationale* », « *aux valeurs de la République* », « *aux droits de l'homme* », et à « *l'autorité de l'Etat* ». « *Ce rassemblement est possible* », a-t-il ajouté, sans évoquer plus avant les conséquences de ce séisme politique.

Tard, dimanche soir, l'un des plus anciens fidèles amis de M. Chirac rêvait pour le président d'un nouveau destin : « *Il va gagner, il va gagner contre Le Pen. Il lui restera cinq ans pour le taper. C'est sa nouvelle responsabilité historique.* »

Raphaëlle Bacqué et Jean-Louis Saux

SCORES DE JACQUES CHIRAC

En % des suffrages exprimés



Le président-candidat hésite à débattre avec M. Le Pen

DEPUIS trois semaines, les principaux conseillers de Jacques Chirac préparaient le débat télévisé qui devait opposer le président sortant à Lionel Jospin. Initialement fixé au mardi 30 avril, ce face-à-face devait même être avancé au 29, afin que les quotidiens (qui ne paraissent pas le 1^{er} mai) puissent en rendre compte le lendemain. Mais les résultats du premier tour ont tout remis en question.

Lors de la réunion qui a eu lieu, dimanche soir 21 avril, dans le bureau de M. Chirac, la question de la participation du président-candidat à un tel débat a été posée. Seul Philippe Séguin s'y est déclaré totalement défavorable. Les autres participants se sont montrés plus interrogatifs. A minuit, sur France 2, la porte-parole du candidat, Roselyne Bachelot, a assuré que le chef de l'Etat débattrait – « *bien entendu* » – avec Jean-Marie Le Pen. En fait, au même moment, les principaux organisateurs de la campagne, Antoine

Rufenacht et Patrick Stefanini, recueillaient encore les avis de plusieurs responsables de l'opposition. Nicolas Sarkozy exprimait ainsi ses réserves, tout en mesurant la difficulté de refuser l'affrontement télévisé. Responsable du service de presse au QG de campagne de M. Chirac, Agathe Sanson assurait que la question serait « *rediscutée lundi matin* ».

D'autres émissions avaient été envisagées, dont l'une animée par Emmanuel Chain sur M6. L'enregistrement avait été prévu mardi 23 avril. De façon plus générale, tout le dispositif de campagne de M. Chirac est à revoir. Trois meetings avaient été programmés : le 23 avril à Rennes, le 25 à Lyon, le 2 mai à Paris. Un quatrième pourrait désormais s'y ajouter et des déplacements en banlieue parisienne sur le thème de la sécurité devraient être multipliés.

Rle B. et J.-L. S.

M^{me} Lepage : « Faire barrage » à l'extrême droite M^{me} Boutin : « Une claque sans appel » à la gauche

LA HANTISE de Corinne Lepage, dans la campagne, c'était les Verts, « faux frères » dont elle avait fustigé la dérive idéologique, les accusant de négliger l'environnement. Mais, dimanche soir, cet antagonisme est devenu secondaire, voire dérisoire. Pour la candidate de Cap 21, qui a recueilli entre 1,7 % et 1,8 % des voix, le temps n'était plus à chipoter son soutien à Jacques Chirac au second tour. « *J'appelle au rassemblement de tous les citoyens épris de liberté et d'humanisme*

afin qu'ils fassent barrage à Jean-Marie Le Pen », a-t-elle lancé trois quarts d'heure seulement après les premières estimations.

« CITOYENNE INDIGNÉE »

« *C'est dramatique, au-delà de mes pires cauchemars, expliquait-elle. Nous vivons un moment rare. Vous vous rendez compte que nous allons avoir en France, pays des droits de l'homme, Le Pen comme symbole aux yeux du monde !* » La candidate a également accusé les Verts et l'extrême gauche d'avoir

favorisé la montée de M. Le Pen par « *un certain nombre de propositions démagogiques* », évoquant notamment le vote des immigrés ou la légalisation de certaines drogues. « *J'aurais pu être heureuse* », expliquait-elle en commentant son propre score. Mais, ce dimanche soir, la « *citoyenne indignée* » ne l'était pas.

Christine Boutin, dissidente de l'UDF, candidate du Forum des républicains sociaux (FRS), s'est, pour sa part, « *réjouie* » de la « *claque sans appel* » que les Français venaient, selon elle, « *de donner aux socialistes, et en général à la gauche plurielle* ». La députée des Yvelines, qui a recueilli entre 1,1 % et 1,3 % des suffrages, a indiqué qu'elle allait réunir « *très vite* » ses comités de soutien afin d'arrêter une « *position définitive* » en vue du 5 mai. Elle a précisé, à titre personnel, qu'elle n'était pas « *dans le même camp* » que Jean-Marie Le Pen, mais elle a appelé « *solennellement à ce que les débats du second tour conduisent le président de la République à affirmer les valeurs de droite abandonnées depuis si longtemps par l'opposition actuelle* ». M^{me} Boutin a souhaité s'entretenir avec Jacques Chirac de son projet de « *pacte national de cohésion sociale* » centré sur « *les valeurs familiales* » et la lutte contre la pauvreté.

Claire Guélaud et Benoît Hopquin

M. Saint-Josse égale son score des européennes

CPNT gagne des électeurs dans une soixantaine de départements

COARRAZE (Pyrénées-Atlantiques) de notre envoyé spécial

Même les chants béarnais repris en chœur par ses électeurs n'ont pas réussi à adoucir son humeur. Quand il monte enfin sur la grande scène de la salle des fêtes de Coarraze (Pyrénées-Atlantiques), à 23 heures passées, Jean Saint-Josse n'a toujours pas décollé. « *Ils sont partis en mille morceaux, s'énervent le président du mouvement Chasse, pêche, nature et traditions. C'est tous des nuls. Si la gauche avait été un peu moins plurielle, ils seraient devant celui qu'on n'attendait pas* ». Alors, sous les applaudissements, le candidat des chasseurs et de la ruralité appelle au « *réflexe républicain* », à « *faire barrage au front national* », lui qui tant de fois avait répété qu'il ne donnerait aucune consigne de vote au second tour.

Avec 4,32 % des voix, Jean Saint-Josse assure avoir atteint son objectif : rassembler autant d'électeurs que lors des élections européennes de 1999, où 1,2 million d'entre eux lui avaient assuré 6,7 % des voix, à égalité avec le Parti communiste. Sans le dire, « *l'excité du Béarn* », comme l'appellent ses proches, espérait pourtant beaucoup mieux, notamment dans ses bastions traditionnels de Picardie, de Normandie ou du Pas-de-Calais, où les résultats ont été décevants. Ainsi, plus de 11 000 électeurs ont fait défaut à CPNT dans la Somme, là où les chasseurs de canards lui avaient

assuré 26,07 % des voix en 1999. La Gironde a mieux résisté, CPNT n'y perdant que 2 000 électeurs. Au total, le mouvement recule dans un tiers des départements où il avait réalisé ses meilleurs résultats.

UN VOTE D'ADHÉSION

Le mouvement a en revanche gagné des électeurs dans une soixantaine de départements, doublant presque son score des européennes dans l'Allier, progressant de 5 000 voix en Dordogne ou dans les Pyrénées-Atlantiques, de 4 000 dans l'Aveyron, la Vendée ou la Vienne. Le mouvement enregistre enfin une forte progression en Corse-du-Sud, passant de 1 859 à 3 885 voix.

« *Une partie de notre électorat purement protestataire nous a quittés pour Le Pen* », analyse Thierry Coste, conseiller politique de Jean Saint-Josse et artisan du grand recentrage de CPNT sur le thème de la ruralité, à l'occasion des élections municipales de 2001. La défense de la campagne contre la ville a visiblement porté ses fruits : « *Nous avons fidélisé un électorat sur nos propres valeurs*, résume Thierry Coste. *Par un vote d'adhésion et non plus de protestation, nous avons consolidé notre base électorale dans des départements où la chasse n'a pas de problèmes* ». Si elle ne devait servir qu'à « *faire passer le message de la ruralité aux candidats du second tour* », la participation de

CPNT à l'élection présidentielle a également permis de détecter ses militants les plus efficaces pour les législatives. Le mouvement compte en effet en présenter 500, dont 250 femmes « *de tous les horizons* » avec l'espoir de ravir une dizaine de circonscriptions dans huit départements (Landes, Gironde, Lot, Hérault, Somme, Manche, Vosges et Ardèche). CPNT aurait également une « *capacité de nuisance* » dans une cinquantaine de départements où il aurait la possibilité de se maintenir au second tour. Selon les calculs de Thierry Coste, il aurait enfin des scores suffisamment élevés dans une quarantaine de circonscriptions où un appel « *à faire battre quelqu'un* » pourrait être efficace.

Alexandre Garcia



MEDECINE - PHARMACIE
Prépa. annuelle aux concours de 1^{ère} année

PARAMÉDICAL
CARRIÈRES SOCIALES
Prépa. annuelle aux concours

DROIT - SCIENCES PO.
Prépa. annuelle et d'été aux concours

BTS OPTICIEN LUNETIER
Prépa. à l'examen national

PROFESSEUR DES ECOLES
Prépa. au concours du CRPE

Direction : Docteur JF PONCET

Etablissement d'enseignement supérieur privé déclaré auprès des Rectors régi par la loi du 12 juillet 1875.

COURS GALIEN - Site internet : www.cours-galien.fr
Paris : 92 rue de Rennes 75006 Tél. 01 53 63 00 22
Lyon : 10 rue Antoine Lumière 69008 Tél. 04 78 00 06 20
Dijon : 32 rue Chabot Charny 21000 Tél. 03 80 66 26 00
St Etienne : 31 rue du 11 novembre 42100 Tél. 04 77 43 95 00
Montpellier : Pitot Bât. E - Place Mirouze 34000 Tél. 04 67 61 95 42
Grenoble : 18 rue Aimon de Chissé 38000 Tél. 04 76 03 15 99
Clt Ferrand : 4 avenue Marx Dormoy 63000 Tél. 04 73 29 32 32
Strasbourg : Ouverture mi juin 2002 - Tél. 04 78 00 06 20

ebs
European Business School

3^e CYCLES MASTER SPÉCIALISÉS
Finance / International / Ressources Humaines / Communication-Marketing

Ingénieurs, IEP, Maîtrises, Médecins,...

12 mois dont 5 mois de stage
Option Internationale aux USA

EBS - 169, quai de Valmy - 75010 Paris
Tél : 01 53 35 84 84
www.masterebs.com

L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

Pour François Bayrou, « un vaste rassemblement doit naître, qui dépasse de beaucoup les frontières anciennes »

Le président de l'UDF, qui a obtenu 6,86 % des suffrages exprimés, estime qu'il ne suffira pas de s'opposer à l'extrême droite « comme il est naturel »

LES CENTRISTES ont décidé... A peine était-il parvenu à transformer un échec annoncé en relatif succès que François Bayrou s'est fait voler sa « victoire ». En obtenant 6,86 % des suffrages exprimés, alors qu'il avait longtemps plafonné sous la barre des 5 % d'intentions de vote, le président de l'UDF réussit en effet une performance honorable. Ce résultat n'est cependant pas conforme à ses ambitions initiales, puisqu'il reste plus de 2 points en deçà du score (9,3 %) que sa liste avait obtenu lors des élections européennes de juin 1999. Mais M. Bayrou peut s'enorgueillir d'être parvenu à émerger, en quatrième position, dans le maëlström qui a emporté la plupart des représentants des partis de gouvernement. « Nous sommes la deuxième force politique à droite et la troisième force républicaine en France », a ainsi souligné l'un de ses proches, le député du Loir-et-Cher Maurice Leroy.

Au passage, M. Bayrou a sans conteste remporté le match dans le match au sein de la droite non RPR qui l'opposait à Alain Madelin, le président de Démocratie libérale ayant recueilli moins de 3,90 % des suffrages.

La fin de campagne de M. Bayrou a donc porté ses fruits. Le candidat centriste avait commencé à se faire entendre après son intervention lors de la convention de l'Union en mouvement à Toulouse, le 23 février, où il avait tenu tête à quelque 5 000 militants chiraquiens. Sa campagne avait ensuite été relancée par l'écho donné à la gifle qu'il avait infligée, le 8 avril à Strasbourg, à un jeune qui lui faisait les poches. Au-delà de son résultat, le président de l'UDF a



Longtemps estimé par les sondages en dessous de 5 %, le score de François Bayrou, ici à son QG lors de l'annonce des résultats, est un relatif succès. Il reste 2 points en deçà de celui obtenu lors des élections européennes.

fait valoir, dimanche soir, la pertinence de l'analyse et des mises en garde qu'il avait développées lors de sa campagne, en rappelant qu'il avait toujours parié sur le « rejet des sortants » et pronostiqué une « surprise » au soir du premier tour.

« IL FAUT TOUT REFONDER »

La teneur de cette surprise a toutefois déjoué ses plans. Quelques

jours avant le premier tour, les proches de M. Bayrou avaient indiqué qu'à partir de 6 %, le candidat centriste était « incontournable ». M. Chirac étant quasiment assuré de sa réélection, les négociations qui étaient prévues entre les deux tours n'ont évidemment pas la même portée. Le député européen, qui avait sans doute prévu de monnayer chèrement son soutien au chef de l'Etat, a réduit cet-

M. Douste-Blazy sifflé par des militants UDF

Les militants centristes qui étaient présents au siège de l'UDF, dimanche soir, ont copieusement sifflé Philippe Douste-Blazy lorsque celui-ci est apparu, peu après 20 h 30, sur les écrans de télévision. Rival chiraquien de François Bayrou, le président du groupe UDF de l'Assemblée nationale est cité depuis longtemps parmi les prétendants à Matignon en cas de réélection du chef de l'Etat.

Les élus proches de M. Bayrou estiment que le maire de Toulouse n'a plus guère de chance de parvenir à ses fins dans le contexte d'un duel entre Jacques Chirac et Jean-Marie Le Pen. « Une chose est sûre : Douste ne sera pas à Matignon. Il ne représente pas la droite dure, et il ne représente pas non plus la loyauté », confie ainsi le député du Loir-et-Cher, Maurice Leroy.

te question à sa plus simple expression. « Il ne suffira pas de faire barrage à l'extrême droite comme il est naturel », a-t-il simplement affirmé, sans même nommer M. Chirac. « Je veux parler à Jacques Chirac, même si ma position ne fait guère de doute », a-t-il indiqué plus tard.

Pour l'heure, le président de l'UDF a choisi de prendre date, en fixant à ses électeurs un horizon à plus long terme. « Il faut tout refonder, tout repenser, tout reconstruire », a expliqué M. Bayrou, avant d'ajouter : « Un vaste rassemblement doit naître, qui dépasse de beaucoup les frontières anciennes pour rendre à la France une République nouvelle, une démocratie nouvelle, son image dans le monde, exprimer l'obligation du changement dont la France a besoin. » Interrogé dans la soirée, le député européen n'a pas souhaité préciser les contours de ce « rassemblement », ni l'échéance à laquelle il entendait y parvenir.

L'un de ses proches, Hugues Dewavrin, concède que « le chemin est étroit pour l'UDF ». « A-t-on le temps de demander à la droite et au centre de faire leur examen de conscience ? », s'interroge cet ancien président des jeunes giscardiens. « Chirac va nous imposer un calendrier et un rouleau compresseur pour des investitures uniques », prédit-il, en se disant « à peu près sûr » que les législatives déboucheront sur une nouvelle cohabitation. De quelle marge de manœuvre dispose M. Bayrou pour se faire entendre ? L'intéressé élude la question : « J'ai déjà fait entendre ma différence, et ce dans un contexte extrêmement difficile », souligne le président de l'UDF.

Jean-Baptiste de Montvalon

Alain Madelin soutient « un projet réformateur » pour le second tour

Le leader libéral n'a pas donné de consigne de vote

IL A FALLU L'ANNONCE du score de Robert Hue pour que retentissent les premiers applaudissements. C'est que pour les libéraux, les raisons de pavoiser ne se bousculent pas. Avec 3,9 % des suffrages recueillis à l'issue de ce premier tour, Alain Madelin devance tout juste le candidat du PCF, mais réalise moitié moins de voix que son concurrent de la droite non chiraquienne, François Bayrou. Dans ce match qui l'opposait à son rival de l'UDF, le patron de Démocratie libérale essuie un revers. Mais la perspective du duel Chirac-Le Pen au second tour de cette présidentielle a quasiment gommé cette déconvenue.

Pour sa première participation sous ses propres couleurs à une élection nationale, Alain Madelin enregistre un résultat décevant, mais il n'en a rien montré. « Vous pouvez être fier du travail que nous avons accompli. Au-delà de cette soirée, nous avons semé pour l'avenir », a-t-il lancé à ses troupes, réunies dès la fin d'après-midi dans son QG de l'avenue de New-York à Paris. Visiblement satisfaits de la défaite de Lionel Jospin et de la déroute de la gauche, les militants et les sympathisants rassemblés autour du buffet ne dissimulaient tout de même pas leur stupeur. « Pour Chirac c'est gagné », se réjouissait-on tout en s'inquiétant des dégâts que pourrait provoquer la présence de l'extrême droite au deuxième tour de la présidentielle. « C'est un rejet de la politique », analysait un jeune militant tout en pointant le faible pourcentage de Jacques Chirac. « Avec seulement 20 % des voix, Chirac devra entendre les minorités », se rassurait-il.

Sur un ton calme et sans se départir de son sourire, Alain Madelin a indiqué que l'issue de ce scrutin ne

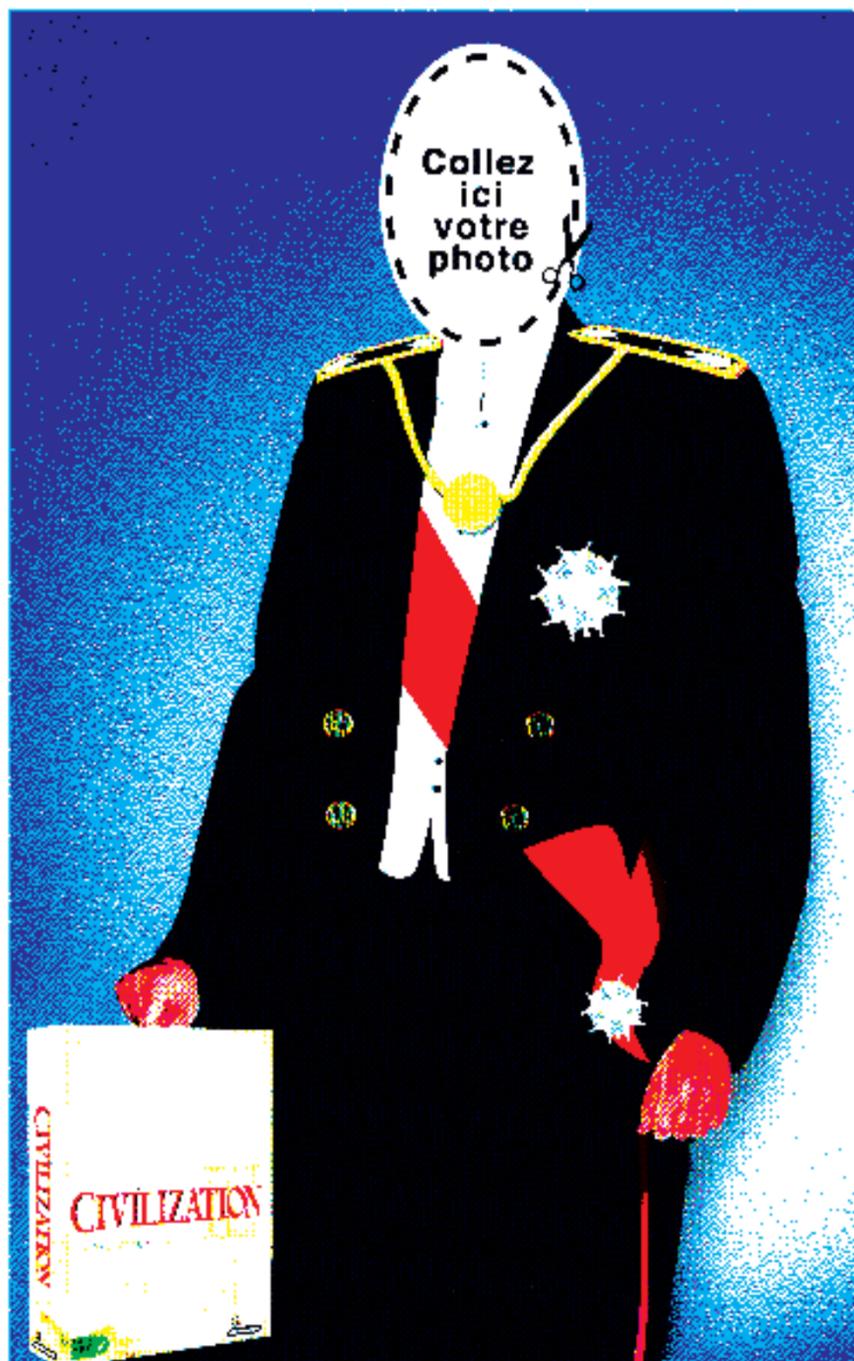
l'étonnait guère. « J'avais dit que cette campagne était consternante. J'avais dit que les Français ne voulaient pas d'un match retour de 1995. Nous venons d'avoir une élection de rejet dont j'ai partiellement fait les frais », a-t-il déclaré.

OUI AU RASSEMBLEMENT

Mais au-delà de ce constat, Alain Madelin a surtout appelé à la mobilisation afin que le deuxième tour ne constitue pas « un vote par défaut ». « Il faut plus que jamais rassembler sur des choix clairs et forts », a-t-il souligné. Pour le candidat libéral, le deuxième tour Chirac-Le Pen n'est pas sans risque pour la droite. « De ce duel peut naître une situation où l'on aurait gagné sans élan. C'est pour cela que je dis oui au rassemblement, mais il doit se fonder sur un élan. Notre pays ne pourra pas faire l'économie des choix dont notre pays a besoin », a-t-il affirmé.

Comme s'il voulait ménager un soutien qui ne fait pourtant guère de doute, Alain Madelin n'a donné aucune consigne de vote pour le second tour. Durant la soirée où il n'est apparu qu'une vingtaine de minutes, il n'a jamais prononcé le nom de Jacques Chirac, et il a soutenu son « projet réformateur ». Au-delà du deuxième tour dont la victoire semble acquise à Jacques Chirac, Alain Madelin fixe désormais son attention sur les échéances des 9 et 16 juin. « Après la présidentielle, il faudra gagner les législatives. Attention à la cohabitation », a-t-il prévenu. Avant de se retirer dans un bureau à l'étage et en saluant une dernière fois ses supporters, Alain Madelin a conclu sur un mode ironique : « Comme on dit à gauche, ce n'est qu'un début, continuons le combat. »

Yves Bordenave



DANS VOTRE MONDE
DE QUATRE REPAS

Développez votre influence sur le monde depuis l'Antiquité jusqu'à nos jours à travers la recherche scientifique, les constructions de monuments ou de musées.

Négociez des traités de paix entre "civilisation", des droits de passages sur votre territoire, ou encore déclenchez des insurrections dans les cités ennemies.

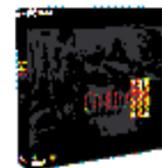
Utilisez de façon optimale vos ressources naturelles afin d'étendre votre puissance; mais attention car une mauvaise utilisation de ces ressources vous amènera, catastrophes naturelles, pollution, changement de climats, ou pire encore...

Politique, Economie, Ecologie, Diplomatie, Culture... De vos décisions dépendra l'avenir de votre Civilisation !!

50 MIERS
CIVILIZATION III
CRÉEZ LE MONDE À VOTRE IMAGE

Edition Collector

Edition Standard



www.civ3.com

Lionel Jospin annonce son « retrait de la vie politique » dès le 5 mai

François Hollande « votera » pour Jacques Chirac et conduira la bataille des législatives. Le premier secrétaire du PS souhaite que la gauche présente un candidat unique dès le premier tour dans certaines circonscriptions

MARDI SOIR, il devait tenir meeting à Montpellier. Mercredi à Lyon, et à Paris le 1^{er} mai, avant Toulouse et Nantes. Toute cette organisation est désormais bonne pour la poubelle. Lionel Jospin était « parti pour gagner », comme il l'avait expliqué à Marie-France Lavarini, lorsqu'il l'avait reçue pour lui confier la communication de sa campagne. Dimanche 21 avril, avec 16,12 % des voix contre 16,95 % à Jean-Marie Le Pen, le premier ministre a perdu. Au premier tour.

« Tu ne m'as pas appelé, j'ai compris », lance Lionel Jospin à Gérard Le Gall, son conseiller pour les sondages, en arrivant à son Atelier de campagne. Effectivement, les nouvelles sont mauvaises. Devant François Hollande, Martine Aubry, Laurent Fabius, Jean Glavany, Dominique Strauss-Kahn et Pierre Moscovici, M. Le Gall s'exécute : « C'est mon job. »

M. Jospin rédige alors, seul, sa déclaration aux militants et aux Français. Il leur explique qu'il « assume pleinement la responsabilité de cet échec » et « tire les conclusions en [se] retirant de la vie politique ». Bernard Kouchner l'interroge : « Tu es sûr de toi ? » Le premier ministre en est sûr.



Dimanche 22 avril, Lionel Jospin, éliminé après le premier tour de l'élection présidentielle, vient de quitter la salle après avoir annoncé son retrait de la vie politique le 5 mai. A l'Atelier de campagne du premier ministre apparaît, sur un large écran, l'image du leader de l'extrême droite qui affrontera Jacques Chirac au second tour.

« Chirac sera élu dans une monstrueuse ambiguïté, un monstrueux malentendu », a-t-il expliqué. « Le fait que je vote Chirac prouve bien que ce vote n'a aucune signification », a ajouté M. Hollande. Ce dernier avait déjà envisagé un meeting de la gauche plurielle avant le second tour. Jean-Christophe Cambadélis, pour sa part, préparait déjà pour le lendemain du premier tour l'opération « Tempêtes plurielles », destinée à rassembler la gauche. Un déjeuner était prévu, le 22 avril, avec Georges Sarre, président du Mouvement des citoyens, et, l'après-midi, une réunion de plus de mille représentants du monde associatif.

Personne au fond n'avait songé au « coup de tonnerre » évoqué par M. Jospin : son élimination du second tour. Depuis des mois, ils étaient plusieurs à parier sur son élection à la présidence de la République. A la mi-janvier, Dominique Strauss-Kahn assurait ainsi avec certitude que « c'était plié », ne voyant pas comment Jacques Chirac pouvait être réélu. Claude Bartolone, un des principaux lieutenants de Laurent Fabius, avait depuis longtemps fait un pari identique, prévoyant même une large victoire du candidat socialiste.

Seuls quelques-uns s'étaient risqués, en toute fin de campagne, à un ou deux scénarios-catastrophes. Mercredi 17 avril, Bertrand Delanoë avait osé jouer les oiseaux de mauvais augure en évoquant la possibilité d'une défaite de Lionel Jospin... au second tour (Le Monde du 19 avril). Surtout, lundi 15 et mardi 16 avril, à deux reprises, Gérard Le Gall relève le « risque sondagier » d'une présence de Jean-Marie Le Pen au deuxième tour, même si, ajoute-t-il, il « n'y croit [pas politiquement] ». Certains se demandaient s'il ne fallait pas que le candidat utilise cet argument, jeudi 18 avril sur TF1. « On aurait pu dramatiser davantage », regrettait M. Hollande dimanche soir. Mais Lionel Jospin, comme M. Le Gall et Olivier Schrameck, son directeur de cabinet, y répliqua : « C'est aux médias à pointer le danger », estime-t-il.

Même quand la perche lui est tendue par des journalistes trois jours avant le 21 avril. « Le 5 mai, vous êtes sûr d'être qualifié ? », lui demanda ainsi François Bachy et Patrick Poivre d'Arvor, en conclusion de sa dernière prestation télévisée. « Non, non, non, mais le 5 mai l'élection sera finie », avait répondu modestement le candidat socialiste.

Ariane Chemin et Michel Noblecourt

« L'ÉLYSÉE OU L'ÎLE DE RÉ »

Jacques Chirac l'a joint au téléphone peu après. Chacun avait bien compris que, selon la formule de Paris Match reprise à son compte par le candidat, c'était « l'Élysée ou l'île de Ré ». Mais le président de

la République souhaitait vérifier auprès de son premier ministre qu'il ne souhaitait pas démissionner dès le 22 avril et serait encore présent lors des deux derniers conseils des ministres. M. Jospin l'a rassuré. En revanche, dès le lundi 6 mai, ses paquets et ceux d'Olivier

Schrameck, son directeur de cabinet, seront faits. « Mardi midi », confiait ce dernier quelques jours auparavant, envisageant cette hypothèse, l'équipe Jospin aura quitté Matignon.

En revanche, Lionel Jospin n'a pas dit un mot du second tour de l'élection présidentielle. Il n'a pas repris les propos de ses lieutenants, comme Dominique Strauss-Kahn, Martine Aubry et Laurent Fabius, qui, dès le début de la soirée, avaient chacun insisté sur la nécessité de « faire barrage à l'extrême droite » le 5 mai.

François Hollande, lui, a redit depuis le QG de campagne, peu avant minuit, ce qu'il avait dit à la télévision : il « votera » Jacques Chirac. Bertrand Delanoë, maire de Paris, précisait depuis l'Hôtel de ville qu'il le fallait « quoi qu'il en coûte » : « Ce ne sera pas un vote d'adhésion, mais il faut faire son devoir. »

COHABITATION

François Hollande a aussi annoncé, dimanche soir, lors d'une rencontre avec la presse, qu'il conduirait la campagne socialiste pour les élections législatives – une charge qui revient naturellement, selon lui, au premier secrétaire du PS. Le scrutin des 9 et 16 juin est « ouvert », car l'électorat de gauche a envie de « faire entendre sa force, sa voix, sa revanche », a expliqué M. Hollande. Avant lui, plusieurs ténors socialis-

tes s'étaient élevés pour appeler de leurs vœux – sans jamais la nommer – une cohabitation. « Il n'est pas de défaite irrémédiable que l'on ne puisse renverser », a ainsi plaidé Dominique Strauss-Kahn. « Pourquoi pas une victoire qui pourra effacer cette soirée ? », a demandé pour sa part le fabiusien Claude Bartolone, ministre de la ville, face aux radios.

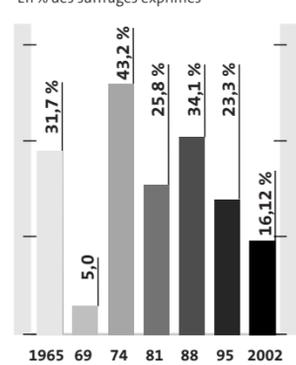
Avant Lionel Jospin, qui a regretté sobrement la « dispersion », plusieurs responsables, enfin, ont eu des mots peu amènes pour la gauche. « La gauche plurielle, c'est bien, sauf quand elle est trop plurielle », a ainsi déploré François Hollande sur un plateau télévisé. « La gauche, à force d'être plurielle, en est devenue singulière, éclatée, divisée », a renchéri François Rebsamen, maire de Dijon et secrétaire national aux fédérations, qui du coup a annoncé qu'il sera candidat dans la première circonscription de Côte-d'Or aux élections législatives. Cette dispersion « empêche pour la première fois le Parti socialiste d'être présent au second tour d'une élection présidentielle depuis 1969 », a-t-il ajouté, avant d'accuser des « médias complaisants » d'« entretenir » un « vote de protestation » à l'extrême droite comme à l'extrême gauche. A l'Atelier de campagne, M. Hollande a aussi regretté qu'une partie de l'électorat socialiste ait pu préférer « l'abstention, une autre l'extrême

gauche, et une dernière l'extrême droite ».

Le député de Corrèze a néanmoins plaidé, face à un « vainqueur qui n'aura ni la dynamique nécessaire ni la légitimité pour avoir le souffle de conduire les élections législatives », pour un rassemblement de la gauche plurielle en imposant des candidatures uniques dans les circonscriptions où le Front national pourrait l'éliminer au premier tour.

SCORES DU PARTI SOCIALISTE

En % des suffrages exprimés



Premier tour des élections présidentielles

Gaston Defferre : 1969
François Mitterrand : 1965, 1974, 1981, 1988
Lionel Jospin : 1995, 2002

Lionel Jospin : « J'assume la responsabilité de cet échec »

VOICI le texte intégral de la déclaration prononcée par Lionel Jospin, dimanche soir à 22 h 20, depuis son Atelier de campagne.

Si, comme on peut le penser, les estimations sont exactes, le résultat du premier tour de l'élection présidentielle vient de tomber comme un coup de tonnerre. Voir l'extrême droite représenter 20 % des voix dans notre pays et son principal candidat affronter celui de la droite au second tour est un signe très inquiétant pour la France et pour notre démocratie. Ce résultat, après cinq années de travail gouvernemental entièrement voué au service de notre pays, est profondément décevant pour moi et ceux qui m'ont accompagné dans cette action. Je

reste fier du travail accompli. Au-delà de la démagogie de la droite et de la dispersion de la gauche qui ont rendu possible cette situation, j'assume pleinement la responsabilité de cet échec et j'en tire les conclusions en me retirant de la vie politique après la fin de l'élection présidentielle. Jusque-là, je continuerai naturellement d'exercer ma fonction de chef du gouvernement.

J'exprime mes regrets et mes remerciements à tous ceux qui ont voté pour moi et je salue les Français que j'ai servis de mon mieux pendant ces cinq années. J'invite les socialistes et la gauche à se mobiliser et à se rassembler dès maintenant pour les élections législatives afin de préparer la reconstruction de l'avenir.

M. Chevènement en mauvaise posture pour imposer sa voix

Il appelle à « faire barrage à Le Pen » et espère un « sursaut républicain »

JEAN-PIERRE CHEVÈNEMENT a manqué son pari. Avec un score dépassant à peine 5 % des voix, il est au coude-à-coude avec le candidat des Verts, Noël Mamère, et derrière François Bayrou et Arlette Laguiller. Ce résultat est d'autant plus décevant que M. Chevènement a été, dans la première phase de la campagne, considéré comme la surprise de l'élection, capable d'enfoncer un coin dans le scénario, alors programmé, d'un deuxième tour entre M. Chirac et M. Jospin. Même s'il double le score remporté par le Mouvement des citoyens (MDC) lors des élections européennes de 1994 (2,54 %) – présent pour la première fois avec des listes autonomes –, l'ancien ministre de l'intérieur ne peut que prendre acte de l'échec de sa stratégie initiée en septembre 2001 avec l'annonce de sa candidature et la mise sur orbite du Pôle républicain. Cet échec personnel prend évidemment un sens supplémentaire rapporté aux résultats du premier tour et à la position de Jean-Marie Le Pen en challenger de Jacques Chirac.

Dans son fief du Territoire de Belfort, où il est député depuis 1973, Jean-Pierre Chevènement, avec 19,4 % des voix, est devancé par Jean-Marie Le Pen (22,4 %), qui occupe la première place et améliore de près de 4 points son

score de 1995. Dans les quatre départements de Franche-Comté, M. Le Pen arrive en première position, M. Chevènement n'arrivant que quatrième, avec 9,77 % des suffrages.

Sans évidemment évoquer, dimanche soir, à la différence de Lionel Jospin, la responsabilité de

M. Chevènement. « Au-delà des présidentielles, qui doivent permettre de faire barrage à Le Pen, les législatives donneront à nos concitoyens l'occasion du sursaut républicain plus que jamais nécessaire », a-t-il ajouté.

« Je me suis efforcé de mener un débat digne, argumenté, et d'offrir

Au PRG : « Voter Chirac, c'est vachement glorieux ! »

« Je ferai tout pour empêcher M. Le Pen d'être président, a déclaré Christiane Taubira lors d'une conférence de presse au siège du PRG, si cela doit se traduire par le vote en faveur de M. Chirac, cela se traduira ainsi », mais, précise-t-elle, il faudra avant tout faire preuve d'« imagination ». Dans les couloirs, le discours est plus franc : « Bien sûr qu'on va voter Chirac, c'est vachement glorieux ! », ironise Jean-Michel Baylet, président du PRG. Si les radicaux évoquent bien « un séisme politique incroyable », M^{me} Taubira se veut combative : « Je sais que des batailles terribles nous attendent, mais elles sont exaltantes parce qu'elles portent sur l'essentiel. » Le premier objectif est de ne pas passer pour les responsables de la chute de la gauche. « Lorsque les Radicaux proposaient de rassembler dès le premier tour les différentes formations de la gauche plurielle, ils avaient raison », souligne un communiqué. Répondant aux questions des radios, M^{me} Taubira explique que, de toute façon, ceux qui ont voté pour elle n'auraient pas voté pour Lionel Jospin.

« la dispersion de la gauche » dans le résultat du scrutin, l'ancien ministre de l'intérieur a centré son propos sur le « séisme » du premier tour. « Que le second tour de l'élection présidentielle puisse avoir lieu entre Jacques Chirac et Jean-Marie Le Pen donne la mesure de l'extrême décomposition de notre système politique », a déclaré

au pays un projet républicain mobilisateur et non démagogique, a encore déclaré M. Chevènement. C'est en vain, a-t-il ajouté, que j'ai essayé d'alerter, depuis des années, sur des questions comme l'insécurité, la désindustrialisation, l'abandon des couches populaires. » Pour le député de Belfort, le score de Jean-Marie Le Pen « traduit le profond

désarroi qui existe dans notre pays » qui a « besoin d'une refondation républicaine ».

M. Chevènement est-il néanmoins encore en mesure de faire entendre sa voix dans un paysage politique où la gauche, explosée, va devoir faire front commun aux législatives de juin ? Même si son porte-parole, le député Michel Suchod, continuait à marteler, sans avoir l'air d'y croire, qu'il y aurait des candidats du Pôle républicain « partout », en juin, certains de ses proches, comme Karim Zeribi, proposaient, dimanche soir, « d'ancrer à gauche » le « petit socle » gagné au premier tour de la présidentielle.

Quant à Max Gallo, président du Pôle républicain et artisan du rapprochement avec les souverainistes et certains gaullistes, il accusait univoquement « Jospin et la gauche plurielle » d'être à l'origine de « cette crise profonde ». Mais il reconnaissait aussi que le Front national représentait « un vrai danger » pour les législatives. Avec tout juste 5 % des voix et des militants en état de choc qui risquent d'être tentés de se recentrer sur leurs familles politiques d'origine, les marges de manœuvre de M. Chevènement paraissent très étroites.

Christine Garin

MBA ESCP-EAP

L'ACCÉLÉRATEUR de carrière

L'Executive MBA ESCP-EAP à Paris est un programme de management conçu pour des cadres à fort potentiel très impliqués dans leur entreprise et promis à une évolution de carrière rapide. Sa pédagogie interactive et novatrice combine cours, ateliers et séminaires en Europe, Asie et Amérique latine. Ce programme MBA bilingue anglais / français permet le maintien d'une activité à temps plein pour obtenir en 18 mois un diplôme référencé dans le monde entier.

Rejoignez le réseau des 20 000 anciens ESCP et EAP actifs répartis dans 65 pays.

ESCP-EAP

79 avenue de la République - 75011 Paris

Isabelle du Merle - Tél. : 01 49 23 22 89

E-mail : emba@escp-eap.net

Réunions d'information

- 25/04 - 8h15
- 16/05 - 18h30

ESCP-EAP

European School of Management

Learn everywhere. Manage anywhere.™

L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

Avec 3,39 % des suffrages, le PCF subit une débâcle électorale sans précédent

Robert Hue a obtenu le score le plus bas jamais réalisé par un candidat communiste. Se pose désormais la question de la survie du « parti »

OPÉRATION SURVIE. Désormais, pour le PCF, il n'est plus qu'une question qui vaille : le « parti » se relèvera-t-il de la déroute sans précédent que lui ont infligée les électeurs au premier tour de la présidentielle ? Avec 3,39 % des suffrages pour Robert Hue, c'est à un effondrement historique qu'on a assisté dimanche soir.

Le désastre est double. Jamais le PCF n'avait été aussi bas. La barre des 5 % - dont beaucoup pensaient, place du Colonel-Fabien, qu'elle fixerait l'étiage de l'acceptable - est enfoncée. Et se pose désormais ouvertement la question de la permanence du PCF comme force politique nationale. Le PCF est en effet en voie de disparition, sinon de « groupuscularisation » totale, en Alsace, mais aussi en Lorraine, en Basse-Normandie ou en Franche-Comté. Des camoufflets sont infligés dans ses bastions. A Saint-Amand-les-Eaux (Nord), ville dont le maire n'est autre que le président du groupe communiste de l'Assemblée Alain Bocquet, Jean-Marie Le Pen est en tête. Dans le Pas-de-Calais, le PCF perd les deux tiers des voix récoltées lors de la présidentielle de 1995. A l'époque, il y recueillait deux fois plus de suffrages que Lutte ouvrière. Désormais, la candidate de cette formation l'y devance nettement.

A ce score désastreux s'ajoute, en effet, un revers supplémentaire : celui de se faire distancer par deux des trois candidats trotskistes, puisque Arlette Laguiller (LO), mais aussi Olivier Besancenot (LCR), ont respectivement réunis 5,82 % et 4,32 % des suffrages. Le PCF ne parvient à contenir LO que dans six départements, dont le Val-de-Marne et la Seine-Saint-Denis, qui font de plus en plus figure d'îlots de résistance. Ces deux candidats d'extrême gauche rassemblent trois fois plus de voix que le PCF. La claqué est énorme pour M. Hue, qui avait placé sa campagne sous le thème d'une « gauche plus ancrée à gauche ».

DÉPENSES NON REMBOURSÉES

Dimanche soir, les dirigeants communistes ont surtout insisté sur le « véritable séisme politique » provoqué par les résultats, à savoir la présence de Jean-Marie Le Pen au second tour. « Le PCF dénonçait la surdité politique à l'égard des attentes profondes de notre peuple. Mais ce que révèle ce scrutin, c'est que nous

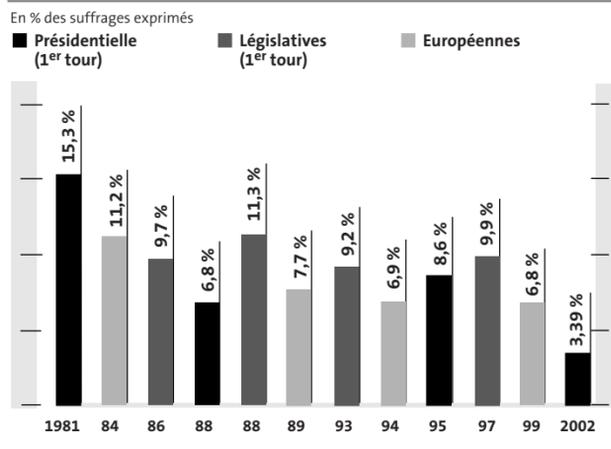
Les Verts ne se voient plus en « force d'appoint mais en moteur »

C'EST une petite victoire, au goût amer, que les Verts n'ont pas savourée, mais une victoire quand même : avec un score de 5,31 % au premier tour de l'élection présidentielle, Noël Mamère a amené son parti au meilleur résultat jamais atteint par un écologiste sous la V^e République. Avant lui, en 1981, Brice Lalonde avait obtenu 3,87 % des voix. Dominique Voynet, actuelle secrétaire nationale des Verts, n'était parvenue, en 1995, à rassembler que 3,35 % des suffrages.

M. Mamère accomplit sa meilleure performance en Bretagne, où la pollution de l'eau inquiète gravement les habitants, en Ile-de-France, vote urbain par excellence, dans les Pays de la Loire, en Rhône-Alpes et en Alsace, régions traditionnellement favorables au vote écologiste. A Paris et à Lyon, villes gagnées par les socialistes aux municipales de mars 2001 grâce aux Verts, le candidat est à plus de 2 points au-dessus de sa moyenne nationale. Il n'obtient en revanche qu'un médiocre 4,88 % en Franche-Comté, la région de M^{me} Voynet, et fait un flop total en Corse (2,99 %), où les Verts et les nationalistes avaient marqué leur préférence pour Alain Lipietz.

« REFONDATION DE LA GAUCHE »

Voilà les Verts assurés du remboursement de leurs frais de campagne puisqu'ils ont franchi la barre fatidique des 5 %, mais tel n'était pas leur souci, dimanche soir. La défaite de Lionel Jospin, au gouvernement duquel ils ont participé pendant cinq ans, leur interdit de tirer un réel profit de leur avan-

SCORES DU PARTI COMMUNISTE

étions bien en dessous de la réalité », a ainsi déclaré la secrétaire nationale du PCF, Marie-George Buffet. « Les communistes sont en état d'alerte pour le deuxième tour et pour la suite », a-t-elle ajouté, avant d'indiquer que le PCF fera « tout pour faire obstacle à Jean-Marie Le Pen », laissant entendre que sa formation préférera appeler à voter pour Jacques Chirac le 5 mai.

Peu de dirigeants communistes souhaitaient analyser à chaud la débâcle électorale essuyée par leur parti. « On paie la participation au gouvernement. C'est sûr », estimait Fabienne Pourre, membre de l'exécutif du PCF. « On a été touchés plus que d'autres car notre sortie d'une culture protestataire n'a pas été comprise. Faut-il revenir en arrière ? Je ne crois pas », analysait Marie-Pierre Vieu, l'une des responsables communistes, qui ne « pense pas qu'on résoudra le problème d'une alternative à gauche par la constitution d'un pôle de radicalité » avec l'extrême gauche. La constitution d'un tel pôle pourrait susciter des débats en interne, et ce d'autant que le candidat de la LCR a lancé, dimanche soir, un appel à une « refonte de l'espoir à gauche ».

L'exécutif du PCF doit se réunir lundi en fin de matinée. Deux réunions du conseil national sont prévues les 23 et 26 avril. L'urgence est que l'onde de choc de la présidentielle soit jugulée pour les législatives. Par ailleurs, les incidences financières du score catastrophique du candidat communiste risquent d'être lour-

cées. La question n'est plus de savoir s'ils pourront avantageusement négocier une nouvelle politique des transports ou de l'énergie, ou des inflexions de la part des socialistes sur les sans-papiers ou la double peine. « Maintenant, notre objectif est de contribuer à la refondation de la gauche, dont le PS a perdu le leadership », commentait dimanche soir M. Mamère.

PARI DIFFICILE

Les Verts sont encore loin derrière le Parti socialiste, mais peuvent désormais prétendre à la deuxième place à gauche, après la défaite historique du PCF et le score médiocre de Jean-Pierre Chevènement, qui s'est lui-même placé dans une perspective « ni droite ni gauche ». Ils estiment qu'ils « ne sont plus une force d'appoint, mais un moteur ». Il leur reste cependant à réussir les législatives, dans moins de cinquante jours. Malgré l'accord électoral passé avec l'allié socialiste, qui leur a « réservé » quarante-deux circonscriptions, le pari s'annonce difficile. Avec la défaite de M. Jospin à la présidentielle, il se corse encore un peu.

Rien ne dit, en effet, que cet accord résistera au départ du premier ministre, chacun cherchant alors à « sauver sa peau ». A moins que de nombreuses triangulaires avec le FN ne permettent aux Verts, comme en 1997, de gagner quelques circonscriptions, dont celles de Guy Hascoët et Yves Cochet. De tout cela, les Verts devaient discuter, lundi, lors d'un conseil national.

Béatrice Gurrey

La LCR et LO refusent de « porter le chapeau » de la défaite de M. Jospin

Les deux partis d'extrême gauche appellent à un « troisième tour social »

C'EST une vraie déception pour Lutte ouvrière. Si l'extrême gauche rassemble plus de 10 % des suffrages, un niveau encore jamais atteint, Arlette Laguiller fait, elle, du surplacé. Avec 5,75 % des voix, la candidate de LO est certes devant le PCF. Mais elle n'enregistre qu'une progression millimétrique par rapport aux 5,3 % réalisés en 1995. Crédité de 10 % des intentions de vote dans les sondages jusqu'à début avril, M^{me} Laguiller a dû finalement partager ce score avec le candidat de la LCR, Olivier Besancenot, qui a obtenu 4,27 % des voix et est passé, à son tour, devant Robert Hue. La mauvaise nouvelle, pour LO, c'est qu'elle n'a pas le monopole de la représentation de l'extrême gauche quand elle pensait bien l'affaire acquise. La « bonne », c'est que cette formation peut espérer s'épargner un débat sur la création d'un grand parti des travailleurs qu'un score très élevé n'aurait pas manqué de faire surgir.

Le candidat de la LCR devance la candidate de LO dans une quarantaine de villes, dont Toulouse, Besançon, Nantes, Bordeaux, Millau, Quimper et Grenoble. Il en est de même dans cinq arrondissements de Lyon ainsi que dans quinze arrondis-

sements parisiens. LO confirme la présence de vrais bastions dans les zones rurales-ouvrières de Haute-Normandie et de Picardie, ainsi que dans le Pas-de-Calais, jadis sous l'influence du PCF.

« ILS PEUVENT ÊTRE FIERS D'EUX ! »

Dimanche soir, le premier réflexe a été le même dans les deux formations : non, « la multiplication » des candidatures d'extrême gauche « n'est pas responsable » de la défaite de Lionel Jospin. « On devine qu'on va essayer de nous faire porter le chapeau », s'agaçait ainsi Jean-Louis Gaillard, élu LO au conseil régional d'Ile-de-France. Pour les deux partis trotskistes, M. Jospin ne doit s'en prendre qu'à lui-même. « C'est une défaite lamentable dont il est entièrement responsable. La multiplication des candidats existait à droite comme à gauche », a asséné Arlette Laguiller. « Ils peuvent être fiers d'eux les socialistes ! A force d'avoir surenchéri sur la sécurité », lançait un militant de la LCR. Quand Robert Hue, sur France 2, met en avant « l'abstention et le vote protestataire » pour expliquer la débâcle, un silence de plomb s'abat sur la salle de l'hôtel de l'Est parisien où sont réunis les sup-

porters d'« Arlette ». « La politique de participation au gouvernement du PCF a été radicalement sanctionnée », tranche-t-elle. « La mort du PCF était prévisible, il faut une nouvelle gauche qui s'ouvre », commente Alain Krivine, porte-parole de la Ligue.

Voter « Chirac au second tour » ? Il n'en est pas question pour LO. « Il cherchera à plaire aux 20 % qui ont voté Le Pen », estime M^{me} Laguiller après avoir mis dans le même sac « la politique du grand patronat de Chirac, Le Pen et Jospin ». Les militants de LO préfèrent évoquer une « réaction sociale ». M. Besancenot appelle à « un troisième tour social ». « Il faut descendre dans la rue et dire non au FN », souligne le jeune facteur, qui ne souhaitait pas, dimanche soir, formuler de consigne de vote plus explicite pour le second tour. Chacun se félicite du résultat de l'autre, mais l'unité a ses limites. « Besancenot réalise un très bon score », reconnaît M^{me} Laguiller, avant d'ajouter : « La LCR a un électoral bien à elle ». A ces mots, les militants de la Ligue se mettent à siffler devant le poste de télévision.

Clarisse Fabre, Isabelle Mandraud et Caroline Monnot

"EN 2005, IL Y AURA MOINS D'IMPOTS, PLUS D'EMPLOIS, NOUS VIVRONS TOUS EN SECURITE. LA FRANCE SERA HEUREUSE."

JACQUES CHIRAC

LIONEL JOSPIN

ELIZABETH TEISSIER

LES PRÉSIDENTIELLES DE CANAL+
Le Vrai Journal des Présidentielles de Karl Zéro à 19H40.
Les Guignols de l'Info à 19H55.
Du lundi au vendredi en clair.

CANAL+
ET TELLEMENT ENCORE

« Assez d'une société qui engendre les Chirac, les Le Pen, les Mégret ! »

Dix mille personnes, rejointes par Olivier Besancenot et Noël Mamère, ont spontanément manifesté, dimanche soir, à travers Paris

TOUT JUSTE remis du coup de massue qu'ils ont reçu à 20 heures, des milliers de jeunes Parisiens et banlieusards sont spontanément descendus dans les rues de la capi-

REPORTAGE

Dans le cortège sans mots d'ordre, sans encadrement, les plus de 25 ans étaient rares

tale pour crier leur désarroi face à l'émergence du Front national au premier rang de la scène politique. Abasourdis, sonnés, livides, beaucoup ne voulaient pas croire à ce qui leur apparaissait comme un « cauchemar », une « aberration ». L'appel à manifester lancé par l'association Ras l'front a vite trouvé un large écho et, s'ils n'étaient que quelques dizaines à 22 heures devant le métro Odéon, ils se retrouvèrent bientôt plus d'un millier pour rejoindre le boulevard Saint-Michel. Sans mot d'ordre, sans mégaphone, sans encadrement, les manifestants s'unirent dans un cri « A bas, à bas le Front national... Et F comme fasciste et N comme Nazi » et descendirent vers la Seine pour gagner la rive droite.

Le souffle coupé, les larmes au bord des yeux, Véronique, Sadia et Myriam, 17 ans, se disaient à la fois « scandalisées » et « angoissées » et accusaient « la pseudo-politique de gauche » menée par le gouvernement mais aussi « la connerie des adultes ». « On ne voulait pas ça », revenait souvent sur les lèvres de ceux qui, en âge de voter, s'étaient abstenus « par écœurement » ou avaient choisi un candidat radical pour « marquer une rupture ». Une certaine mauvaise conscience était perceptible chez les militants d'extrême gauche qui, sous les bannières rouges de la Ligue communiste révolutionnaire, formèrent bientôt le plus gros du bataillon traversant l'île de la Cité avant de s'engager dans le boulevard Sébastopol. Olivier Besancenot et Alain Krivine au



Sur le masque de ce jeune manifestant, une larme souligne le propos du panneau « Je pleure... ». A l'appel de l'association Ras l'front, quelques dizaines de personnes se sont retrouvées dimanche soir, après l'annonce des résultats du premier tour de l'élection présidentielle, au métro Odéon à Paris. Le long du boulevard Saint-Michel, puis vers République, le cortège a grossi spontanément, jusqu'à regrouper environ 10 000 personnes.

coude à coude avouaient eux-mêmes que leur bonheur d'un score « historique » était complètement gâché par le « scénario catastrophe » du premier tour. Ils osaient néanmoins espérer un « immense 1^{er} mai unitaire ».

COLÈRE NOIRE, RAGE BLANCHE

Le cortège, où les plus de 25 ans étaient rares, fit entendre sa différence avec le slogan emblématique d'une « fracture générationnelle » : « Nous sommes tous des enfants d'immigrés - première, deuxième, troisième génération. » Ce rejet du racisme vécu chaque jour dans les collèges, les lycées, les cités constituait la plus forte note d'espoir de ce rassemblement dont la fraternité pagailleuse visait à « se tenir chaud ». D'où les embrassades, le folklore, et même quelques rires. « Ça fait quand même du bien d'être ensemble », glissait un groupe d'ados « blacks, blancs beurs », colère noire, rage blanche, qui n'avait pas oublié les promesses d'une autre « manif ».

Avec le renfort, entre République et Bastille, des Verts - Noël Mamère et Yves Cochet en tête -, des anarchistes de la CNT et des militants de Socialisme par en bas, la manifestation, qui regroupait environ 10 000 participants, prenait un peu l'allure des grands rassemblements contre la mondialisation. Mais le slogan « Assez d'une société qui n'offre que le chômage et la précarité » était cette fois prolongé par : « Assez d'une société qui engendre les Chirac, les Le Pen, les Mégret ! »

Si certains groupes s'essayaient au débat - « on peut pas réclamer l'annulation des élections, c'est la démocratie, il faut assumer », « il s'agit pas de voter pour Chirac, mais pour l'honneur de la France », « il a préféré se présenter devant les urnes que devant les juges », etc. -, tous se retrouvaient pour réclamer brutalement : « Le Pen dehors ! Chirac en prison. »

Bien après le dernier métro, les « enfants perdus » qui s'étaient agrippés aux « trois glorieuses » de la révolution de Juillet en escaladant la colonne de la Bastille n'arrivaient pas à se quitter. Deux mille d'entre eux descendirent la rue de Rivoli aux cris de « A l'Elysée ! » La place de la Concorde, ceinturée par les CRS, fut le théâtre, jusqu'à 4 heures du matin, de sit-in, d'accrochages et de charges qui causèrent quelques blessés légers. Les plus durs « étoilèrent » les vitrines de chez Maxim's, mais les plus sages s'interposèrent pour éviter tout pillage.

Robert Belleret

Karim, du quartier des Pyramides, à Evry : « Ils vont venir chez nous pour nous virer ? »

ABDOULAYE, Karim et Abdelkrim sont « dégoûtés ». D'habitude, ces copains du quartier des Pyramides, à Evry (Essonne), ne s'intéressent pas à la politique et, parmi

REPORTAGE

Ces jeunes issus de l'immigration craignent une recrudescence du racisme

eux, un seul a voté, dimanche 21 avril, lors du premier tour de l'élection présidentielle. Mais Jean-Marie Le Pen au second tour, ils trouvent ça « hallucinant » et, à 23 heures, ils sont encore en train d'en discuter sur le petit parking au pied de leurs immeubles. « On n'arrive pas à le croire. Dans notre tête, c'est impossible », explique Abdoulaye, 21 ans, grand costaud d'origine sénégalaise qui a voté pour la première fois dimanche.

Jeunes de banlieue issus de l'immigration, tous ont compris l'importance et la signification du score de celui qui se dit « socialement de gauche » et « nationalement de

France ». Ils ne savent pas trop à quoi s'en tenir, mais ils s'inquiètent déjà pour l'avenir et imaginent le pire. « Si Le Pen est président, ils vont venir chez nous pour nous virer ? », demande très sérieusement Karim, 18 ans. Outre la peur d'un éventuel retour forcé au pays, l'adolescent craint aussi une recrudescence du racisme, favorisée par le bon score du candidat du Front national. « Déjà, il y avait des sociétés qui nous prenaient uniquement parce qu'elles étaient obligées, il ne fallait pas être raciste, estime Karim. Maintenant, tout le monde va montrer qui il est. »

IL FALLAIT S'Y ATTENDRE

Educateur spécialisé auprès de mineurs délinquants depuis peu, Abdoulaye s'inquiète, lui, d'un possible durcissement de l'arsenal répressif. « Même si Chirac gagne, ils vont nous mettre un gros facho comme ministre de l'intérieur et ils vont changer les lois, prédit le jeune homme. Déjà, ils vont remettre la peine de mort, ça va être comme en Amérique. » C'est une dérive sécuritaire généralisée qu'ils redoutent. « Le score de Le Pen, c'est à cause de l'insécurité, alors, obligé, les policiers auront les pleins pouvoirs et ils vont en abuser », lâche Abdoulaye,

qui dit vouloir voter pour Jacques Chirac au second tour pour empêcher l'élection de Jean-Marie Le Pen. Au-delà des craintes et des inquiétudes, certains mettent aussi en garde contre les risques de tensions. « Si Le Pen passe, c'est sûr, il y aura des émeutes. Les jeunes comme nous, on ne peut pas l'accepter, c'est un raciste », claironne Abdelkrim.

Président d'une association, éducateur, militant de l'intégration et de l'insertion professionnelle, « Patson », le « grand frère » des jeunes du quartier, oscille, lui, entre désillusion et colère. « Je suis déçu, mais il fallait s'y attendre. La gauche pense qu'il suffit de dire qu'elle aime les Noirs et les Arabes pour faire du social mais elle a voulu copier la droite sur l'insécurité et elle n'est pas assez sur le terrain », analyse cet ancien animateur de quartier de 28 ans, qui a incité les jeunes autour de lui à s'inscrire sur les listes électorales et à voter. « Moi, je suis Français et je le resterai. Aucune personne ne pourra m'en empêcher, même Jean-Marie Le Pen, soutient le jeune homme d'origine ivoirienne. Mais je dis aux jeunes qu'il faut commencer par voter au second tour et aux législatives. »

Frédéric Chambon



AVANT D'ACHETER VOTRE OCCASION ÊTES-VOUS SÛR DE POUVOIR FAIRE MARCHE ARRIÈRE ?

Dans le Réseau Peugeot, vous avez le droit de changer de véhicule si vous en avez envie. Et nous prenons cette résolution :

ENGAGEMENT n°2 : vous avez 10 jours pour changer d'avis sur votre Occasion du Lion et choisir une autre Occasion du Lion*.

RÉSEAU PEUGEOT, LE SERVICE EST L'AVENIR DE L'AUTOMOBILE.

* Dans le Réseau Occasions du Lion selon les conditions générales de vente Occasions du Lion.



PEUGEOT

L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

L'Europe découvre avec stupeur le nouveau paysage politique français

La défaite de Lionel Jospin est un signe de plus de la crise des gauches européennes alors que des formations de droite populistes et nationalistes ont progressé dans plusieurs pays

L'ÉLIMINATION de Lionel Jospin et l'irruption au second tour de Jean-Marie Le Pen a été une surprise complète pour les gouvernements des Quinze et les observateurs étrangers.

► **En Allemagne**, seuls quelques rares responsables politiques se sont risqués à commenter ces résultats inattendus. Parmi eux, Michael Glos, responsable du groupe parlementaire de l'Union chrétienne-sociale (CSU), dont le président, Edmund Stoiber, est le candidat de la droite à la chancellerie. « *Ily a manifestement en France des anomalies dont Jean-Marie Le Pen a semblé profiter*, a estimé M. Glos. *Nous devons y faire attention en Allemagne : l'immigration sans réglementation ne doit pas se développer et il faut être attentif aux risques d'attentats terroristes.* »

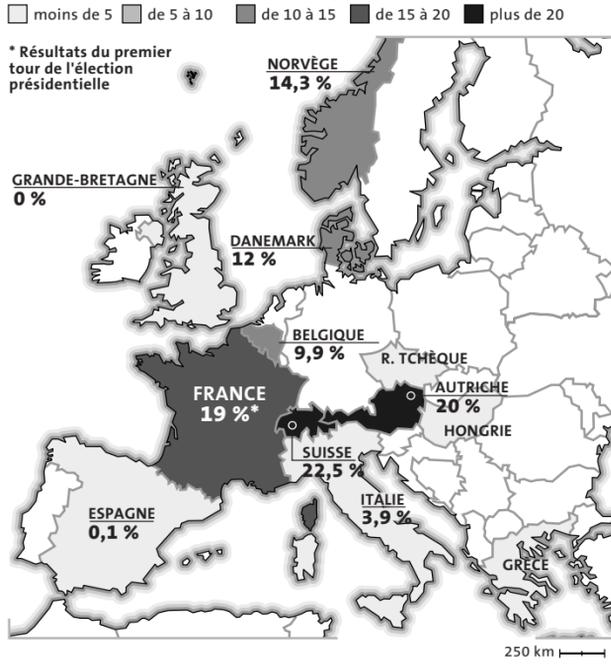
Lundi matin, l'un des plus importants quotidiens allemands, la *Süddeutsche Zeitung*, parlait d'une « *performance tactique* » pour Jean-Marie Le Pen, mais d'une « *catastrophe pour la gauche* », une « *surprise comme la Cinquième République n'en a jusqu'ici jamais vécue* ». « *Jacques Chirac est en tête, poursuivait le journal, mais quel triste triomphe. En agitant le thème de l'insécurité, le président est parvenu à angoisser les électeurs.* »

► **En Grande-Bretagne**, la présence du chef du Front national au second tour suscite l'inquiétude et la commisération de la presse britannique. « *Un désastre frappe la France* », titre le *Financial Times*, proche des milieux d'affaires. « *Le triomphe de Le Pen secoue la France* », estime le *Daily Telegraph* (conservateur). « *Le Pen choque la France* », titre le *Guardian* (centriste). L'éditorial du *Sun* (droite) est intitulé : « *Jour de honte pour la France* ».

Ni Downing Street ni le Foreign Office n'ont fait le moindre commentaire, en s'accordant un délai de réflexion. Mais en privé, certains hauts responsables ne cachaient pas leur désarroi. Denis McShane, le plus francophile et francophone des ministres adjoints du Foreign Office, a expri-

L'EXTRÊME DROITE EN EUROPE

Score de l'extrême droite aux dernières législatives (sauf France), en %



mé au *Monde*, à titre personnel, « *sa vive inquiétude* » devant l'échec de Lionel Jospin et les risques de crise qu'il pourrait entraîner « *pour toute la gauche européenne* ». La presse populaire cloue notre pays au pilori. « *Ce qui*

est arrivé en France est répugnant, écrit le Sun, L'Europe est aujourd'hui embarrassée et déshonorée. » La presse de qualité est tout aussi sévère. Le *Times* observe : « *La France n'a maintenant qu'à s'en prendre à elle-même si le choix se*

Pour le président du CRIF, c'est « un message aux musulmans leur indiquant de se tenir tranquilles »

Le quotidien israélien *Haaretz*, pour qui la communauté juive française « *paraissait confuse* » après l'annonce du score de Jean-Marie Le Pen, a repris dans son édition de lundi – disponible sur Internet – des propos tenus par le président du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF). Selon Roger Cukierman, le résultat du premier tour devrait contribuer à réduire l'antisémitisme des musulmans et les comportements antisémites parce que « *son score est un message aux musulmans leur indiquant de se tenir tranquilles* ». Dimanche soir, M. Cukierman avait déclaré, selon l'AFP : « *C'est un choc. Cela dit, à y réfléchir, on comprend que c'est le résultat de la réaction des Français devant les problèmes d'insécurité. C'est une réaction de défense que je déplore et que je comprends.* » Il avait aussi appelé à voter Chirac, ajoutant que « *pour nous, le choix est clair.* »

Inquiétude des parlementaires européens

BRUXELLES

de notre bureau européen

L'usage ne veut pas que le président du Parlement européen commente les résultats d'une élection nationale. Pourtant, l'Irlandais Pat Cox a jugé « *les résultats suffisamment inattendus et préoccupants* » pour y déroger, dimanche 21 avril, à la demande du *Monde*. M. Cox s'est dit « *préoccupé de constater qu'un tiers des Français n'ont pas voté, et qu'un tiers de ceux qui ont voté ont opté pour les extrêmes* ». Il estime qu'il s'agit d'« *une leçon importante pour toute la classe politique européenne* ». M. Cox se dit toutefois « *persuadé* » que « *les démocrates vont se rallier au candidat démocrate au second tour* », et que « *le résultat remplacera la France en tête de la politique de tolérance en Europe, qui a toujours été la sienne* ».

Plus explicite, l'Anglais Graham Watson, président du groupe libéral du Parlement européen, espère que « *la gauche va voter Chirac au second tour* ». M. Watson s'étonne du score de Jacques Chirac, « *étonnamment bon, compte tenu des "affaires" dans lesquelles il est impliqué, et qui l'auraient fait tomber au Royaume-Uni* ». Il estime que « *la gauche n'a pas réussi à répondre aux préoccupations de son électoralat* », et qu'elle a fait les frais de son éclatement. Toujours chez les libéraux, le Belge Daniel Ducarme exprime sa « *consternation* » et appelle les démocrates à voter pour Jacques Chirac au second

tour. Les Belges socialistes, eux, sont effondrés : Jean-Maurice Dehousse, ancien maire de Liège, déplore que « *l'Europe bascule à droite* », avec « *la France après l'Italie, l'Espagne et le Portugal* ». Il affirme que « *puisque la République est en jeu, les socialistes doivent voter Chirac au second tour* ». Claude Desama, qui fut longtemps député européen socialiste, estime que l'« *Europe paie la faiblesse qu'elle a eue d'accepter la banalisation de l'extrême droite en Autriche* » : « *Les gouvernements européens se sont contents de faire les gros yeux (...), ils ont rendu l'extrême droite familière* ». Il estime en outre que la gauche « *s'est tiré dans le pied, en se morcelant* », et que « *Lionel Jospin n'a pas su répondre à la campagne de Chirac sur l'insécurité* ».

Le belge Paul Lannoye (Vert) s'inquiète de la montée de la droite et de l'extrême droite en Europe. Il déplore que « *les discours musclés qui défendent les identités régionales ou nationales reçoivent une forte écoute* ». Johannes Voggenhuber, eurodéputé Vert autrichien, estime que « *la renaissance des nationalismes en Europe pourrait bien signer la fin de la Convention sur l'avenir de l'Europe* ». Il s'étonne aussi du score d'un homme dont, au Parlement, il n'a remarqué qu'un « *discours agressif* », à l'occasion de la déchéance de son mandat.

Rafaële Rivais

situé entre la droite et l'extrême droite. Il s'agit du résultat le plus important en Europe pour un candidat représentant la droite xénophobe et anti-immigrés. » Aucun élu, ni aucun parti se réclamant de l'extrême droite n'est représenté ni aux Communes (659 élus), ni au Parlement européen (87 députés britanniques).

► **En Espagne**, le « *tremblement de terre politique français* », selon le quotidien *El País*, incitait dimanche soir les dirigeants politiques à la prudence. Sous le choc, la socialiste Trinidad Jimenez, chargée des questions de politique étrangère au PSOE, s'est déclarée « *horrifiée par ce qui vient de se passer à Paris* » et tentait d'expliquer le scrutin par « *des circonstances spéciales qui ont à voir avec la fragmentation des candidats et un certain vote anti-partis politiques et antisystème* ».

Le leader historique du Parti communiste espagnol, Santiago Carillo, était effondré. « *La gauche européenne doit sérieusement se demander ce qui ne va pas chez elle et quelles sont ses failles, a-t-il expliqué au Monde, car ce qui arrive n'est pas seulement français : les socialistes ont perdu au Portugal, la gauche italienne a perdu devant Berlusconi et à présent l'extrême droite débarque la gauche française au premier tour...* »

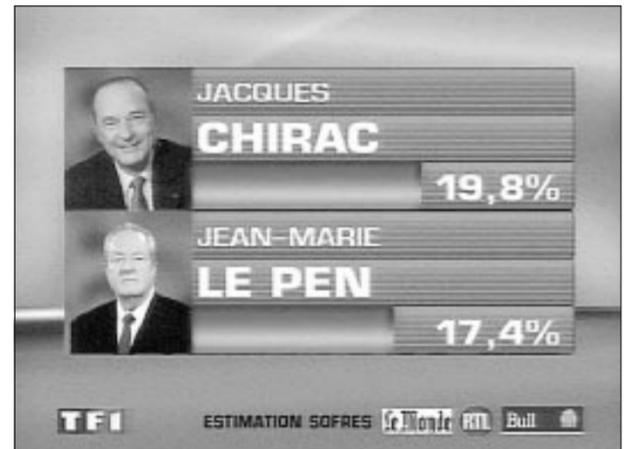
► **En Italie**, selon son camp, on salue ou déplore la défaite de la gauche. Pour Antonio Tajani, chef de groupe à Strasbourg de Forza Italia, le parti de Silvio Berlusconi, « *les gauches sont maintenant battues en Europe* ». Le ministre des communications, Maurizio Gaspari (Alliance nationale), ironise sur le « *nafrage du Parti socialiste et de Jospin après des années au pouvoir avec d'ex-ministres qui ont insulté le gouvernement italien* ». A gauche, où les critiques des « *cousins* » français contre Silvio Berlusconi étaient fréquemment la référence, on se sent un peu orphelins. Chez les Démocrates de gauche (DS, principale formation de l'opposition), Vannino Chiti constate que « *si la gauche se divise, elle perd* ». A l'extrême gauche, Fausto Bertinotti, de Refondation communiste, insiste sur « *l'écroulement du centre gauche en Europe, aujourd'hui la gauche européenne doit se repenser et proposer des alternatives de société* ».

► **En Belgique**, le gouvernement, informé des premiers résultats français, a annulé une réunion prévue sur le thème du renouveau politique... Louis Michel, le ministre des affaires étrangères (libéral francophone) était, selon son entourage, « *accablé* ». Elio Di Rupo, le président du PS francophone, a évoqué « *un jour noir pour la démocratie* ». L'extrême droite, en revanche, jubilait. Filip Dewinter, le leader du Vlaams Blok, une formation d'extrême droite qui a réalisé 15 % en Flandre lors des dernières législatives, jugeait « *spectaculaire* » la performance de Jean-Marie Le Pen. « *Une logique européenne est à l'œuvre : elle se manifeste en France, après l'Italie, l'Autriche, le Danemark, les Pays-Bas ou la Belgique* », expliquait-il au *Monde*, dimanche soir.

de nos correspondants

A la télévision, la soirée de toutes les surprises

Dès avant 20 heures, les jeux étaient faits



20 heures. Sur l'écran de TFI apparaissent les visages des deux candidats du second tour : Jacques Chirac et Jean-Marie Le Pen.

ILS SAVAIENT, et on lisait sur leur visage qu'il fallait s'attendre à un choc. Peu avant 20 heures, Patrick Poivre d'Arvor et Claire Chazal, sur TF1, David Pujadas et Olivier Mazerolle, sur France 2, laissaient entrevoir le bouleversement : Le Pen face à Chirac au second tour. A 20 heures, les chiffres s'inscrivaient sur l'écran. Ils ne varieraient plus guère au cours de la soirée. Hormis un bref suspense, vers 21 heures, lorsque l'écart entre Le Pen et Jospin sembla se réduire, les jeux étaient faits. Pour la première fois dans l'histoire de la V^e République, l'extrême droite était présente au second tour de l'élection présidentielle. Une femme en blouson rouge pleurait au QG de Lionel Jospin. On la reverrait plusieurs fois au cours de la soirée. Les heures suivantes, il y aurait beaucoup de gens en larmes.

La surprise était telle qu'on en oubliait les autres révélations de ce premier tour : l'effondrement sans précédent du Parti communiste, la remontée spectaculaire de François Bayrou, le bon résultat d'Olivier Besancenot. Même ceux qui ne s'en tiraient pas trop mal hésitaient à se réjouir ouvertement. L'élimination de Lionel Jospin était si bizarre qu'ils n'osaient pas trop évoquer leur propre cas. Seule Arlette Laguiller était semblable à elle-même. Devançant la question, elle annonçait qu'elle n'appellerait pas à voter Chirac. Elle usait d'un euphémisme pour constater, d'un ton détaché, que le sort de Jospin était « *inattendu* » mais ajoutait, d'un air sévère, que l'intéressé était « *entièrement responsable* » de cette « *défaite lamentable* ». Il n'avait à s'en prendre qu'à lui-même, et l'extrême gauche n'était en rien responsable de ce qui était arrivé.

Laurent Fabius, sur TFI, parlait de « *cataclysme* », de « *coup de masse* ». François Hollande trouvait cette défaite « *injuste, cruelle* ». Dominique Strauss-Kahn était le premier, à gauche, à dire sans ambages qu'il voterait Chirac au second tour : « *Il faut, pour l'honneur de notre pays, que le score de Jean-Marie Le Pen soit le plus faible possible* ». L'image du pupitre vide de Lionel Jospin, orné du slogan devenu dérisoire « *Présider autrement* » revenait sans cesse comme un symbole de cette soirée.

« *C'est, après la naissance de mes*

enfants, le plus beau jour de ma vie », confiait une jeune femme au QG de Jean-Marie Le Pen. « *Les gens, ici, ont l'impression d'être enfin reconnus* », remarquait un reporter de TF1. Il y avait, parmi ces militants heureux, qui avaient un verre à la main, d'élégantes jeunes femmes, des jeunes gens bien élevés en costume-cravate, mais aussi des hommes nettement plus âgés, barbus et fumeurs de pipe, et quelques crânes rasés.

« N'AYEZ PAS PEUR ! »

A 22 heures, le héros du jour faisait sa déclaration, enjoignant à ses partisans de se taire pour pouvoir parler devant les caméras. C'était bizarre, un peu incohérent, et même singulièrement décousu. Cela commençait par une analyse politique à l'ancienne, comme si Le Pen était devenu d'un seul coup le commentateur de lui-même. S'y glissait l'éloge funèbre d'une militante – « *Béret bleu, grande résistante et patriote* » – décédée le matin même. Suivait un emprunt au pape Jean Paul II : « *N'ayez pas peur !* » Et cette étonnante formule : « *J'appelle les Françaises et les Français, quelle que soit leur race, leur religion ou leur condition sociale, à se rallier à cette chance historique de redressement national.* » Le Pen rassemblait des races et des religions ? Cette soirée était décidément celle de toutes les surprises.

La plus grande était à venir : Lionel Jospin annonçait son retrait de la politique. « *J'assume pleinement la responsabilité de cet échec et j'en tire les conclusions en me retirant de la vie politique après la fin de l'élection présidentielle.* » Enfin, c'était le tour de Jacques Chirac, traits tirés et yeux cernés, l'air de tout sauf d'un vainqueur. Là aussi, l'allocution était un peu étrange. Ni le nom de Lionel Jospin ni celui de Jean-Marie Le Pen n'étaient prononcés. Le ton était grave. Jacques Chirac appelait à un « *sursaut démocratique* », affirmait que la « *cohésion nationale était en cause* » et « *l'idée même que nous nous faisons de l'homme, de ses droits, de sa dignité* ». Bref, un discours de combat contre le FN sans que ce parti ni son chef ne soient nommés. Ce n'était pas la moindre des bizarreries de cette étrange soirée.

Dominique Dhombres

Des syndicats de policiers appellent à une « réaction républicaine »

Les grandes confédérations de salariés devaient réagir dans la journée de lundi

LES CENTRALES syndicales, sous le choc, semblaient s'être donné le mot, dimanche 21 avril au soir, pour remettre à plus tard leurs réactions. A l'heure où plusieurs milliers de personnes manifestaient à Paris et en province pour exprimer leur émotion et leur rejet du Front national, ni la CGT, ni FO, ni la CFDT, ni la CGC, pas plus que SUD ou la FSU ne sont sorties de leur silence. Seule la CFCTC, par la voie de son secrétaire général, Jacky Dintinger, a très vite commenté les résultats du premier tour de l'élection présidentielle, et surtout la présence de Jean-Marie Le Pen au second tour.

« *Beaucoup de Français ont montré qu'ils étaient déçus de la classe politique traditionnelle, et beau-*

coup d'entre eux ont voulu donner un message très fort », a-t-il déclaré à l'AFP, se disant « *choqué* » et « *très surpris* » par les résultats. M. Dintinger, premier responsable syndical à commenter le séisme du premier tour de l'élection présidentielle, a précisé qu'il osait « *aussi croire que les Français n'ont peut-être pas souhaité ce message-là* ».

Les deux principaux syndicats de gardiens de la paix, l'UNSA-Police et Alliance, ont été également très prompts à réagir. « *Je prends acte de ce qui s'est passé aujourd'hui et j'espère qu'il va y avoir une réaction républicaine* », a déclaré Joaquin Masanet, secrétaire général de l'UNSA-Police, qui estime que la République a été

« *bafouée* ». « *Nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour faire en sorte que le seul candidat républicain encore en lice soit élu au second tour* », s'est exclamé Jean-Luc Garnier, responsable du syndicat Alliance, qui se dit « *catastrophé, comme tous les syndicats et associations républicaines, de voir la montée de l'extrême droite* ».

L'OCCASION DU 1^{er} MAI

Les dirigeants des grandes confédérations, désireux de pouvoir faire le point en interne, avaient décidé de ne commenter publiquement les résultats que dans la journée de lundi 22 avril. Rien ne filtrait de leurs intentions tôt ce lundi matin. Traditionnellement, les confédérations ne donnent pas de

consigne de vote. Mais elles pourraient, cette fois-ci, sortir de leur réserve pour appeler à un sursaut républicain.

La commémoration du 1^{er} mai, qui s'annonçait sous de sombres auspices, en raison des divisions et de lassitudes syndicales, pourrait donner l'occasion aux syndicats d'exprimer publiquement et – qui sait ? – ensemble leur inquiétude face à la progression de l'extrême droite, à quatre jours du second tour. L'hypothèse est d'autant plus sérieuse que le Front national appelle ses militants à célébrer par une manifestation ce jour-là, comme il le fait chaque année, la fête de Jeanne d'Arc.

Claire Guélaud

Les marchés prennent acte de la probable victoire de M. Chirac

LE MARCHÉ des changes n'a pas vacillé, lundi 22 avril en début de matinée, après avoir pris connaissance des résultats inattendus du premier tour de la présidentielle. Alors qu'il avait progressé lors de la semaine précédente, l'euro a amorcé un léger déclin dans les premières transactions, s'échangeant à 0,8888 dollar contre 0,8926 vendredi. Pas plus de réaction à l'ouverture des marchés boursiers. A Paris, le CAC 40 a commencé la séance par un maigre repli de 0,2 %, à 4 597,21 points. « *La douche froide* », titrait David Naudé, économiste à la Deutsche Bank, dans sa note du matin. « *La seule bonne nouvelle (...)* est que nous savons déjà qui sera le prochain président », écrit-il. « *Le premier tour des élections présidentielles en France ne devrait pas avoir d'incidence majeure sur les marchés financiers des places européennes, estiment les économistes du courtier Global Equities. L'issue du second tour ne semblait pas devoir réserver de surprise, le véritable enjeu porte sur les législatives et les accords de désistement RPR-FN qui détermineront une éventuelle nouvelle cohabitation avec la gauche.* » Les investisseurs devraient de fait rapidement se repencher sur l'actualité des sociétés cotées, comme la suppression de 10 000 emplois cette année et 10 000 autres en 2003 chez Ericsson, annoncée lundi matin.

C'ÉTAIT LE DIMANCHE DE JEAN-MARIE LE PEN

**Du Paquebot
à l'Atelier,
du Tapis rouge
à la Cité
Paradis,
tour de Paris
des QG
électorales pour
les résultats
du premier
tour. Récit
du service
France et
des étudiants
du Centre
de formation
des journalistes**

C'ÉTAIT un beau dimanche à l'Atelier. Jack et Monique Lang, déjà maquillés, avaient été parmi les premiers à rallier le QG de campagne de Lionel Jospin. C'était un beau dimanche, quelque part vers 17 h 45, du côté de la rue Saint-Martin, et Jacques Séguéla, en sportswear noir, suivait de près. Souriant. Bronzé. Décontracté. On ne le reverra plus de la soirée.

C'était... La preuve, Martine Aubry, radieuse, le confia à TF1 : « *On va avoir un beau dimanche.* » Elle, comme les autres, était venue chercher sa feuille de route pour la soirée, avant de repartir vers les télévisions. Elle, comme les autres, n'imaginait pas le pire. Pas encore. Et puis, stupeur, un sondage, deux sondages sortis des urnes vinrent, vers 19 heures, donner du corps à une méchante rumeur : Le Pen très haut, Le Pen deuxième, Le Pen deuxième !

Il ne faut jamais croire les rumeurs et à peine les sondages. Jacques Chirac est dans son bureau, au dernier étage de son QG. Il est arrivé vers 18 h 15, en compagnie de Bernadette, son épouse. Et il s'est enfoncé aussitôt, entouré d'une vingtaine de conseillers et de barons de la droite. Ils sont tous là, Nicolas Sarkozy, Jean-Pierre Raffarin, Philippe Douste-Blazy, François Fillon, Antoine Rufenacht, le directeur de campagne, Michèle Alliot-Marie – bon, on ne va pas faire l'appel ! – tous là. Sauf Dominique de Villepin, le secrétaire général de l'Elysée qui garde la maison, l'autre maison. Et c'est lui qui, vers 18 h 45, informe par téléphone : Le Pen serait très haut, Le Pen serait deuxième ! Les sondages autorisent le conditionnel. La prudence l'impose.

Et justement, Jacques Chirac déteste ce genre de conditionnel. La nouvelle lui paraît si énorme, si improbable, que le président appelle la garde rapprochée au sang-froid et à la mesure : « *Attendez, cela va changer. Ce n'est pas possible que la gauche ne soit pas au deuxième tour.* » Et pourtant ! A 19 h 20, Nicolas Sarkozy et Jean-Pierre Raffarin, qui se marquent même dans ce rôle-là, sortent du bureau et foncent vers les journalistes. Non pour aller aux nouvelles mais pour en donner. « *Nous aussi on a Le Pen deuxième.* » Et la nouvelle déjà circule parmi les militants et les cadres du RPR, incroyables. Incroyables et surpris. Aussi surpris que Michel Barnier, sorti à son tour du saint des saints pour porter la bonne – et c'est selon – mauvaise nouvelle : « *Chez*

moi, en Savoie, Le Pen arrive premier ! » Aussi surpris que ce conseiller de l'Elysée qui s'efforce lui aussi à l'incrédulité : « *Attendez, attendons, les grandes villes d'Ile-de-France ne sont pas encore tombées !* »

Il est trop tard pour attendre. Jean-Marie Le Pen n'en peut plus d'attendre. C'est son jour. C'est son heure. C'est son dimanche Lui aussi a les chiffres, les fourchettes. Il jubile. Il y croit. Il ne doute pas. Simplement il a du métier, et il s'offre le luxe, peu avant 20 heures, d'apparaître dans l'escalier du Paquebot, siège du FN à Saint-Cloud. Et de feindre de descendre, le visage impassible, le regard inexpressif, comme préoccupé. Seulement il y a Jany, son épouse, et Jany dit : « *C'est incroyable, j'en ai la chair de poule. C'est la renaissance de la France.* » Seulement il y a Jean-Marie Le Pen, qui ne se tient plus d'une si grande nouvelle qu'il veut être le premier à l'annoncer. Et il n'est pas 20 heures, l'heure au

puis, à 20 heures, à l'annonce des sondages, Noël Mamère tortille sa moustache et dit d'un ton éteint : « *C'est dramatique.* » Tous sont debout, sonnés, dans une loge étroite. Sauf Dominique Voynet, assise, la tête entre les mains.

Le choc sera le même, rue Duroc, au siège du Parti radical de gauche où, sans les affiches de campagne de Christiane Taubira et celles datant de la belle époque du radicalisme, on pourrait se croire dans un cabinet de médecin ou d'avocat. Parquet, boiserie, fauteuils de cuir, la fin d'après-midi est douce et ensoleillée. Elle l'était, du moins, jusqu'à ce que les résultats tombent : « *C'est pas possible !* », « *C'est une blague* », « *C'est pas vrai, c'est pas vrai !* », « *Putain !* » Eric Montes, secrétaire général adjoint du parti, s'emporte : « *Cela fait cinq ans qu'ils font des conneries ; la prochaine fois, on leur apprendra à faire des campagnes.* »

te Micheline, qui tient le bar au premier sous-sol, dans une salle immense censée accueillir les masses. A la télévision, PPDa annonce « *du jamais vu* » et David Pujadas « *un bouleversement politique* ». L'ambiance est mortifère. Avec sa barbe en collier, ses lunettes et la rondeur de son visage, Larry, militant depuis 1948, ressemble incroyablement à Robert Hue. Il est l'un des rares à s'être déplacés : « *Je suis venu parce qu'en général, c'est une fête, ces soirées-là.* » La fête ne commencera jamais. A 20 heures, Robert Hue est annoncé à 3,6 % et Jean-Marie Le Pen... Quelques sympathisants et adhérents commencent à arriver et se disent « *consternés* », « *choqués* », « *extrêmement préoccupés par le drame de ce soir* ». Micheline, quarante ans de parti, est sonnée : « *Je ne comprends pas que les ouvriers n'aient pas besoin de nous.* » Yvette est franchement en colère : « *Les Français n'ont rien compris.* » Et André, en larmes quelques instants auparavant, se reprend et ne veut pas accabler Robert Hue : « *J'ai toujours voté pour mon patron et je voterai toujours pour lui, c'est le seul qui dit les choses franchement.* » Accoudé au bar, un des très rares jeunes militants qui se sont déplacés essaie de se faire à l'idée qu'il va voter Jacques Chirac. Il n'en revient toujours pas. « *Je n'aurais même jamais imaginé cela.* » Derrière son bar, Micheline fixe la télévision et dit : « *La pauvre !* » quand apparaît Marie-George Buffet. Et puis elle lance à Yvette, qui ne l'écoute pas : « *Putain, dans les HLM, comment on va se faire huer.* »

Cité Paradis, au QG de Jean-Pierre Chevènement, l'arrivée du candidat, à 19 heures comme prévu, a été discrète, presque furtive. Max Gallo, le président du Pôle républicain, l'a précédé de quelques minutes et s'est engouffré sans mot dire dans le local de campagne. Accompagné de Georges Sarre, de Sami Nair et de sa femme Nisa, le « *Che* » gagne son bureau. « *Je reviendrai vous voir* », dit-il aux journalistes. Il ne reviendra pas, sauf pour sa déclaration officielle. Pour les militants, le baptême est rude. Emmanuel, rallié à la jeune garde de Génération République, pleure, « *tout simplement* », dit-il. Christophe, un autre jeune, est prostré. « *Il y a deux mois, Le Pen était à 7 %...* », répète-t-il deux fois. Un troisième, Marco, qui « *mangerait un chien pour pas que Le Pen soit au deuxième tour* », veut espérer et questionne : « *Vous savez si ça peut encore changer ?* » Cela ne changera pas. Il y a ceux qui se consolent : « *Jean-Pierre est au-dessus de 5 %, on va être remboursés* », et puis ceux qui accusent : « *Je ne regrette pas d'avoir voté Jean-Pierre, mais honte aux abstentionnistes et honte à Jospin qui a fait toute sa campagne au centre.* »

Les visages se sont fermés, salon de l'Aveyron, dans le 12^e arrondissement. Olivier Besancenot et les militants de la Ligue communiste révolutionnaire attendaient leurs résultats. Ils sont « *formidables* ». Ils n'attendaient pas Le Pen. Et c'est l'effacement. Un jeune militant s'effondre sur l'épaule d'une amie, les larmes aux yeux : « *C'est catastrophique pour les gens de gauche. Maintenant je ne sais pas sur quel pied danser. Tout ce que je sais, c'est que le deuxième tour se fera dans la rue.* »

Jean-Marie Le Pen parle à la télévision. Et ses propos sont couverts par le chant des militants trotskistes : « *Et F comme fasciste et N comme nazi, à bas, à bas le Front national.* » « *Ils nous ont gâché la soirée* », lâche un militant. Tous disent n'avoir aucun regret. « *On ne peut s'en vouloir d'avoir voté à gauche. Jospin récolte les fruits d'une politique qui a fait le jeu du libéralisme.* » Et « *F comme fasciste...* ». Le chant reprend, en boucle. « *20 % des gens votent pour des nazis.* » C'est donc « *dans la rue que va se faire la mobilisation à gauche.* » Et effectivement, très peu de temps après, la salle se vide. Répondant au mot d'ordre lancé par Alain Krivine de se joindre à une manifestation organisée par Ras le front, place de l'Odéon, les militants de la LCR montent à la manif. Drapeaux rouges en main, autocollants sur les vêtements, ils se dirigent vers le métro. Et un autre chant se fait entendre dans les couloirs souterrains : « *Tout est à nous, rien n'est à eux. Tout ce qu'ils ont ils l'ont volé. Partage du travail, partage des richesses, ou alors ça va péter...* »

Au siège du Parti des travailleurs, le téléviseur était en panne. Ecran noir à 20 heures. Cela ressemble à un gag. Une militante, l'oreille collée à un transistor, répercuta le chiffre qu'elle semble presque la seule à attendre : « *Gluckstein, 0,6 % !* » Rien. Les conversations se poursuivent. « *On a battu notre record* », s'enhardit un jeune. Rien.

« Le Pen voulait faire battre Chirac. Finalement, il va le faire élire »

JEAN-YVES LE GALLOU (MNR)

clocher des convenances et obligations républicaines, que, du Paquebot, Le Pen brûle, à 19 h 50, la politesse aux chaînes de télévision et aux radios : « *Je suis assez largement, pour l'instant, devant Jospin. Cela m'inspire que le travail, la persévérance et l'aide de Dieu finissent par triompher de tous les obstacles.* »

L'aide de Dieu ? On doutera ailleurs, partout, qu'il s'agisse là d'une divine surprise. La rumeur, les sondages, la confirmation font le tour des sièges de campagne, à la vitesse et avec l'impact d'une nouvelle à fragmentation. Chez les Verts par exemple, réfugiés quelque part du côté de chez Amélie entre la Butte Montmartre et Pigalle. Ils squattent un théâtre, le Trianon, un établissement rococo, aux fresques défraîchies. Une affiche annonce pour le 23 avril la première de *Chance*, « *comédie musicale de bureau* ». Est-ce drôle ! Pas du tout. Guy Hascoët, portable en main, vient d'apprendre : « *Chez moi, là-haut, à Roubaix, il est à plus de 24 %.* » Daniel Le Bret ne cesse de répéter : « *Je flippe, je flippe.* » Yves Contassot essaie de se rassurer : « *Toute la soirée, on va avoir des chiffres pipeau. C'est pas crédible, ou alors il faut prendre le maquis.* » Et

Catherine Mégret n'a pas de ces soucis : « *J'aurais dû mettre du waterproof.* » Un verre de punch à la main, elle rit nerveusement après avoir versé une petite larme : « *Il auraient pu penser à Bruno !* » « *Ils* », ce sont les électeurs d'extrême droite, qui ont préféré Le Pen à Mégret. Les « *Mégret, Mégret !* » repris en chœur ne trompent pas grand-monde. On est au mauvais endroit au meilleur moment. Jean-Yves Le Gallou, le numéro deux du MNR, déplore les dégâts « *du vote utile* » sans lequel « *nous serions au moins à 5 %* » tout en philosophaient sur le principe d'« *hétérotélie* » qui, selon lui, a caractérisé cette élection. L'hétérotélie, « *développée dans Les Lois du tragique, c'est quand le cours des choses prend une direction contraire à celle que vous souhaiteriez lui donner. Le Pen voulait faire battre Chirac. Finalement, il va le faire élire.* » Le garde du corps de Bruno Mégret, Richard, l'analyse plus directement : « *L'important, c'est que la droite nationale soit où elle est, même si Le Pen est un sale con.* »

Place du Colonel-Fabien, peu avant 20 heures, il n'y a pratiquement pas de militants au siège du PCF. « *On ne comprend pas, normalement il y a du monde* », s'inquiè-



Au Paquebot à Saint-Cloud, Jean-Marie Le Pen jubile : « Le travail, la persévérance et l'aide de Dieu finissent toujours pas triompher. »



Jacques Chirac vient de prononcer sa déclaration après s'être assuré que Lionel Jospin ne démissionne pas de Matignon. Il repart à l'Élysée.

Et puis la télé est réparée. Sur l'écran, vaguement neigeux, Robert Hue apparaît : « Et y a même la couleur ! » Les résultats ? Le Pen ? « Le premier mai va être chaud », se réjouit un militant. D'autres rêvent « d'une mobilisation à l'italienne ». Juliette, elle, militante depuis 1998 après être passée par le PC et la LCR, explique tout simplement que, « en tant que marxiste, elle n'attend rien des élections. Je ne crois qu'à la lutte des classes, à la force de la rue ». Elle s'abstiendra donc. Juliette est déjà ailleurs. Dans la suite. La suite, c'est que le Parti des travailleurs, grâce à sa participation « à la mascarade présidentielle », a recruté 400 nouveaux militants. La suite, c'est que la présence de Le Pen au second tour « symbolise le rejet de la politique menée depuis vingt ans en France et le fait qu'aucun candidat ne représente vraiment le pays ». La suite, c'est qu'un peu plus tard dans la soirée, lorsque Lionel Jospin viendra à la télévision dire sa fierté de la politique conduite et son retrait de la vie politique, cette dernière annonce sera applaudie. Et accompagnée d'un seul commentaire : « Salaud ! »

Au premier étage du Novotel de la porte de Bagnolet, sur le mur du salon Londres-Kensington, quelques discrètes affiches appelant à voter « pour le camp des travailleurs » rappellent qu'il s'agit du QG provisoire de Lutte ouvrière pour la soirée électorale. Pas de photos d'Arlette Laguiller, pas de banderole. Juste le rouge flamboyant de la tribune et de la tenture de fond. Les premières estimations tombent. On n'applaudit même pas au score d'Arlette. La consternation est manifeste. « La présence de Le Pen au second tour est un choc. L'extrême droite n'a jamais été très bien pour la classe ouvrière », dit Jean-Pierre, militant depuis 1968. Francis, atterré, réagit vite : « Si Le Pen arrive au pouvoir, imaginons un soulèvement, et souhaiçons-le ! Mais même si c'est Chirac, il faut continuer à se battre. C'est par les luttes qu'on change les choses, l'élection n'est qu'un moyen. » « Y'a Arlette qui arrive ! » Et Arlette ne dira pas autre chose : « Si Le Pen arrivait au pouvoir, nous devrions nous défendre par de tout autres moyens que le bulletin de vote. » La salle l'acclame, et déjà les premiers militants partent manifester dans Paris.

Rue de l'Université, au siège de l'UDF, chez François Bayrou « la bravoure », on n'en est pas tout à fait à ces projets révolutionnaires. Mais la stupeur et l'accablement expriment le même état de choc. Quand les deux visages, ceux de Jacques Chirac et de Jean-Marie Le Pen, s'affichent à la télévision, un silence de plomb s'installe. Quelques minutes. « C'est dramatique », murmure un responsable UDF. En écho, un militant dit : « Dans le pays des droits de l'homme, c'est invraisemblable ! On va être à l'image de l'Italie et de l'Autriche. » D'autres, proches de celui qui a « dit non » à Charles Millon aux régionales de 1998, alors que ce dernier avait accepté les voix du FN », se déclarent « abasourdis, anéantis, effondrés ». Même le sore de

Bayrou, « très bon, excellent même », passe au second plan. « On n'a même pas la satisfaction de le proclamer », lâche Emmanuel, 39 ans. Non loin, Elise, 27 ans, pleure de dépit et de colère : « Vous imaginez ? Sur cinq personnes qu'on croise dans la rue, une n'a pas voté, une autre a voté Le Pen. » Socialiste, elle avait décidé de voter Bayrou il y a peu. « Pour son courage. »

Julien, 23 ans, l'a, lui aussi, mauvaise : « En fait, c'est la pire des situations pour Bayrou. Chirac sera de toute façon élu. Il n'a pas besoin de ses voix au second tour. » Et ce qui le motivait, justement, c'était « le vote anti-Chirac, anti-affaires, l'intégrité de l'homme Bayrou. Et dire qu'on va être obligés de voter pour lui, alors qu'on voulait incarner le changement ».

Dans l'ancien atelier d'architecte qui sert de siège de campagne à Alain Madelin, les mêmes mots, les mêmes commentaires fusent : « Un cataclysme, un désastre, un tremblement de terre. » Mais les conclusions sont différentes. « C'est inquiétant, mais si c'est vrai, on enterre les socialistes pour un bon bout de temps », dit un militant. « De Gaulle avait raison, lance un autre. Les Français sont un peuple ingouvernable. » Dans la salle décorée de photos d'Alain Madelin, de citations du commandant Massoud, les commentaires partent un peu dans tous les sens. Ce qui a du mal à passer, plus encore que Le Pen, ce n'est pas tellement qu'Alain madelin soit en dessous des 5 %, mais plutôt qu'il soit dépassé par Olivier Besancenot ou par Jean Saint-Josse. C'est que « dans ce pays, on reste sur des idées archaïques, qu'on refuse le libéralisme alors qu'il est appliqué partout en Europe », en somme que le seul vrai candidat libéral soit totalement lâché par une « France des candidats trotskistes ». « En un mot, affirme un jeune responsable du Val-de-Marne, « les Français ne savent plus trop où ils habitent électoralement ».

C'était un beau dimanche. Et puis, à

« Il y a un proverbe qui dit "fais ce que doit, adviene que pourra", mais c'est tout de même un peu triste. C'est injuste »

SYLVIANE AGACINSKI

20 heures, précisément parce que les Français surent qu'ils ne savaient pas trop où ils habitaient, cela devint un très rude dimanche à l'Atelier. « Pays de merde ! », lâche l'assistante de Julien Dray. Les militants socialistes pleurent pour certains, sifflent, les interventions d'Arlette Laguiller, d'Olivier Besancenot. Et surtout de Jean-Pierre Chevènement. Ils en veulent à tous, toutes. Sauf à « Mamère, pas Mamère », ordonne un responsable. Lorsque Nicolas Sarkozy explique que la défaite de Lionel Jospin est le résultat de « cinq années d'inaction », la salle hurle.

C'était un beau dimanche. Et au final Jean-Christophe Cambadélis compte les

voix de gauche : « Y'a du boulot. » Puis se reprend : « C'est la perspective de nombreuses triangulaires aux législatives. Et, à l'arrivée, une nouvelle cohabitation, avec une victoire de la gauche. » Pierre Ardití répond à toutes les télévisions, toutes les radios : « Moi, si c'est ça, je repars en Grèce. Mais avant, je vote Chirac. » Le mathématicien Michel Broué, ami en trotskisme de Lionel Jospin, répète : « Je suis dézingué, et furieux. Dans mon article du Monde, j'expliquais que Le Pen talonnait Jospin. On m'a dit que ça servait à rien de faire peur. Je les attends, ceux qui m'ont traité de con, merde. Ils l'ont, leur Berlusconi, leur élection à l'italienne ! » Régine Deforges est tout aussi furibarde : « On a le choix entre la République bananière et les gros bras. »

Un instant, on a voulu espérer que les résultats des DOM-TOM puissent changer la donne. « C'est plié », assure Laurent Fabius. « Même avec les DOM-TOM ça ne peut faire qu'au mieux 0,3 % de plus... » « C'est une histoire de fous », commente-t-il avant de faire mine de s'interroger sur l'auteur de la phrase « les Français sont des cons ».

Laurent Cohen, de la Fondation Jean-Jaurès, Pierre Guelman, le conseiller parlementaire du premier ministre, et Bernard Rullier, directeur de cabinet de Jean-Jack Queyranne, sont en larmes. « J'espère que la France va se réveiller doucement », dit Catherine Tasca. Jean-Luc Mélenchon se prend la tête entre les mains. Pierre Moscovicci le prend dans ses bras. L'éditrice du Temps de répondre (Stock), Monique Nemer, est prostrée.

Les journalistes qui suivent la campagne de Lionel Jospin embrassent et tapotent dans le dos des attachés de presse qui pleurent. « Les médias ne nous ont pas aidés », assure Noëlle Chatelet, la sœur du candidat, sur son portable. Aux radios, elle parle de « mauvais rêve ». « J'ai un peu le même sentiment que quand j'étais allée en Italie. » Jean Glavany tombe sur une

Moscovicci, de François Hollande, de Laurent Fabius, de Jean-Paul Huchon. Il est acclamé. Des hurlements accompagnent sa décision de se retirer de la vie politique : « Non, non ! » On entend des femmes pleurer à gros sanglots. On tente d'interroger Bertrand Delanoë, qui avait été le seul, quatre jours avant le premier tour, à imaginer la défaite de son ami Lionel... au second tour. Il tourne les talons. Quelques jeunes entonnent une Marseillaise tandis que fusent des cris : « A la République ! »

Michèle Sabban lâche entre ses larmes : « TF1, ils ont fait la campagne de Chirac et de Le Pen. » « Quand on fait dix minutes sur Patrick Dils tous les soirs... », lance Jean-

« Quand je pense, que depuis un mois, M^{me} Chirac est la seule à dire son inquiétude sur le score de Le Pen... »

BERNARD NIQUET, CHEF DE CABINET DE BERNADETTE CHIRAC

Marie Le Guen. D'autres sèchent leurs larmes : « Ne pleure pas. Il ne faut pas leur montrer ça. ILS sont trop contents. »

Nathalie Mercier, la conseillère image de Lionel Jospin, venue de RSCG, ne laisse pas entrer les caméras. « Y'en a marre ! On n'a pas vu Lionel Jospin de toute la campagne, et ce soir ça continue », rôle le cameraman. Un journaliste de Canal+ s'en mêle : « C'est le FN ici, ou quoi ? ». Un confrère de TF1 porte encore son badge du QG de Jacques Chirac, tout proche, autour du cou. « Vous devriez le planquer », dit l'homme du service d'ordre un peu brutalement. « On est déjà chez Le Pen, ou qui ? », répond-il. Finalement, Nathalie Mercier laisse entrer... les caméras du service public. « On est télé-Messier ? on est télé-Bouygues ? télé Générale des eaux ? », s'agace un journaliste de « Sept à huit ». « Il a perdu ! Arrêtez de vouloir encore contrôler son image. C'est fini. »

Dans le camp d'en face, Philippe Séguin était arrivé de l'Hôtel de Ville catastrophé : « L'extrême droite est à 17 % ! » Lorsque, à 20 heures, les deux têtes de Chirac et Le Pen apparaissent sur l'écran géant, installé à l'intérieur du QG, c'est pourtant une explosion de joie. Le conseiller régional RPR d'Île-de-France, Roger Karoutchi, gêné, explique : « Les gens sont surtout contents de savoir que Chirac est déjà gagnant... »

Dans son bureau, le président Chirac, qui avait préparé un discours en prévision d'un second tour l'opposant à Lionel Jospin, le jette au panier et en prépare un autre. Roselyne Bachelot, toute à sa joie, lui lance en voyant apparaître les résultats : « Pour vous, quelle revanche ! » Jacques Chirac lui jette un regard sévère.

Pierre Bédier, le maire de Mantes-la-Jolie, la ville même où Jacques Chirac avait essuyé des crachats et des « supermen-

teur », un mois auparavant, s'échauffe : « A force d'avoir surfé sur les affaires, on a Le Pen ! Ça revient à la figure de la gauche comme un boomerang ! Jospin avait moqué Chirac en lui disant qu'il était candidat au poste de ministre de l'Intérieur. Eh bien, maintenant, Jospin n'est même pas candidat au poste de conseiller général de Cintegabelle ! »

Les autres leaders de droite évitent de se réjouir trop ouvertement. Françoise de Panafieu, députée RPR de Paris : « C'est désolant d'en arriver là. Mais maintenant, c'est à la gauche de prendre ses responsabilités. » Dominique Perben, encore incrédule : « On change carrément de paysage. Mais il faut digérer tout cela. »

Nicolas Sarkozy, qui a quitté parmi les premiers le QG pour se rendre à TF1, apparaît sur les écrans dans un silence général. TF1 diffuse une image du comédien Pierre Ardití, membre du comité de soutien de Lionel Jospin, et un militant hurle : « Voilà, la nomenklatura ! »

Antoine Rufenacht, directeur de campagne, explique : « C'est la sanction de la politique conduite par les socialistes depuis cinq ans. Je ne dis pas que je m'en réjouis. Mais maintenant, il faut s'engager dans l'action. »

Seule Nicole Catala, députée RPR de Paris, marque clairement son inquiétude : « Il est anormal que la gauche n'ait pas de champion dans un pays comme le nôtre. Cela annonce une campagne très violente au second tour. Et surtout, des mouvements sociaux très durs pour la suite. » Le séguiniste Henri Guaino explique : « On paye la défaillance de la vie politique depuis vingt ans. Personne ne peut se réjouir de l'image que donne le pays aujourd'hui. » Le secrétaire général du RPR, Serge Le Pelletier, soupire : « La situation n'est pas très reconfortante car cela marque un ras-le-bol général. »

Bernard Niquet, chef de cabinet de Bernadette Chirac confie : « Quand je pense que, depuis un mois, Mme Chirac est la seule à dire son inquiétude sur le score de Le Pen... »

Les militants RPR continuent pourtant d'exprimer leur aversion pour la gauche. Martine Aubry, qui apparaît sur les écrans, est copieusement sifflée. Le score historiquement bas du Parti communiste est applaudi. Claude Goasguen lance : « Jospin paye le rejet de l'exploitation des affaires qui alimente l'antiparlementarisme. C'est le glas de 68, la fin d'Épinay et, suprême dérision, cela se termine par Le Pen. » Mais à quelques pas de lui, Zaïr Keddadouche, qui représente les beurs au sein du QG de Chirac, s'inquiète : « Le problème, c'est qu'aux législatives, aucun type de droite ne va plus vouloir parler des beurs et nous n'aurons aucun candidat. »

Une poignée de militants, devant une télévision, applaudit Dominique Strauss-Kahn qui vient de dire qu'il votera Chirac. Le juge Eric Halphen, interrogé devant le QG de Jean-Pierre Chevènement, dit à peu près la même chose quelques minutes plus

tard. Mais son apparition provoque de telles huées et sifflements que personne ne l'entend.

Dans son bureau, Jacques Chirac a appelé Lionel Jospin pour évoquer avec lui sa situation politique et s'assurer qu'il ne démissionne pas de Matignon avant le second tour. Puis il s'enferme dans son bureau, en compagnie de Jérôme Monod et de quelques-unes de ses conseillers, pour rédiger son discours. Peu avant 23 heures, le staff du président-candidat descend dans la salle de presse où va avoir lieu la déclaration. Jérôme Mono apparaît, souriant, suivi de Patrick Stefanini, Jacques Toubon, Roselyne Bachelot. Agathe Samson, l'adjointe de Claude Chirac, qui n'a jamais caché son aversion pour l'extrême droite, paraît atterrée. Dès la fin de sa déclaration, il fait un rapide tour de son QG, salué, en compagnie de Bernadette, les militants rassemblés, puis repart en voiture à l'Élysée, à 23 h 30.

C'était un beau dimanche. Et là-bas, dans les Pyrénées-Atlantiques, à Coarraze, Jean Saint-Josse fête ses 4,25 %. Furieux. Désespéré. Atterré. Non par son score. Mais par tout le reste. « Dites-moi que ce ne sont pas les bons chiffres. » Et il conclut : « Ceux qui n'ont pas voté, ils ont le cul serré, ce soir. »

Pierre Georges avec la séquence France et la promotion 2002 (presse écrite) du Centre de formation des journalistes (CFJ) de Paris : David Allais, Nicolas Barotte, Clémentine Blondet, Stéphane Jourdain, Gurvan Le Guellec, Marie-Pauline Mollaret, Nicolas Reynaud, Louise Prothery, Delphine Saubaber, Sooren Seelow, Aude Soulaïne et Caroline Veunac

DANS LA PRESSE FRANÇAISE

LIBÉRATION

Serge July

Une France affreuse triomphe. La gauche jospino-plurielle suicidée, un face-à-face caricatural et à bien des égards honteux entre Supermateur et Superfacho. Le système politique français, en déséquilibre depuis des années, a fini par implorer. Le chef de l'Etat, en imposant une campagne monothématique sur la sécurité, a ouvert la boîte de Pandore. L'insécurité a occulté tout autre sujet. C'est un gouffre sinistre qui a englouti toute la campagne. C'est dire l'ampleur du désespoir : les électeurs ont fait avec ce qu'ils avaient, deux écopés de la politique. Il vaut mieux le savoir : la France est un pays déboussolé, affolé, qui a peur de ses ombres, qui, politiquement, n'arrive pas à se tourner vers l'avenir. Elle ne fera pas l'économie d'une refonte institutionnelle, d'une clarification du pouvoir.

LA TRIBUNE

Philippe Mudry

La France vient de se laisser entraîner par un de ces vertiges qui l'aspirent trop souvent et qui lui donnent, aux yeux de l'étranger, un caractère parfois si inquiétant. La tentation de la rupture est une constante de notre histoire. Le vote d'hier en est une nouvelle manifestation. C'est bien la pratique du pouvoir, et son mode de fonctionnement, incapable de répondre aux problèmes concrets des Français, qui est en cause.

RTL

Alain Duhamel

C'est la plus grosse surprise de l'histoire électorale française. Jean-Marie Le Pen au second tour, Lionel Jospin éliminé, pas un expert ne l'avait sérieusement imaginé. Jacques Chirac sera mécaniquement, arithmétiquement, le bénéficiaire de ce duel improbable. Restera, au lendemain du second tour, la crise de la politique et le malaise de la société. La première est éclatante, le second plus diffus. Jamais le scepticisme vis-à-vis de la politique et de ses représentants institutionnels n'a été aussi fort. Si la crise du politique apparaît plus profonde en France qu'ailleurs, c'est que notre pays est à la recherche de son nouveau rôle, de sa nouvelle identité, de sa nouvelle vocation et de nouvelles espérances. La vieille société politique oscille. Il faudra en reconstruire une autre et ce ne sera pas facile d'en être l'architecte.

L'HUMANITÉ

Claude Cabanes

Tout le système politique français est ébranlé par ce séisme catastrophique. Cet événement est essentiellement le produit de la surdité, de l'arrogance et du cynisme de tout un monde « d'en haut » dont fait partie le monde politique. Il paye très cher d'avoir ignoré les souffrances, les dures peines de tous les jours, les désespoirs, les cris, les appels du monde que l'on dit « d'en bas ». Quel responsable, quel depuis une décennie a participé aux cercles du pouvoir, peut s'en tenir pour quitte ?

Diagnostic sur la dépression électorale française

Désengagement des électeurs, montée de l'abstention et des votes blancs, érosion des partis de gouvernement au profit des votes protestataires : autant de tendances lourdes décryptées par la Sofres dans son « Etat de l'opinion »



le mouvement : « Pour une fraction croissante de l'électorat, l'élection présidentielle suscite le choix d'un vote critique, qui commande de ne pas limiter à l'abstention l'analyse de la crise qui affecte la participation politique », notent les deux auteurs.

Le deuxième phénomène majeur est « l'érosion électorale des partis de

gouvernement » ; celle-ci est si marquée que « la crise électorale n'est pas loin de donner le jour à une crise politique ». Le constat est sévère : depuis la présidentielle de 1995 et à l'exception des européennes équilibrées de 1999, tous les scrutins démontrent que « la France est électoralement de droite » ; le total des voix de la droite parlementaire et de l'extrême droite est supérieur d'au moins 5 points à celui du total gauche-extrême gauche. Or, à l'exception du premier tour de la présidentielle de 1995, la « droite de gouvernement », handicapée par une extrême droite qui n'a cessé de lui « barrer la route », recule systématiquement d'une élection à l'autre, et elle n'a su tirer aucun bénéfice des cinq ans d'opposition qu'elle vient de traverser. Quant à la gauche de gouvernement – au sein de laquelle la dynamique des Verts compense l'essoufflement du PCF –, elle béné-

ficie d'une stabilisation certes remarquable après cinq ans de gouvernement, mais qui reste fragile, surtout si on compare le poids électoral du PS français à ses homologues de l'Union européenne. A gauche, et surtout à droite, le poids des votes protestataires d'extrême gauche et d'extrême droite stérilise donc une part croissante de l'électorat (16,7 % en moyenne au premier tour pour l'ensemble des scrutins depuis 1995), sans constituer des réservoirs sûrs de second tour.

L'analyse de Stéphane Marcel, de la Sofres, n'est pas moins saisissante. L'évolution du rapport de forces droite-gauche dans l'opinion, calculé à partir des enquêtes mensuelles sur la popularité des partis politiques, démontre que, depuis 1980, « lorsqu'un camp domine à la veille de l'échéance, il remporte toujours l'élection, que celle-ci soit présidentielle ou législative ». Or, à la fin de

l'année 2001, la gauche devance nettement la droite dans l'opinion. « S'il s'avère que la droite l'emporte alors que l'indicateur est orienté à gauche, on en conclura que les dimensions d'image personnelle ont désormais une importance considérable dans le choix des électeurs et prennent le pas sur des considérations politiques ou partisanes », conclut l'auteur.

Philippe Méchet n'est pas moins prudent dans l'examen des atouts de Lionel Jospin et de Jacques Chirac. Le premier « bénéficie de l'atout de son bilan, de son image de sérieux et d'un parti populaire. Mais la campagne sera pour lui décisive tant il aura à établir entre lui et l'opinion un contact chaleureux qui lui a souvent fait défaut en tant que premier ministre et qui reste le point fort de son principal adversaire ».

Gérard Courtois

« Un 11 septembre politique », suggère la presse de province

Les éditorialistes tentent d'expliquer l'ouragan politique provoqué par le premier tour de la présidentielle

POUR l'ensemble de la presse régionale, c'est une France en crise qui émerge du premier tour de l'élection présidentielle. Pour les *Dernières Nouvelles d'Alsace*, le scrutin provoque « un 11 septembre politique », pour *Sud-Ouest* un « ouragan », pour *La Dépêche du Midi* « une colère sourde, primaire, instinctive », tandis que Pierre Taribo, dans *L'Est républicain*, diagnostique une France en état de « décomposition », en proie à « une crise convulsive des pouvoirs établis ».

La qualification de Jean-Marie Le Pen pour le second tour et l'échec de Lionel Jospin laissent les éditorialistes interloqués. « Qu'arrive-t-il à la France ? », se demande *L'Est républicain*. « Comment a-t-on pu en arriver là ? », insiste *Le Parisien*. Marc Chevanche répond sans hésitation dans *Nice Matin* : le problème de l'insécurité a évidemment

contribué à gonfler le score du candidat du Front national jusqu'à un niveau record : « Un électeur sur cinq aura offert à Jean-Marie Le Pen l'intense satisfaction de vérifier sa fameuse formule : préférer l'original à la copie ». Pour Jean-Philippe Mestre, du *Progrès*, également, si les résultats du premier tour sont ce qu'ils sont, c'est parce que « la France a peur ». Mais aussi, note Olivier Picard des *Dernières Nouvelles d'Alsace*, c'est aussi que Le Pen « ne fait plus peur ».

Ce premier tour, ajoute *Le Progrès*, donne « une plus-value notable à ceux qui s'étaient occupés à inquiéter » la France et « une moins-value tout aussi sensible à ceux qui n'avaient pas su la rassurer ». Et Jean-Philippe Mestre de rappeler que « la psychose sécuritaire, certes naïvement minimisée par Lionel Jospin, mais opportunément jouée par

Jacques Chirac et machiavéliquement récupérée par le chef du Front national, a occupé l'essentiel des débats ».

Quant à François-Régis Hutin, dans les colonnes de *Ouest-France*, il explore d'autres explications, multiples et plus diffuses : « Lassitude, désarroi, insécurité, peur, éloignement des réalités, une politique décalée par rapport aux citoyens ». En réalité, chacun semble encore sous le choc. « C'est incompréhensible comme le suicide d'un ami », lâche, laconique, Francis Laffon pour *L'Alsace*, en rapportant les propos d'un dirigeant socialiste.

DIVISION DE LA GAUCHE

Autre raison invoquée : la division de la gauche. C'est « la faillite de la cohabitation », assure Jean-François Bège pour *Sud-Ouest*. Celle de « la gauche en miettes », préci-

se *La Dépêche*. « Pas seulement à cause des trois candidats troïskistes. Les voix obtenues par Jean-Pierre Chevènement et Christiane Taubira auront manqué, aussi, à Lionel Jospin », souligne cette dernière. Bref, c'est un « Mai 68 à l'envers » où l'explosion des rues laisse la place à l'explosion des urnes.

Alain Plombat va plus loin, dans *Midi Libre* : « La responsabilité de ce scénario noir incombe à l'ensemble des acteurs de la vie politique », écrit-il avant de préciser que les électeurs ont « joué avec le feu ». Et c'est « éjecté de ce jeu de dupes, que le premier ministre a fait hier une sortie digne ». C'est un « jeu de massacre », assure *L'Alsace* : « Il y avait comme un air ludique à choisir entre seize candidats », souligne le quotidien.

Résultat des courses, la France se montre depuis hier sous un jour

peu flatteur. Pourquoi un pays qui va plutôt bien économiquement va aussi mal politiquement, s'interroge aussi bien *L'Alsace* que *Ouest-France* ? Et celui qui donnait « volontiers des leçons de démocratie va être montré du doigt ».

Un avenir plutôt sombre se profile. Certains imaginent le pire, si Le Pen maintenait ses candidats aux législatives (*Nice Matin*), d'autres pensent à la reconstruction. « Il faudra du sang-froid pour reconstruire sur les débris de cette présidentielle » (*DNA*). Cette situation « stupéfiante l'étranger » mais surtout « donne à beaucoup la gueule de bois » (*Le Parisien*). Ce matin, la France s'est réveillée « abasourdie, surprise d'avoir osé l'extrémisme ».

Sylvie Chayette (lemonde.fr)

Les ultimes analyses de la presse européenne

« La campagne la plus insipide de la V^e République » a favorisé l'émergence des « tiers candidats »

LA PRESSE EUROPÉENNE s'attendait d'autant moins au résultat du premier tour qu'elle avait souvent jugé la campagne ennuyeuse. Les journaux dominicaux britanniques n'excluaient toutefois pas une surprise en insistant sur l'impact causé par la multiplication des petits candidats. Ainsi *The Observer* a titré : « Des électeurs impatients menacent les vieilles certitudes de la France ». L'implosion des « tiers candidats » d'extrême gauche et d'extrême droite menaçait, selon Paul Webster, de déstabiliser le pays : « Un nouvel âge de militantisme est à la source de la révolte contre les leaders tradition-

nels de la gauche et de la droite qui pourrait produire en juin un Parlement hostile et incontrôlable. (...) En même temps, la panique s'est emparée des partisans de Chirac et de Jospin quand les sondages ont indiqué qu'ils parviendraient de justesse au second tour. »

En Italie, *La Stampa* aura été le seul journal à consacrer dimanche deux pages à l'élection. Elle a publié un tableau des affaires dans lesquelles a été impliqué Jean-Marie Le Pen, ajoutant : « Quel que soit celui qui arrivera à l'Elysée, il aura des rapports difficiles avec l'Italie. » *Il Giornale*, propriété du frère de Silvio Berlusconi – qui avait

lui-même qualifié MM. Chirac et Jospin de « clowns » –, a publié une analyse sur comment « les paladins de la droite ont dilapidé l'héritage du gaullisme ».

En Espagne, *ABC* (droite) a annoncé « un scrutin marqué par la peur de l'abstention et l'avance des mouvements extrémistes » et *El País* (gauche) a titré : « La France non plus n'est plus ce qu'elle était. » Lluís Basset y a parlé de « la campagne la plus insipide de l'histoire de la V^e République ». Il y a « des noms et des visages qui s'ajustent comme autant de chaussettes aux sentiments et aux marottes des citoyens », ce qui a produit « une

dispersion qui s'adapte très bien à la protestation et à l'extrémisme ».

Enfin, en Allemagne, où l'on ne s'attendait guère à une surprise, le *Bild am Sonntag*, supplément dominical du quotidien populaire *Bild*, n'a pas écrit une ligne sur le sujet. Le *Frankfurter Allgemeine Zeitung* a cru s'en tirer avec une pirouette, écrivant, dans un éditorial sur l'« école des présidents », que, « quel que soit le gagnant, la France restera gouvernée par l'ENA ».

Patrice de Beer (avec nos correspondants à Berlin, Madrid et Rome)

SUR LE NET

Les documents cités sont accessibles à l'adresse www.lemonde.fr/surlenet

Présidentielle

Le ministère de l'Intérieur donne accès sur son site aux résultats validés du premier tour de l'élection présidentielle, département par département.

www.interieur.gouv.fr/avotreservice/lections/presid2002/

Le site commun du monde.fr et de t1.fr donne accès à la base de données électorale du Monde permettant de consulter les résultats par ville et par département constatés sur place par les correspondants du quotidien et de les comparer avec ceux de 1995.

<http://elections.lemonde.fr>
La Place-Beauvau publie également les résultats officiels aux deux tours de l'élection présidentielle depuis 1965.

www.interieur.gouv.fr/rubriques/b/b3_elections/tout_savoir_sur_les_elections/index_html/Presidentielles_65-95.pdf

Le Cevipof affine ces résultats en donnant l'évolution des familles politiques au premier tour sous la V^e République.

<http://elections2002.sciences-po.fr/RefHisto/T1-Presid.pdf>

Le Laboratoire d'économie publique de l'université Paris-I mène une étude sur une technique de prévision des résultats aux élections présidentielle et législatives (par Internet) comme alternative aux sondages d'opinion.

<http://laep.univ-paris1.fr/lections2002/>

Previsions-elections.com, appliquant de tels modèles, donne les résultats prévisibles du second tour par département.

www.previsions-elections.com

Ipsos et CSA publient en ligne leur sondage sortie des urnes analysant quel électeur a voté pour quel candidat (âge, CSP, engagement partisan, vote en 1995, motivation et hésitation entre différents candidats).

www.ipsos.fr/sondage.htm

www.csa-tmo.fr/ra/dataset/data2002/opi20020421b.htm

vincent.truffay@lemonde.fr

PACIFIC COMPAGNIE
LE TECK EN DIRECT

Mobilier de jardin en teck
Canapés et sièges en racine de jacinthe d'eau
Meubles et objets de Chine, d'Inde et d'Indonésie

20 bis, av. Mac-Mahon 75017 Paris
Tél : 01 44 09 85 55 Fax : 01 44 09 03 37
www.pacific-compagnie.com - info@pacific-compagnie.com
Livraison France et étranger

Abonnez-vous au Monde pour 26,35 € (172,84 F) par mois

Bulletin à compléter et renvoyer accompagné de votre relevé d'identité bancaire ou postal à :
LE MONDE, Service Abonnements - 60646 Chantilly Cedex

Oui, je souhaite recevoir *Le Monde* pour 26,35 € (172,84 F) par mois par prélèvement automatique.

M. Mme Prénom : Nom :

Adresse :

Code postal : [] [] [] [] [] [] Localité : 201MQPAE

Offre valable jusqu'au 30/06/2002 en France métropolitaine pour un abonnement postal.

Autorisation de prélèvements	N° NATIONAL D'ÉMETTEUR N° 134031	Organisme créancier : Société Editrice du Monde 21 bis, rue Claude-Bernard 75242 Paris Cedex 05
J'autorise l'établissement teneur de mon compte à effectuer sur ce dernier les prélèvements pour mon abonnement au journal <i>Le Monde</i> .	TITULAIRE DU COMPTE À DÉBITER	
Je resterai libre de suspendre provisoirement ou d'interrompre mon abonnement à tout moment.	Nom Prénom N°rue Code postal [] [] [] [] Ville	
Date :	NOM ET ADRESSE DE L'ÉTABLISSEMENT DU COMPTE À DÉBITER (votre banque, CCP ou Caisse d'épargne)	
Signature :	N°rue Code postal [] [] [] [] Ville	
IMPORTANT : merci de joindre un relevé d'identité bancaire ou postal, à votre autorisation. Il y en a un dans votre chéquier.	DÉSIGNATION DU COMPTE À DÉBITER	
	Code Etablissement	Code Guichet
	N° de compte	Clé RIB

Pour tout renseignement concernant le portage à domicile, le prélèvement automatique, les tarifs d'abonnement, etc :
Téléphonez au 01.42.17.32.90 de 8h30 à 18h du lundi au vendredi.

Pour un changement d'adresse ou une suspension vacances, un numéro exclusif : 0 825 022 021 (0,15 € TTC/mois)

Le Monde (USPS-0009729) is published daily for \$ 892 per year "Le Monde" 21, bis, rue Claude-Bernard 75242 Paris Cedex 05, France, periodicals postage paid at Champlain N.Y. US, and additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to IMS of N.Y. Box 15-18, Champlain N.Y. 12919 1519
Pour les abonnements souscrits aux USA : INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 3330 Pacific Avenue Suite 404 Virginia Beach VA 23451-2983 USA - Tél. : 800-428-30-03

La blessure

Suite de la première page

Du moins si l'on prend au pied de la lettre le « message » des élections ; dans ce mai-68 électoral auquel nous rebouons d'assister, mouvement à rebours puisqu'il ne s'agit plus de « *jouir sans entraves* » mais bien de punir sans limites. A l'épreuve nationale que constitue le poids dans la vie publique d'un courant qui cherche à aiguïser les tensions, et dont la devise revendiquée est « *travail, famille, patrie* » de triste mémoire, s'ajoute celle qui est inscrite dans un résultat qui porte atteinte au crédit de la France hors des frontières, et d'abord à l'intérieur de celles de l'Union européenne.

Mais avant d'aller plus avant, et de chercher, comme il se doit, à comprendre ce qui s'est passé, ce qui se passe dans cette France du nouveau siècle, gardons à l'esprit cette donnée : le tremblement de terre politique qu'est le premier tour de l'élection présidentielle a, sur un plan strictement électoral, une seule cause : la dispersion, absurde, de la gauche. Celle-ci, qu'on la considère dans ses limites « modérées » ou en incluant l'extrême gauche, ne recule pas, d'un scrutin présidentiel à l'autre ; alors que la droite modérée perd de cinq à dix points par rapport aux scrutins précédents. Ce sont ainsi 44 % des Français qui ne seront pas représentés au second tour. M. Le Pen n'est donc là que parce que Jean-Pierre Chevènement l'a permis, lui qui a choisi de se séparer de celui qui, en 1997, l'avait tiré de

l'oubli ; un Jean-Pierre Chevènement qui est allé au bout de son élitisme dévoyé, en proclamant : « *Sortez les sortants* », soit le slogan de Jean-Marie Le Pen depuis 1956. Et que dire de Christiane Taubira, dont les voix auraient suffi à faire que la compétition du second tour reste ouverte, et qui ne fut candidate que parce que, après tout, puisque tout le monde y allait de sa candidature, pourquoi ne pas y aller de la sienne...

La gauche est donc d'abord victime d'elle-même et de l'esprit boutiquier qui a été celui des dirigeants de ses différents composantes qui, tous, ont eu à cœur de se démarquer, comme de critiquer Lionel Jospin et son bilan. Ils ont été entendus. Mais il n'y avait pas de fatalité en la matière, comme en beaucoup d'autres. Il a simplement manqué des dirigeants à la hauteur de l'enjeu.

En démocratie, bien entendu, le suffrage universel est souverain. Il s'impose donc, et s'imposera ; mais chacun reste libre d'apprécier le jugement des électeurs, au nom de valeurs supérieures ; celles qui, par exemple, fondent l'existence d'un Conseil constitutionnel. De ce point de vue, le vote du 21 avril est injuste. Et dangereux.

Une fois la fièvre du dimanche retombée, en effet, le bilan de Lionel Jospin restera. Comme celui, riche, d'une gauche de gouvernement qui a su tenir l'essentiel de ses engagements, qui a su faire l'euro et les trente-cinq heures, faire reculer le chômage, accompagner la relance de la croissance et apporter de nouveaux droits – de la couverture maladie universelle à l'allocation pour personnes

dépendantes, en passant par le congé paternité ou les emplois-jeunes. Bref, Lionel Jospin a, un temps, su renouer avec une politique réformatrice qui, après tant d'années de crise, a réconcilié progrès économique et progrès social.

Le travail mais aussi la manière de Lionel Jospin – faite d'austérité et de dignité – comme son départ de la vie publique conforme à l'éthique qu'il a fait prévaloir pendant son long bail à Matignon, méritent le respect. Il n'y aura pas, comme pour l'actuel occupant de l'Élysée, de troisième tentative pour Lionel Jospin, qui rompt ainsi avec une tradition politique nationale bien établie. Le reproche que l'on peut d'ailleurs adresser à la gauche, et en premier lieu à Lionel Jospin lui-même, est de ne pas avoir accompagné ce travail de l'indispensable pédagogie, inséparable de toute démarche mendésiste, et de s'être trop préoccupé – contradiction aussi ancienne que la gauche en France – d'une extrême gauche purement incantatoire et, dans sa version Laguille, sectaire. Une gauche qui répugnerait aux contraintes de la gestion se condamnerait aux oubliettes de l'histoire.

Le vote du 21 avril est aussi, par le niveau d'audience atteint par l'extrême droite, une énigme ; et un danger majeur pour quiconque aspire à gouverner ce pays sans renier les valeurs universelles dont il se réclame. Deux fronts sont ouverts, deux plaies béantes, toutes deux politiques.

Le premier front est classique, et met en regard les attentes du corps social et les infrastructures politiques, telles que nous les connaissons, et dont nous savons qu'elles devraient être puissamment réformées pour faire sa juste part à la revendication d'autonomie qui est celle aussi bien des collectivités que des individus. Pour faire face à la montée des micro-corporatismes, il faudra bien se convertir à une véritable et puissante décentralisation. La politique n'a de sens que si elle parvient à faire sentir son influence – si possible positive – sur la vie de la population, et si elle offre à celle-ci une perspective, des choix qu'elle soit à même de maîtriser. Or la crise actuelle est surtout celle du découragement, du sentiment d'inutilité. De nouvelles formes d'action peuvent réunir des foules, dès lors qu'elles donnent l'impression, fût-ce au prix de raisonnements rapides et parfois trop simples, qu'il s'agit de peser sur le cours des choses. Ainsi un débat essentiel pour l'avenir a lieu depuis plusieurs mois : il s'agit de la confrontation, au sein de la commission de Bruxelles, entre « *libéraux* » et « *régulateurs* » ; autrement dit, comment armer l'Union européenne face à la mondialisation. Or ce débat a été absent de la campagne. S'il a surgi, c'est... à Barcelone, face à 300 000 manifestants. Peut-on suggérer plus clairement que le débat politique franco-français est largement vidé de son sens ?

Le second front est plus lourd. Il est résumé dans le livre de l'historien Benjamin Stora, *Le transfert de mémoire*,

qui met en lumière une tendance de fond à l'œuvre dans la société française : le transfert, en « *métropole* », d'une mémoire coloniale, avec un élément constitutif de celle-ci : la peur communautarisée du « *petit blanc* » et le sentiment d'abandon qui lui est lié ; l'anxiété identitaire face à l'islam, le refus de la diversité culturelle – et ethnique – de la France d'aujourd'hui adossé à la tradition jacobine d'assimilation.

Le refus d'assumer cette nouvelle société a été amplifié par le choc du 11 septembre, puis par le transfert en France du conflit du Proche-Orient, avec son lot de glissements conduisant à l'enfermement identitaire. De ce point de vue, les propos du président du CRIF, Roger Cukierman, au quotidien Ha'aretz, proclamant que le score de Le Pen « *est un message aux Musulmans pour qu'ils se tiennent tranquilles* », ajoutant que cela servirait à « *réduire* » l'antisémitisme illustre, de façon choquante et irresponsable, cette dérive.

Pour la gauche, momentanément écartée si elle sait éviter les règlements de compte et rassembler ses forces, comme pour la droite désormais forte de son champion, une gauche et une droite « de gouvernement » qui croyaient pouvoir s'affronter comme si de rien n'était, l'enjeu est bien là, celui de la cohésion du pays, donc de l'intégration.

Et maintenant ? Jacques Chirac va se succéder à lui-même. Ainsi le président qui suscite la plus faible adhésion de toute l'histoire de la Cinquième République, celui qui pendant sept ans a présidé à l'affaiblissement de la fonction présidentielle, sera le président le mieux élu de notre longue histoire politique. Ayant fait sa propre campagne, ainsi consciencieusement que celle de Jean-Marie Le Pen, en martelant le thème de l'insécurité, Jacques Chirac est face à un choix capital. Il peut faire comme les siens, au soir du premier tour, qui ont rivalisé dans la surenchère droitière et sécuritaire, au risque une fois de plus de permettre à Le Pen d'expliquer que « *l'original* » vaut mieux que la copie, et d'entretenir ainsi le courant et toutes les dérives. Il peut aussi choisir de restaurer sa fonction, et son propre crédit.

Dans ses premières paroles, il s'est placé au-delà de son camp. Au-dessus des calculs politiques. Comme s'il était désormais conscient qu'il lui reviendra de représenter la droite et la gauche. Son histoire personnelle était jusqu'à présent celle d'une carrière politique, avec des moyens que la morale publique réprouve. Le voilà qui soudain tutoie l'histoire. Et peut enfin jouer le rôle dont il a rêvé : être président d'une République qu'il faut réformer, pour la faire de nouveau aimer. C'est ce que nous souhaitons. Pour que ce beau pays qu'est la France, avec toutes les couleurs qui l'habitent et qui forgent déjà son avenir, garde le cap de la raison et du progrès.

J.-M. C.

Victoire de l'insécurité PAR SERGUEI



Le chaudron du Proche-Orient

Suite de la première page

A chaque fois l'idée se répandait que, comme nous l'a dit un jour Golda Meïr, « *l'expérience qu'ils venaient de subir constituerait pour eux un choc suffisant* ».

On en est toujours là, après la rupture de ce « *processus d'Oslo* » qui avait suscité tant d'espoir : ce que Sharon, et beaucoup de ses compatriotes avec lui, recherchent aujourd'hui, c'est manifestement une victoire assez retentissante pour que personne ne puisse s'aviser de la remettre en question. A voir la façon dont il a dit, dans un récent entretien avec *l'Express*, que s'il avait été en charge de la guerre d'Algérie il l'aurait gagnée, on voit bien ce qu'il a en tête : une guerre coloniale. Mais nous ne sommes plus au temps des Kitchener ou des Gallieni. Ce n'est pas par hasard qu'il n'y a plus de guerres coloniales dans le monde d'aujourd'hui, que la Russie peine tant à soumettre les Tchétchènes, la Chine les Tibétains et les musulmans du Xinjiang. Pas par hasard non plus que nous assistons en France, essentiellement parmi des jeunes d'origine maghrébine, à une série de manifestations d'antisémitisme. Chacun sent bien que le risque existe que des membres des deux communautés en viennent tôt ou tard aux mains.

Il y aurait plus d'un demi-milliard de musulmans, dont pas loin de 200 millions d'Arabes, de par le mon-

de, et leur taux de fécondité est très supérieur à celui des juifs : on ne peut attendre d'eux qu'ils applaudissent un homme comme Sharon, qui ne songe à leurs yeux qu'à les humilier. La conférence qui a récemment réuni à Kuala Lumpur les ministres des affaires étrangères des 57 Etats islamiques a rejeté, avec l'abstention des seules Malaisie et Bosnie, « *toute tentative de lier le terrorisme à l'action du peuple palestinien dans l'exercice de son droit inaliénable à établir son Etat indépendant avec Jérusalem comme capitale.* » Le prince héritier Abdallah d'Arabie saoudite a dit à Colin Powell, lors de leur récente rencontre à Rabat, où la moitié de la population a manifesté contre les actions de Tsahal en Cisjordanie, que le prestige et la crédibilité de l'Amérique dans la région étaient en train de s'effondrer. L'ambassadeur à Londres de la même Arabie saoudite a publié en première page d'*Al Hayat*, le principal journal de la diaspora arabe, un hommage poétique à une jeune « *martyre* ».

Du coup, le secrétaire d'Etat américain a reconnu devant la presse que « *le chaudron était près de déborder* », et que les Israéliens devaient admettre, quelle que soit la justification de leur offensive, que leur situation stratégique commençait à en être affectée, de même, a-t-il ajouté, que celle des Etats-Unis. La Maison Blanche ne peut pas ne pas se soucier de l'impact d'une radicalisation de ses amis arabes tant sur le marché pétrolier que sur ses projets d'opérations contre l'Irak de Saddam Hussein.

Ariel Sharon, il est vrai, n'est pas entièrement libre de ses mouve-

ments. L'élection du premier ministre au suffrage universel, qu'Israël est seul à pratiquer, soumet en permanence ses gouvernements à la tyrannie des sondages, et Benjamin Nétanyahou, son rival du Likoud (la droite), ne se prive pas de dénoncer les faiblesses d'un tenant du titre dont il brigue ouvertement la succession.

Yasser Arafat, qui paraissait, de son côté, abandonné par ses troupes et complètement découragé, fait maintenant figure de héros, et n'a guère esquissé de geste pour appuyer l'effort de détente de Colin Powell. Reste que le premier ministre israélien a tout de même pris une lourde responsabilité en n'apportant pas d'autre réponse aux propositions de négociation, formulées unanimement par le sommet arabe de Beyrouth, que d'envoyer ses troupes nettoyer la Cisjordanie. Et si l'on comprend à la rigueur qu'il ait interdit à Arafat de se rendre à cette conférence, on ne voit pas ce qu'il a gagné, sinon d'indisposer les dirigeants de l'Union européenne, en interdisant à leurs représentants d'aller s'entretenir avec le « *raïs* » palestinien.

« SHARON GRANDIT ARAFAT »

La visible vérité, c'est que non seulement il n'a aucune confiance dans le président de l'Autorité palestinienne, mais qu'il lui hait, et que s'il ne tenait qu'à lui il y a longtemps qu'il l'aurait éliminé. Comme les Américains ne le laissent pas faire, il cherche à tout prix à empêcher tout ce qui pourrait étayer son... autorité. Mais le résultat est à l'exact opposé. Comme l'a écrit Nicholas Kristof dans

le *New York Times*, « *Sharon grandit Arafat... Il a changé un dictateur vacillant en héros et a semé la discordance entre Israël et son plus grand allié* ». Même jugement pour le *Washington Post* : ce qu'il a obtenu « *est à l'opposé de ce qu'il espérait... sa brutale offensive n'a pas eu raison des kamikazes, elle risque d'accroître encore le sang versé* ». A part le *Wall Street Journal*, qui ne cesse de prêcher la fermeté tous azimuts, la presse américaine se montre d'ailleurs dans son ensemble de plus en plus réservée à l'égard de Sharon. Il ne manque pas de journaux ni d'hommes politiques à Jérusalem pour dire la même chose.

George W. Bush s'est certes gardé jusqu'à présent de marcher sur les traces de son père ou de Ronald Reagan, qui n'avaient pas hésité à forcer assez brutalement la main des dirigeants de Jérusalem, mais enfin il est sorti de la réserve qu'il avait jusqu'à présent observée vis-à-vis du Proche-Orient, et s'est prononcé sans ambiguïté en faveur de la création d'un Etat palestinien, ce à quoi aucun de ses prédécesseurs n'avait jamais songé.

Tôt ou tard, Sharon devra faire ce que ses protecteurs américains lui disent : évacuer les zones occupées par son armée, ordonner un cessez-le-feu, accepter le principe d'un Etat palestinien et reprendre les négociations avec l'Autorité palestinienne au point où, il y a deux ans, elles avaient bien failli aboutir. Restera à Arafat, cette fois, à ne pas faire la fine bouche, en s'imaginant qu'à force il pourrait obtenir mieux...

André Fontaine

Le Monde
ÉDITORIAL

L'Europe des extrêmes

L'EUROPE, à la fin des années 1990, était majoritairement social-démocrate. L'Union européenne était alors tout occupée à trouver l'équilibre le plus juste entre les nécessités de la production des richesses et l'impératif de leur redistribution. Elle s'affairait à défendre un « *modèle social européen* » compatible avec les exigences d'une globalisation économique dont ses quinze membres figuraient – et figurent toujours – parmi les principaux bénéficiaires. Elle faisait l'euro, au lendemain de la chute du mur de Berlin ; elle préparait l'arrivée dans ses rangs des pays d'Europe centrale et orientale que l'URSS avait coupés de leur milieu naturel. Dans toutes ces tâches, l'Europe social-démocrate n'a pas failli – et cela devrait pouvoir consoler un tantinet Lionel Jospin.

L'Europe vire aujourd'hui à droite, et, dans ce mouvement, la France, tristement exceptionnellement, devance tous les autres puisque, pour la première fois, le candidat de l'extrême droite est présent au second tour de l'élection présidentielle. Il y a quelques années déjà que le tournant est pris. Les sociaux-démocrates ont perdu en Italie, en Espagne, en Autriche, au Danemark, notamment. A Berlin, le chancelier Gerhard Schröder, le patron du SPD, n'est pas en bonne position ; il n'y a guère, pour les grands pays, que la Grande-Bretagne pour rester néotravailleuse, mais le cocktail blairiste fleurit plus le centre que la gauche.

On ne trouverait rien à redire à ce mouvement d'alternance politique au sein de l'Union s'il ne s'accompagnait d'une percée parallèle inquiétante de l'extrême-droite. C'est le FPÖ en Autriche, le Vlaams Blok en Belgique, la Ligue

du Nord en Italie, le Parti du peuple au Danemark, le Parti de la Vérité et de la Vie en Hongrie, le parti dit Schill en Allemagne, la liste Pim Fortuyn aux Pays-Bas. Et, bien sûr, Le Pen et Mégret dans une France qui paraît moins que jamais en position de donner des leçons aux autres, en dépit de sa propension naturelle à le faire... Les situations ne sont pas les mêmes d'un pays à l'autre, et le mouvement n'est pas uniforme. L'extrême droite aurait plutôt tendance à refluer en Allemagne et en Autriche. Et si les formations populistes et nationalistes se font entendre dans toute l'Europe de l'Est, l'extrême droite hongroise, par exemple, n'a pas réalisé de percée, au contraire, dimanche 21 avril, lors du deuxième tour des élections générales, remportées par la gauche.

Du sentiment de l'impuissance de l'Etat face à une redistribution des pouvoirs au profit des institutions européennes, face à la globalisation économique et financière également, à la perception assez commune d'une montée de la criminalité, les explications avancées sont multiples pour rendre compte de cette défaite de la social-démocratie. Mais il y a un thème commun qui paraît dominer : l'immigration. Partout, l'Europe prend de plein fouet une vague migratoire venue du Sud. Elle oblige à repenser le vieux Etat-providence, elle met à mal la cohésion de certaines collectivités, elle charrie nombre de peurs et de fantasmes. Elle pose un défi principal, qui doit être abordé sans angélisme ni simplisme : celui de l'intégration. L'extrême droite n'y apporte pas de solutions, ou alors inacceptables. A la social-démocratie de réinventer, vite, un modèle d'intégration.

Le Monde

Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani
Directoire : Jean-Marie Colombani ; Dominique Alduy, directeur général ; Noël-Jean Bergeroux.

Directeurs généraux adjoints : Edwy Plenel, René Gabriel
Secrétaire général du directoire : Pierre-Yves Romain

Directeur de la rédaction : Edwy Plenel

Directeurs adjoints : Thomas Ferenczi, Pierre Georges, Jean-Yves Lhomet

Secrétaire général : Olivier Biffaud ; déléguée générale : Claire Blandin
Directeur artistique : François Lichon
Chef d'édition : Christian Massol ; chef de production : Jean-Marc Houssard
Rédacteur en chef technique : Eric Azan ; directeur informatique : José Bolufer

Rédaction en chef centrale :

Alain Deboue, Eric Fottorino, Alain Frachon, Laurent Greilsamer, Michel Kajman, Eric Le Boucher, Bertrand Le Gendre

Rédaction en chef :

François Bonnet (*International*) ; Anne-Line Roccati (*France*) ; Anne Chemin (*Société*) ; Jean-Louis Andréani (*Régions*) ; Laurent Mauduit (*Entreprises*) ; Jacques Buob (*Aujourd'hui*) ; Franck Nouchi (*Culture*) ; Josyane Savigneau (*Le Monde des Livres*) ; Serge Marti (*Le Monde Economie*)

Médiateur : Robert Solé

Directrice des projets éditoriaux : Dominique Roynette
Directeur exécutif : Eric Pialoux ; directrice de la coordination des publications : Anne Chaussebourg
Directeur des relations internationales : Daniel Vernet

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Michel Noblecourt, vice-président

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)

Le Monde est édité par la Société Editrice du Monde (SAS)

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 15 décembre 2000. Capital social : 145 473 550 €. Actionnaires directs et indirects : Le Monde SA, Le Monde et Partenaires Associés, Société des Rédacteurs du Monde, Société des Cadres du Monde, Société des Employés du Monde, Fonds commun de placement des personnels du Monde, Association Hubert-Beuve-Méry, Société des Lecteurs du Monde, Le Monde Entreprises, Le Monde Europe, Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, Le Monde Prévoyance, Claude-Bernard Participations, Société des Personnels du Monde.

www.lemonde.fr édité par Le Monde Interactif.

Président du conseil d'administration : Jean-Marie Colombani. Directeur général : Bruno Patino



Israël – Palestine LA MÉCANIQUE DE LA HAINE

EN KIOSQUE CHAQUE JEUDI, 3 €

Le Monde est édité par la Société Editrice du Monde (SAS). La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437
ISSN 0395-2037



Imprimerie du Monde
12, rue Maurice-Gunsbourg
94852 Ivry cedex



Le Monde
Président-directeur général : Dominique Alduy
Directeur général : Stéphane Corre
21 bis, rue Claude-Bernard - BP218
75226 PARIS CEDEX 05
Tél : 01-42-17-39-00 - Fax : 01-42-17-39-26

PRINTED IN FRANCE

INTERNATIONAL

PROCHE-ORIENT

L'Autorité palestinienne n'est-elle plus qu'un souvenir ? La bande de **GAZA** et **JÉRICO** sont les deux derniers îlots où semblent encore exister des vestiges de ce qui fut le **GOUVENEMENT AUTONOME** de Yas-

ser Arafat, le chef palestinien retenu **PRISONNIER** de facto à **RAMALLAH**, en Cisjordanie. Mais ses proches collaborateurs reconnaissent que presque plus rien n'y fonctionne. A Gaza, les **DESTRUCTIONS** opérées par l'aviation israélienne en

REPRÉSAILLES après les attentats-suicides en Israël font oublier que ce territoire fut l'un des tout premiers espaces de **SOUVERAINETÉ** accordé aux Palestiniens. La popula-

tion, elle, se prépare à une **INVASION** israélienne. Pour **NABIL CHAATH**, ministre palestinien de la coopération internationale, le retrait des territoires réoccupés annoncé par Tsahal doit être vérifié.

Israël est en passe de venir à bout de l'Autorité palestinienne

Le gouvernement de Yasser Arafat éprouve une difficulté croissante à exister sous les coups de Tsahal. A Ramallah, où le chef palestinien est confiné depuis le 3 décembre 2001, une alerte quant à un éventuel assaut de l'armée israélienne a tenu les « internationaux » en haleine pendant tout le week-end

GAZA

de notre envoyé spécial
« C'est fini ! Il n'y a plus d'Autorité palestinienne ! » Dans son grand bureau avec vue sur la mer, au cinquième étage d'un bâtiment ultramoderne du centre de Gaza-ville, Freih Abou Miden, ministre de la justice de cette Autorité qui en a de moins en moins, fulmine. Costume gris, cravate assortie, ce modéré poursuit, d'une voix lasse, son énoncé du désastre. « Dès le début de l'Intifada, j'ai été l'un de ceux qui ont dit : "Ne militons pas le soulèvement. Manifestons de manière pacifique." Je n'ai pas été écouté. Nous sommes tombés dans le piège tendu par Sharon. Mais aujourd'hui, j'ai cessé de songer à la paix. Car l'extrémisme à l'œuvre chez nous renvoie, dans un jeu de miroirs, à l'autre extrémisme, celui des Israéliens. Il va falloir deux générations pour réparer tout ça. »

Gaza est, avec Jéricho, en Cisjordanie, l'ultime îlot de cette « autonomie » palestinienne. C'est ici qu'en 1994, au lendemain des accords d'Oslo, que tout a commencé. Quand Yasser Arafat est rentré au pays. Et que ces deux villes sont devenues les premiers espaces de souveraineté. Et c'est ici, redoutent beaucoup d'habitants de Gaza, que tout risque de se terminer en cas d'invasion israélienne. « Si je suis

venu au bureau, ce matin, c'est parce que j'avais rendez-vous avec vous ! », sourit le ministre. « Je n'ai plus rien à faire. Les Israéliens ont bombardé les laboratoires de médecine légale, j'ai libéré les prisonniers, les trafiquants de drogue. Comment voulez-vous, que dans cette bande de Gaza coupée en trois par l'armée, autour des colonies juives, qu'un juge, un procureur, un avocat habitant au sud puissent siéger au nord ? »

« UN MONDE OBSESSIONNEL »

Les destructions sont visibles partout. Depuis des mois, régulièrement, hélicoptères et avions israéliens ont pilonné la ville. Chaque attentat-suicide ou attaque de commandos a provoqué une riposte de l'Etat juif. Le complexe de Yasser Arafat, le long de la plage, est en ruines. Dans le centre, l'immense espace jadis attribué aux différents bâtiments de la police, de l'académie militaire, des centres d'entraînement, n'est plus qu'un mille-feuille de béton plié par les missiles tirés en décembre 2001. Le président de la Banque mondiale, James Wolfensohn, a estimé, dans un entretien au *Herald Tribune* que les opérations israéliennes ont privé l'Autorité palestinienne de la moitié de ses revenus et fait pour « 600 millions de dollars de dégâts matériels ». A Gaza comme en Cisjordanie.

« L'Autorité palestinienne, dans l'esprit des gens d'ici, c'était le symbole, l'ébauche d'un Etat souverain, d'une entité politique. Cette impression subsiste. En réalité, c'est exactement le contraire : le gouvernement ne fonctionne plus. C'est pourquoi la lutte va continuer, se durcir même. » Ziad Abou Amr, chef du comité

ble, s'ils déportent Arafat, ce sera la fin de l'Autorité et la mort d'un symbole. »

A Gaza, on se prépare donc à une éventuelle réoccupation israélienne. Même si on voit mal pourquoi, dans un futur proche, Ariel Sharon irait se risquer à une pareille opération, sans doute coûteuse en hom-

d'ailleurs pas une journée ou une nuit sans attaques de Palestiniens sur la « frontière », et sans répliques israéliennes, avec des morts de part et d'autre. Par rapport à la Cisjordanie, Gaza a beau faire figure d'oasis, la paix n'est que très relative.

« SITUATION D'URGENCE »

Ailleurs en ville, le ministre des postes et télécommunications, Imad Falouji, assure pourtant continuer à travailler, presque « comme avant » : il dit être en contact, de manière régulière avec l'entourage de Yasser Arafat, prisonnier dans son complexe de la Mouqata'a, à Ramallah. Dans un autre monde. « C'est vrai qu'il est difficile de travailler. Tout fonctionne au ralenti. Mais, en tant que ministre, je suis là, au bureau, gérant les affaires courantes. Il y a douze ministres et l'on se réunit régulièrement. Mais tout est devenu très compliqué. Les pièces détachées n'arrivent plus en raison du blocus imposé par "l'autre côté". Et nous n'avons plus aucun lien avec les Israéliens, ce qui pose évidemment de gros problèmes. On vit dans une situation d'urgence, à tous les niveaux. » Il ajoute : « Vu les circonstances, il est remarquable que le taux de criminalité ne se soit pas envolé. En fait, c'est tout le contraire qui se passe : les Palestiniens font preuve,

en période de crise, d'un civisme extraordinaire ! »

Ailleurs encore, dans un bel appartement rafraîchi par la brise qui souffle de la Méditerranée, un haut fonctionnaire du ministère de la coopération internationale – équivalent d'un ministère des affaires étrangères – n'a pas de mots trop définitifs pour décrire une « Autorité palestinienne qui n'existe plus ».

Responsable du département Asie-Pacifique, ce vieux militant du FDLP, l'un des composantes de l'Organisation de libération de la Palestine, estime que « normalement, ce devrait être le chaos. Mais ce n'est pas le cas. On n'a plus de police, plus de forces de sécurité. Il ne reste qu'un semblant d'administration. D'ailleurs, rien n'a jamais vraiment fonctionné. A part le ministère de la santé et de l'éducation, et ce, pour d'évidentes raisons. Moi, je travaille dans un bureau où le téléphone marche mal, où l'Internet est coupé. J'ai quinze personnes sous mes ordres. Je leur ai donné congé. » Pour lui, l'avenir dessine les contours imprévisibles d'un conflit sans fin. Il pense que la question n'est pas de savoir si les chars israéliens réoccuperont Gaza. La seule certitude, c'est la date de l'invasion.

Bruno Philip

A Gaza : « Ici, tout le monde prendra les armes »

GAZA

de notre envoyé spécial

A Gaza, on se prépare au pire. Certains pensent qu'une invasion de l'armée israélienne est inéluctable. D'autres l'estiment simplement probable, voire seulement possible. Mais tout le monde s'y prépare plus ou moins. La ville est sur le pied de guerre. Pas tant en raison d'un déploiement de forces armées ou de police : celles-ci n'occupent plus leurs casernes, soit parce qu'elles ont déjà été bombardées, soit parce qu'elles risquent de l'être.

« En cas d'invasion », explique le directeur général adjoint de la police, Mahmoud Asfour, qui reçoit en civil, dans une maison anonyme où il a fait déplacer son bureau, « ordre a été donné aux policiers de rentrer chez eux, de quitter leurs uniformes et de rendre les armes aux forces d'occupation. Il n'y a pas de préparation officielle à une éventuelle invasion ». L'activisme est donc à chercher du côté des militants, pas des « militaires ». C'est-à-dire de tous ces hommes en armes, issus de ce foisonnement de groupes, qu'ils soient du Hamas (islamiste), du Fatah (le parti de Yasser Arafat) ou d'autres composantes de l'OLP.

Dans le camp de réfugiés de Jabaliya (près de 100 000 personnes), dès le soir venu, des Jeep patrouillent les rues. Partout en ville, de hautes barrières de sacs de sable et de pierres ont été dressées dans les rues. La nuit, les activistes les « truffent » parfois d'explosifs, retirés dès le matin pour éviter des « accidents ».

C'est une maison du centre-ville. L'homme est en civil, attablé devant l'inévitable tasse de café. Sur la table, un sac en plastique. Dans le sac, une cartouche avec quatre grenades quadrillées. Dans une pièce, à côté, un gros cylindre de métal : « C'est une mine antichar, explique l'homme. Tous les soirs, on la place en ville dans un endroit différent. » Près de la porte, une mine antipersonnel traîne, vaguement camouflée dans un sac. « Nous nous sommes organisés dans toute la ville. Il y a un "point zéro" où, en cas d'invasion, tous les combattants se réuniront pour recevoir des armes. Tous les 100 mètres, on installera des explosifs. Nous avons le feu vert de l'Autorité palestinienne, mais, sur le terrain, nous sommes livrés à nous-mêmes. On fait ce qu'on veut. »

« NOUS MOURRONS DEBOUT »

Selon l'homme et ses camarades, une invasion israélienne dans Gaza reléguera les combats de Jénine et de Naplouse au rang d'aimable partie de campagne. « A Gaza, soutient le militant, il n'y a plus de civils. Le jour où les Israéliens arriveront, tout le monde prendra les armes. Moi-même, parce que je sais que nous finirons par perdre, mais seulement au terme d'une résistance acharnée, j'ai décidé de me suicider avec toute ma famille. Nous irons mourir dans les rues avec nos ceintures remplies d'explosifs, mais nous mourrons debout. »

B. P.

D'autres « internationaux » ont rejoint le QG de M. Arafat

DIMANCHE matin 21 avril, l'alerte était grande au sein du groupe d'« internationaux », membres de la Campagne civile de protection du peuple palestinien, qui se sont portés volontaires pour servir de « bouclier humain » au président Arafat et à son entourage, assiégés par l'armée israélienne à Ramallah. Ils affirmaient avoir des informations de source sûre, renforcées, disaient-ils, par un article du quotidien israélien *Haaretz*, selon lequel l'armée israélienne allait donner l'assaut aux bâtiments.

« Ils vont profiter de la diversion que constitue l'évacuation de la ville de Ramallah et des autres villes » pour le faire, prévoyait Neta Golan, la jeune Israélienne qui fait partie du groupe. Pour elle, comme pour ses camarades, ce n'était pas un hasard si les autorités israéliennes avaient soudain autorisé le consul général de France à Jérusalem, Denis Piéton, à se rendre auprès d'eux. Israël estime pouvoir ainsi persuader le groupe de sortir de la Mouqata'a, estimait-elle.

De fait, après avoir refusé plu-

sieurs demandes de visite du diplomate français – fût-ce pour exercer le droit d'accès consulaire à ses concitoyens –, les autorités israéliennes avaient averti M. Piéton, samedi, qu'il pourrait se rendre le lendemain à la Mouqata'a.

DU BAUME AU CŒUR

Pour François Weiser, professeur d'histoire-géographie dans le Nord-Pas-de-Calais, joint en début de soirée, le permis de visite accordé à M. Piéton – qui a brièvement rencontré M. Arafat – était une manière pour Israël de « proposer une porte de sortie ». Mais le groupe, dit-il, a fait preuve d'une grande « maturité politique et d'autonomie de pensée », chacun et tous, « même ceux qui envisageaient de partir bientôt », ayant refusé de sortir.

La visite du diplomate a apporté du baume au cœur du groupe, mais c'est un développement inattendu, survenu dans l'après-midi, qui a fait remonter le moral en flèche. Une vingtaine de membres de l'association International Solidarity Movement ont en effet profité de la levée

du couvre-feu et du retrait de l'armée israélienne de la ville même de Ramallah pour se rapprocher du complexe présidentiel. Là, grâce à une habile diversion, une douzaine d'entre eux ont réussi à tromper la vigilance des soldats de Tsahal et à entrer dans la Mouqata'a, « malgré des tirs de dissuasion dirigés vers le sol et des jets de grenades assourdissantes. Les nouveaux venus sont pour la plupart américains ; les autres sont de nationalité australienne, belge, danoise, suisse et française ».

A Paris, dans un communiqué publié dimanche, la France a « mis en garde contre toute action de force menée contre le siège de l'Autorité palestinienne à Ramallah, qui pourrait mettre en danger la sécurité physique du président Arafat et des personnes présentes sur les lieux ». La veille, l'Union européenne en avait fait de même et avait demandé « instamment » qu'il soit « immédiatement permis » aux organisations non gouvernementales « l'accès aux populations palestiniennes ».

M. Na.

Nabil Chaath, ministre palestinien de la coopération internationale

« Nous voulons une force de protection pour éviter un nouveau Jénine »

L'armée israélienne devait avoir achevé son retrait des territoires autonomes réoccupés dimanche 21 avril, à l'exception de deux zones : le complexe présidentiel de Ramallah et l'église de la Nativité à Bethléem...

Le retrait israélien doit absolument être effectif. Ce à quoi on assiste, à l'heure actuelle, est un simili-retrait, puisque les forces israéliennes restent aux portes des zones évacuées et reviennent quand bon leur semble, comme cela a déjà été le cas à Kalkilya, Tul-

karem et dans plusieurs localités et villages.

Israël exige que lui soient livrés les meurtriers du ministre du tourisme, Rehavam Zeevi [assassiné en octobre 2001] pour lever le siège du complexe de Ramallah...

C'est nous qui les avons arrêtés et transférés de Naplouse à Ramallah, à la demande des Israéliens eux-mêmes et en vertu d'un accord passé entre Ariel Sharon, Abou Mazen [Mahmoud Abbas, numéro deux de l'OLP] et Abou Alaa

[Ahmed Qoreï, président du Conseil législatif palestinien]. Ce sont les Israéliens qui ont insisté pour que nous les transférions et pour que cela se fasse sous supervision américaine. Nous les avons transférés dans un véhicule américain, portant le fanion des Etats-Unis et accompagné d'un véhicule de l'ONU et d'un autre de l'Union européenne. Si Israël n'en avait pas été d'accord, nous n'aurions pu le faire puisque nous requérons un sauf-conduit pour passer d'une ville à une autre. La condition posée par Ariel Sharon à la liberté de mouvement du président Arafat – liberté toute fictive d'ailleurs – était leur arrestation et leur traduction en justice, et non leur extradition en Israël.

Et puis, l'accord sur la coopération judiciaire que nous avons conclu avec Israël et que j'ai moi-même signé, pour la partie palestinienne, lors d'une réunion au Caire, ne prévoit en aucune manière l'extradition des Palestiniens arrêtés. Lorsque les Israéliens disent aujourd'hui que leur extradition est le préalable à la levée du siège de Ramallah, ils contreviennent



aux accords. Les Etats-Unis doivent assumer leur responsabilité. C'est à se demander si le président Bush est mal informé ! Qui plus est, de quel droit les Israéliens peuvent-ils poser des conditions à une résolution des Nations unies [la résolution 1402, adoptée le 30 mars, qui appelle au « retrait des troupes israéliennes des villes palestiniennes, y compris Ramallah » et demande aux deux parties d'appliquer immédiatement une « trêve significative »].

Nous sommes disposés à accep-

ter la participation de toute partie étrangère au procès, mais une fois qu'Israël se sera retiré. Jusqu'à ce que l'affaire du complexe présidentiel de Ramallah soit réglée, la vie du président Arafat est en danger : il demeure sous la menace d'Israël.

Israël exige la reddition des assiégés de l'église de la Nativité à Bethléem...

Il y a environ deux cents assiégés dans l'église de la Nativité. Ils y sont entrés avec l'accord des autorités religieuses, conformément au droit d'asile. Ils étaient tous sur la place de la Nativité au moment de l'offensive israélienne, c'est-à-dire qu'ils n'étaient pas barricadés là depuis des jours et des semaines. Parmi eux, il y a beaucoup de civils. Israël n'a pas le droit de les considérer comme des otages, ni de réclamer leur exil à tout jamais, comme si lui-même était appelé à demeurer à Bethléem à tout jamais. Nous sommes disposés à négocier en présence de toute partie étrangère, mais, en attendant, il faut que leur soient livrés de l'eau, des vivres et des médicaments.

Mais je voudrais parler de Jénine. C'est notre Srebrenica. Il a fallu

six jours à Israël pour y exécuter une tuerie. Pendant six autres jours, ils n'ont laissé absolument personne entrer dans la zone, et, les quatre jours suivants, ils ont autorisé un accès limité. En dix jours, ils ont donc pris le temps de faire le ménage. Ils n'ont pas laissé les gens qui ont réussi à partir se regrouper et ils les ont dispersés dans plusieurs villages. Cette dispersion vise à empêcher un recensement précis des absents.

Vous allez participer à la conférence euroméditerranéenne de Valence, lundi et mardi. Qu'attendez-vous des Européens ?

Nous demandons aux Européens d'adopter une position claire, de refuser toutes les conditions posées par Israël, tous ses mensonges concernant le retrait de ses forces, et nous voulons une force de protection pour empêcher un nouveau Jénine. C'est lorsque ces deux mesures auront été prises que l'on pourra parler de cessez-le-feu, de conférence internationale ou d'autre chose.

Propos recueillis par Mouna Naïm

INSTITUT D'ETUDES POLITIQUES DE PARIS
L'atout indispensable pour une carrière internationale
MBA
SCIENCES PO

- Un programme bilingue intensif sur 9 mois, allié à la tradition culturelle de Sciences Po.
- Un corps professoral de notoriété internationale.
- Un diplôme accrédité AMBA.

Réunion d'information le jeudi 16 mai 2002 à 18h30 dans nos locaux
Contact : Secrétariat du Pr. Jean-Jacques Rosa

174, Bd Saint-Germain 75006 PARIS - Tél. : 01 45 44 87 43 - Fax : 01 45 44 88 92
Website : http://mba.sciences-po.fr - E-Mail : mba@sciences-po.fr

En Saxe-Anhalt, Gerhard Schröder subit un sévère revers électoral

La CDU voit dans ce résultat l'annonce d'une défaite du SPD aux élections législatives de septembre

BERLIN

de notre correspondant

Les sociaux-démocrates du SPD ont subi, dimanche 21 avril, une cuisante défaite lors de l'élection régionale du Land de Saxe-Anhalt. Ce mauvais résultat du SPD était certes probable – et d'ailleurs prévu par tous les instituts de sondage. Mais la déroute, elle, ne l'était pas. Or c'est bien d'une déroute qu'il s'agit : avec quelque 20 % des voix (les résultats définitifs n'étaient pas encore connus dimanche soir), le SPD a perdu près de la moitié des suffrages obtenus en 1998, lors de l'élection précédente. Parallèlement, les chrétiens-démocrates de la CDU obtiennent plus de 37 % des voix ; quatre ans plus tôt, frappés par le discrédit d'un parti empêtré dans une affaire de financement douteux comme par la lassitude suscitée par le règne trop long du chancelier Helmut Kohl, la CDU n'avait obtenu que 22 % des voix.

Les libéraux du FDP font, quant à eux, un retour remarqué en rassemblant près de 13 % des suffrages. Lors de l'élection précédente, ils n'avaient pas réussi à dépasser la barre des 5 %, seuil obligatoire

pour être représenté au Landtag (Parlement régional). Très logiquement le gouvernement de Saxe-Anhalt devrait être gouverné par une coalition CDU-FDP dirigée par le chef local de la CDU, Wolfgang Böhmer, gynécologue-obstétricien de 66 ans rallié aux chrétiens-démocrates après la réunification allemande, en 1990. M. Böhmer a pris cependant garde de ne pas annoncer qu'il formerait une coalition avec le FDP, laissant la porte ouverte à toutes les spéculations.

Le SPD qui, déjà minoritaire, gouvernait à Magdebourg avec la neutralité bienveillante des néocommunistes du PDS, est quant à lui repoussé dans l'opposition. Dès dimanche soir, le ministre-président SPD sortant, Reinhard Höppner, a annoncé qu'il quittait la vie politique.

Cette cuisine locale dans un Land de l'Est marqué par le plus fort taux de chômage de toute l'Allemagne, et où les néocommunistes du PDS disposent d'un socle électoral stable de quelque 20 % des suffrages, n'explique pas seul l'intérêt porté à l'élection de Saxe-Anhalt. Dernier scrutin régional

avant les élections législatives du 22 septembre, la consultation en Saxe-Anhalt a été vécue comme un test de ce qui pourrait se produire dans cinq mois à l'échelon national. Les ténors des deux grands partis, à commencer par le chancelier Gerhard Schröder et le candidat de la droite à la chancellerie, Edmund Stoiber, n'avaient d'ailleurs pas ménagé leur peine en participant activement à la campagne.

PERCÉE DU FDP

Comme de bien entendu, la CDU a vu dans les résultats de dimanche la préfiguration de la défaite du chancelier Schröder, l'indice que l'électorat, fatigué de la coalition SPD-Verts, était prêt à donner la victoire à une solution alternative. Angela Merkel, présidente de la CDU, s'est ainsi « réjouie » du « formidable résultat » du scrutin, estimant qu'il s'agissait d'une « claire mise en cause de Gerhard Schröder qui avait fait de la politique envers l'ex-RDA son affaire personnelle ».

Même analyse du côté du FDP, qui a vu dans sa vigoureuse percée de Saxe-Anhalt les prémices d'une

progression similaire au niveau de toute l'Allemagne. C'est d'ailleurs, depuis des mois, le thème essentiel de la campagne du FDP qui, sans sectarisme ni conviction rigide, n'a d'abord pas exclu, pour gouverner le pays, de s'allier au SPD et envisage maintenant plutôt une coalition avec la CDU.

Dès dimanche soir, par la voix de son secrétaire national, Franz Müntefering, le SPD a admis sa défaite, l'attribuant notamment au taux d'abstention qui a dépassé les 50 %.

L'élection de Saxe-Anhalt a pour premier résultat d'offrir à la droite la majorité du Bundesrat, chambre des Etats qui examine, vote ou rejette toutes les lois votées par le Bundestag. Récemment encore, le Bundesrat n'avait voté que de justesse la nouvelle loi sur l'immigration proposée par le gouvernement. Avec la majorité d'aujourd'hui, la loi aurait été repoussée. Si, demain, M. Schröder devait être réélu chancelier, il devrait compter avec un Bundesrat d'opposition, ce qui ne lui faciliterait pas la tâche...

Georges Marion

La Hongrie rejette le populisme de Viktor Orban et se tourne vers la gauche pour entrer dans l'Union européenne

BUDAPEST

de notre envoyé spécial

Confirmant les résultats du premier tour des élections législatives, les Hongrois ont renvoyé dans l'opposition, dimanche 21 avril, le jeune premier ministre conservateur, Viktor Orban, au pouvoir depuis 1998, lui préférant le socialiste Peter Medgyessy, allié au centre-gauche. Lors du deuxième tour, la coalition des socialistes (MSZP) et des libéraux de l'Alliance des démocrates libres (SZDSZ) est sortie gagnante avec un score de 51,3 % face aux conservateurs de Fidesz, qui ont obtenu 48,7 % des voix.

La défaite de M. Orban, dont les discours nationalistes avaient suscité ces derniers mois des tensions avec les voisins de la Hongrie, marque un coup d'arrêt à un glissement populiste qui, à la veille de l'élargissement de l'Union européenne, inquiétait de la part du meilleur élève de la transition post-communiste en Europe centrale et orientale. Au premier tour, les électeurs avaient déjà écarté du Parlement le Parti de la justice et de la vie du leader d'extrême droite, Istvan Csurka (MIEP), qui n'avait pu franchir la barre des 5 %.

La forte participation (73 %) a témoigné de l'importance de l'enjeu pour les électeurs. La campagne a été la plus houleuse qu'ait connue le pays depuis la chute du communisme. Peter Medgyessy, 59 ans, n'a pas le charisme d'un Viktor Orban, qui se présente volon-

tiers comme le sauveur providentiel de son pays. Spécialiste des finances, c'est un personnage éminent mais réservé. Son parti a obtenu 46,1 % des voix. L'appoint des libéraux, qui totalisent 5,2 % des suffrages, va lui permettre de former le futur gouvernement de coalition. Les deux formations ont remporté un total de 198 sièges contre 188 pour les conservateurs.

Les socialistes sont les héritiers de l'ancien Parti communiste hon-

Le futur premier ministre, Peter Medgyessy, aura une tâche délicate pour ressouder le pays

grois, dont ils ont gardé une bonne partie de l'appareil des années 1980. Peter Medgyessy fut, de 1988 à 1989, vice-premier ministre du gouvernement de Miklos Nemethy, lorsque la Hongrie s'essayaient encore timidement à l'économie de marché. En 1990, après l'effondrement du bloc soviétique, alors que les communistes passent dans l'opposition, Peter Medgyessy part dans le privé, prenant la direction de la filiale hongroise de Paribas. Il

revient au pouvoir en 1996, comme ministre des finances, jusqu'en 1998. Depuis l'avènement de la démocratie, chaque élection a vu un changement de majorité.

Peter Medgyessy va avoir une tâche délicate pour ressouder le pays. La tentation nationaliste de Viktor Orban lui laisse en héritage une société fracturée. Le seul dénominateur commun des Hongrois semble être l'aspiration de faire de la Hongrie et de ses 10 millions d'habitants un pays capable de faire entendre sa voix dans le concert européen. Les négociations d'élargissement, qui doivent s'achever dans les prochains mois pour permettre aux premiers pays candidats d'adhérer à l'Union européenne en 2004, sont entrées dans une phase cruciale.

Les socialistes, qui avaient ouvert la voie à l'intégration dans l'Union par une politique de réforme libérale, devaient avoir avec Bruxelles une relation plus détendue. Ils se sont engagés pendant la campagne à renégocier certaines concessions faites par le gouvernement Orban, notamment concernant la propriété des terres agricoles. Mais leur programme économique est plus adapté à l'adhésion que celui du gouvernement sortant.

Malgré les soutiens dont ils disposaient dans la droite européenne, M. Orban, souvent très critique à l'égard des investissements étrangers, s'était vu reprocher une ges-

tion laxiste des finances publiques. Une autre mission du nouvel exécutif sera le rétablissement de bons rapports avec les pays voisins, surtout avec la Roumanie et la Slovaquie. Le hasard semble jouer en faveur de Peter Medgyessy. Celui-ci a passé une partie de son enfance en Roumanie, où son père avait été, à partir de 1947, conseiller économique à l'ambassade de Hongrie. Les Roumains espèrent qu'il adoptera, sur la question de la minorité hongroise de Roumanie, une attitude plus conforme aux principes de l'Union européenne que M. Orban, qui avait promis à ses membres un statut de « Hongrois de l'extérieur ».

Mirel Bran

Après l'attentat de Djerba, le ministre allemand de l'intérieur se rend en Tunisie pour enquête

SFAX

de notre envoyée spéciale

Le ministre allemand de l'intérieur, Otto Schily, accompagné notamment du directeur adjoint de la police criminelle fédérale, Bernhard Falk, est arrivé, dimanche 21 avril, sur l'île tunisienne de Djerba. L'explosion d'un camion devant la synagogue de la Ghriba, le 11 avril, a fait seize morts et plusieurs dizaines de blessés. Onze touristes allemands figurent parmi les personnes décédées. Aux yeux des autorités allemandes, l'hypothèse d'un accident, défendue dès l'annonce du drame par le gouvernement tunisien, est définitivement « exclue ». Les enquêteurs allemands privilégieraient la piste d'un attentat, fomenté par un groupe islamiste implanté en Europe et lié au réseau Al-Qaïda d'Oussama Ben Laden (lire aussi page 18). M. Schily devait s'entretenir de cette affaire, lundi, à Tunis, avec le président Zine El Abidine Ben Ali.

La presse tunisienne n'a accordé, jusqu'à présent, que peu de place au drame de la Ghriba et encore

moins aux graves incidents survenus à Tunis, dans le quartier de La Marsa, dimanche 14 avril, et à Sfax, deuxième ville du pays, où la principale synagogue du centre-ville a été prise pour cible, par deux fois, lundi 1^{er} et mardi 2 avril. A Tunis, un groupe d'inconnus s'est introduit par effraction à l'intérieur de la synagogue de La Marsa, dont les vitres ont été brisées et les murs recouverts d'inscriptions, a-t-on appris auprès d'habitants du quartier. Des livres de prière ont été saccagés, d'autres volés. Sur ordre des autorités, les traces du saccage ont été effacées.

« JEUNES VOYOUS »

A Sfax, des policiers montent la garde à l'entrée de la grande synagogue, avenue d'Algérie. Des barrières métalliques ont été scellées dans le sol, de même qu'à l'entrée de la deuxième synagogue de Sfax, plus petite, située elle aussi dans le centre-ville. C'est au cours d'une manifestation, organisée le 1^{er} avril, en « solidarité avec le peuple palestinien », par la section

locale de l'Union générale des travailleurs tunisiens (UGTT), que les choses ont dégénéré. Des élèves du lycée technique, voisin de la grande synagogue, se sont joints au cortège syndicaliste. Arrivés devant l'entrée, certains d'entre eux en ont forcé la porte avant de mettre en pièces les livres de prière. Selon des témoins, la police est rapidement intervenue, empêchant les jeunes manifestants de détruire la Torah et de vieux manuscrits en hébreu. Des élèves et un syndicaliste ont été interpellés, puis relâchés.

Le lendemain, 2 avril, un groupe de « jeunes voyous, venus des banlieues », selon un témoin, ont tenté de forcer à nouveau la porte. Ils en ont été empêchés « par la police et des jeunes du quartier ». C'est la première fois, dans l'histoire de la ville, que de tels actes sont commis à l'encontre de la petite communauté juive, qui compte, selon ses responsables, une trentaine de membres.

Catherine Simon

Attentats meurtriers aux Philippines

MANILLE. Trois attentats ayant causé au moins quatorze morts, dimanche 21 avril, dans la ville de General Santos (sud des Philippines), ont été revendiqués par le groupe rebelle musulman d'Abu Sayyaf. Toutes les victimes ont été touchées par une explosion devant un grand magasin de cette ville de l'île de Mindanao, alors qu'une opération conjointe de l'armée philippine, avec un millier de soldats américains, est menée contre Abu Sayyaf, dans l'île de Basilan (extrême sud de l'archipel). Abu Sayyaf est soupçonné par Washington et Manille d'être lié au réseau terroriste Al-Qaïda d'Oussama Ben Laden. Il retient de nombreux otages, dont un couple de missionnaires américains enlevés il y a onze mois à Basilan. – (AFP, AP.)

Imposantes marches en Kabylie

TIZI-OUZOU. L'anniversaire du « printemps berbère », un mouvement destiné à promouvoir la culture et la langue berbères en Algérie, a donné lieu à d'importantes manifestations, samedi 20 avril, en Kabylie. La plus spectaculaire a eu lieu à Tizi-Ouzou (110 kilomètres à l'est d'Alger), où plus de 100 000 personnes se sont rassemblées devant l'université. Quelques heurts se sont produits en fin de parcours, mais la police s'est montrée plutôt discrète. Cette manifestation survenait deux jours après un rassemblement de 10 000 Berbères dans le village d'Agouni Arous (province de Tizi-Ouzou) pour célébrer la mémoire d'un adolescent mort l'an dernier en détention. Le décès de ce jeune avait provoqué de graves troubles en Kabylie, qui ont coûté la vie à une centaine de manifestants. – (AFP, Reuters.)

DÉPÊCHES

■ **ESPAGNE : l'ETA a fait exploser une voiture piégée**, samedi 20 avril, à Getxo, près de Bilbao. La déflagration, qui semblait viser le domicile tout proche de Cosme Delclaux, l'avocat enlevé par l'organisation armée séparatiste en 1997 et remis en liberté après remise d'une rançon, semble-t-il incomplète, n'a pas fait de victime. Cet attentat survient alors que le gouvernement a adopté, vendredi, en dépit de vives réticences de l'opposition socialiste, une première version d'un projet de loi régissant les partis politiques. Ce texte sera l'instrument légal avec lequel le gouvernement Aznar espère pouvoir faire interdire Batasuna, la coalition indépendantiste, considérée comme la « vitrine politique » de l'ETA. – (Corresp.)

■ **RWANDA : l'ancien président, Pasteur Bizimungu**, et son bras droit, Charles Ntakirutinka, ont été arrêtés, a annoncé, samedi 20 avril, un porte-parole de la police à Kigali, Tony Kuramba. « Ils aident tous deux la police dans les enquêtes concernant l'activité politique illégale qu'ils ont menée clandestinement », a déclaré M. Kuramba. Pasteur Bizimungu, un Hutu, avait démissionné de la présidence, en mars 2000, à la suite d'un désaccord avec Paul Kagame, l'homme fort du pays. – (Reuters.)

■ **RUSSIE : un évêque catholique de nationalité polonaise, Mgr Jerzy Mazur**, chef du plus grand diocèse du monde (cinq fuseaux horaires), dont le siège est à Irkoutsk, en Sibérie, a été expulsé, vendredi 19 avril, de Russie. Son visa a été annulé à son arrivée à Moscou, en provenance de Varsovie, et il a été placé dans le premier avion à destination de la capitale polonaise. Les relations entre l'Eglise orthodoxe russe et le Vatican traversent une période de vive tension, depuis l'élévation au rang de diocèses de quatre administrations apostoliques (structures provisoires), décidée en février par le Saint-Siège. – (AFP.)

■ **JAPON : la visite surprise du premier ministre au sanctuaire Yasukuni de Tokyo** a provoqué la colère de la Chine et de la Corée du Sud. Junichiro Koizumi s'est rendu, dimanche 21 avril, à ce lieu dédié aux victimes japonaises des conflits, mais aussi à des criminels de guerre. A quarante jours de l'ouverture du Mondial de football, que le Japon organise avec la Corée du Sud, le ministre sud-coréen des affaires étrangères a « regretté profondément [cette] visite ». – (AFP, Reuters.)



147 000 COLLABORATEURS

► **HÔTELLERIE**

3 700 hôtels
415 000 chambres
90 pays

Sofitel,
Novotel, Mercure, Suitehotel,
Thalassa, Coralia,
Ibis, Etap Hotel, Formule 1,
Motel 6, Red Roof
Accorhotels.com

► **SERVICES**

13 millions d'utilisateurs quotidiens
31 pays

Ticket Restaurant,
Clean Way, People Care,
Incentive House
Accorservices.com

► **Agences de voyages**

► **Casinos**

► **Restauration**

► **Services à bord des trains**

Actionnaires de Accor, vous êtes invités à participer à l'Assemblée Générale Mixte de votre société

Le mardi 7 mai 2002 à 10h00
à l'hôtel Sofitel Paris Forum Rive Gauche
17, boulevard Saint-Jacques, 75014 Paris

Pour participer à l'Assemblée, vous devez demander à votre banque ou à votre intermédiaire financier d'immobiliser vos titres et de déposer le certificat d'immobilisation à la Société Générale, Service des Assemblées Générales 32, rue du Champ de Tir, 44300 Nantes, au plus tard le mardi 30 avril 2002.

Votre banque vous procurera les documents suivants :

- convocation à l'Assemblée Générale,
- formulaire de demande de carte d'admission et de vote par correspondance ou par procuration.

Au cas où vous ne pourriez être présent à l'Assemblée, vous devrez renvoyer au plus vite, à la Société Générale, le formulaire unique qui vous permet de donner pouvoir ou de voter par correspondance, après avoir immobilisé vos titres comme indiqué ci-dessus.

Les renseignements pratiques et les documents concernant cette Assemblée peuvent être obtenus auprès du service Relations Actionnaires au 0811 01 02 03 (prix appel local) ou sur internet www.accor.com/finance.

Retransmission vidéo de l'Assemblée Générale en direct, puis en différé, sur Internet www.accor.com/finance

ACCOR.COM

Après le mouvement de protestation des sages-femmes, au printemps 2001, **BERNARD KOUCHNER**, ministre délégué à la santé, avait promis « l'expérimentation de maisons de naissance pour la prise en charge de grossesses ne présentant pas de risques ». Un an plus tard, aucune de ces maternités alternatives n'a vu le jour. Ses promoteurs militent en faveur de « **LIEUX DÉTECHNICISÉS ET CONVIVIAUX** », comme il en existe aux

Etats-Unis ou en Allemagne. Gérées par des **SAGES-FEMMES**, ces structures accueilleraient des femmes qui mettraient au monde des bébés sans interventions médicales (péridurale, césarienne...). Dans l'entourage de

M. Kouchner, on semble craindre l'intérêt des sectes pour ce type d'établissement. Des médecins estiment par ailleurs que l'hôpital devrait pouvoir concilier les aspects **MÉDICAL ET HUMAIN** de l'accouchement.

Les maisons de naissance butent sur la résistance du pouvoir médical

Bernard Kouchner avait promis, en avril 2001, l'ouverture de structures gérées par des sages-femmes et pratiquant des accouchements non médicalisés. Un an plus tard, aucun des dix projets élaborés n'a abouti, faute d'accord des pouvoirs publics et en raison de l'opposition de certains médecins

IL Y A UN AN, les sages-femmes manifestaient pour la première fois dans l'histoire de leur profession. Si elles réclamaient majoritairement des revenus dignes de leur statut médical, certaines dénonçaient aussi les « usines à bébés » où elles n'étaient plus des « accompagnatrices » mais des « techniciennes ». Dans la lettre qu'il a adressée à toutes les sages-femmes, en avril 2001, Bernard Kouchner, ministre délégué à la santé, promettait « l'expérimentation de maisons de naissance pour la prise en charge de grossesses ne présentant pas de risques ». Un an plus tard – et bien que le ministre ait montré son attachement à ce dossier dès 1998 –, une dizaine de projets existant mais aucun ne s'est encore concrétisé.

Si les progrès de la médecine et l'amélioration du suivi prénatal ont permis de diviser par cinq la mortalité infantile entre 1950 et 1990, « la technicisation systématique du suivi de la grossesse et de l'accouchement a fait passer au deuxième plan l'accompagnement humain », regrette Myriam Szejzer, pédiopsychiatre, et Francine Dauphin, sage-femme, qui, dans un récent ouvrage intitulé *Les Femmes et les bébés d'abord* (Albin Michel), militent en faveur de « lieux détechnicisés et conviviaux », comme il en existe aux Etats-Unis, au Québec, en Suisse, aux Pays-Bas ou en Allemagne. En France, ces maisons seraient des lieux gérés par des sages-femmes, situés à proximité d'une maternité, où des futures mères volontaires, dont la grossesse et

l'accouchement ont été évalués « sans risque », seraient suivies avant, pendant et après la naissance, par la sage-femme de leur choix. Elles mettraient au monde leur enfant sans technicité, c'est-à-dire sans péridurale, ni interventions médicales (césariennes, épisiotomie, ou forceps). En cas de problème, elles seraient immédiatement transférées en maternité.

Parmi les projets, celui de l'hôpital Antoine-Béclère, à Clamart (Hauts-de-Seine), qui prévoit la construction d'un petit pavillon contigu à la maternité, est considéré, par le ministère de la santé, comme « le plus avancé » sur le papier. « Notre dossier est dans les limbes du fait d'un manque de volonté des pouvoirs publics », regrette le professeur René Frydman, chef de service de gynécologie obstétrique d'Antoine-Béclère. Cette hésitation

ne l'étonne pas : « La maison de naissance est une notion qui bouscule les idées reçues. Elle implique de donner une autonomie aux sages-femmes et de dire ce qui n'a pas besoin de la médecine. »

A Montpellier (Hérault), une maison de naissance toute neuve, à proximité de l'hôpital, n'attend que le feu vert institutionnel pour ouvrir ses portes. Fondé sous forme associative par quatre sages-femmes libérales, ce lieu a recueilli un avis défavorable de la commission régionale de naissance. « Nous avons été mis devant le fait accompli. C'est un projet qui ne s'inscrit pas dans un réseau », regrette Pierre Boulot, chef de service à la maternité du centre hospitalo-universitaire (CHU) de Montpellier et président de la commission régionale. « Le vrai problème c'est la peur d'îlots d'indépendance pour les sages-femmes et les parents », analyse Brigitte Carenne, présidente de la maison de naissance.

Du côté du ministère, l'entourage de Bernard Kouchner met en avant la nécessité de trouver un cadre juridique dérogatoire et de s'assurer d'une sécurité maximum pour les patientes. Surtout, le ministère a reçu, il y a quelques mois, une note de la Mission interministérielle de lutte contre les sectes (MILS) le mettant en garde sur les projets de maison de naissance. « Aucun n'est parfaitement clair », affirme Maryline Deuxdeniers, corresponsable de la MILS pour le secteur santé et affaires sociales. « Cela arrange beaucoup de monde cette histoire de sectes, mais il s'agit d'un faux procès », s'insurge Francine Dauphin. Pour cette responsable de l'Institut mutualiste Montsouris, à Paris, le dossier de Béclère est pour l'instant suspendu « à cause du lobby très fort de certains médecins qui ne veulent pas être dépossédés ».

Favorable à des projets inscrits dans un réseau périnatal, Francine Dauphin estime qu'il faut « reprendre confiance dans la physiologie et la capacité de l'humain en pouvant avoir la technique en cas de besoin » et se dit persuadée qu'il existe une « demande sociale » pour les maisons de naissance. « J'entends trop de femmes dire "on m'a déclenché, je ne sais pas pourquoi", ou "j'ai rien senti". Tout cela laisse des traces dans le psychisme », insiste-t-elle. Les maisons de naissance ne font cependant pas l'unanimité.

Loïc Marpeau, chef de service à la clinique obstétrique de Rouen (Seine-Maritime) refuse que l'on oppose « médicalisation et humanité ». « Certains auraient-ils le monopole du cœur ?, demande-t-il. On peut faire de la médecine très humaine en toute sécurité. » Pour lui, ces maisons signeraient « un retour en arrière ». Le plan de périnatalité de 1998 – visant à réduire la morbidité

réorganisant les équipes de sages-femmes. »

Néanmoins, défenseurs et opposants des maisons de naissance se retrouvent sur la nécessité de réfléchir à la prise en charge de la naissance en France. « L'idée de maison est là pour nous rappeler que l'accouchement est d'abord un événement physiologique », reconnaît Pierre Boulot. « Maintenant que le haut risque est bien pris en charge, il faut se demander comment on gère l'accouchement normal », insiste M^{me} Criballet. Elle déplore que « l'on se soit concentré sur le médical en oubliant la gestion psychologique. Résultat : deux jours après leur sortie de la maternité, des femmes appellent le pédiatre, le généraliste puis le psychiatre ».

Alors que près de 90 % des accouchements s'avèrent « normaux », les femmes ont tendance à réclamer les établissements de niveau 3 pour s'assurer d'une sécurité optimale. « Il faut lutter contre cet argument sécuritaire. Une trop forte médicalisation peut être délétère », insiste le professeur René Frydman, premier médecin français à avoir pratiqué la fécondation in vitro. Francine Dauphin se dit persuadée que « le combat » en faveur des maisons de naissance finira par aboutir. « Actuellement, les femmes n'ont pas la possibilité de trouver leur chemin. » Mais elle reconnaît que ces projets butent aussi sur « une question de culture. Les femmes françaises sont très soumises à la puissance médicale ».

Sandrine Blanchard

Des grossesses de plus en plus médicalisées

La dernière enquête nationale périnatale a été réalisée en 1998. ● **Surveillance prénatale.** 54 % des femmes enceintes ont passé plus de trois échographies (contre 48,5 % en 1995). 66,5 % ont accepté de réaliser un dépistage sanguin du risque de trisomie 21 et 11 % des femmes ayant accouché ont eu une amniocentèse. Les préparations à la naissance concernent 69,7 % des primipares et 25 % des multipares. ● **Accouchement.** 37,8 % ont eu lieu dans des maternités

réalisant plus de 1 500 accouchements par an et 10,3 % dans des maternités de moins de 500 accouchements. Le début du travail a été déclenché pour 20,3 % des femmes. Les césariennes sont passées de 15,9 % en 1995 à 17,5 % en 1998. 58 % des femmes (contre 48,6 % en 1995) ont subi une péridurale. Une épisiotomie a été réalisée pour 71,3 % des primipares et 36,2 % des multipares. Sur l'ensemble de la population, le taux d'épisiotomie est passé de 38,4 % en 1981 à 50,9 % en 1998.

La Geburtshaus de Francfort a fêté son millième bébé

Dirigée par une association parentale, cette petite structure privilégie les méthodes naturelles

FRANCFORT

de notre correspondant

Depuis la naissance de son premier enfant, Susanna est une habituée des lieux : elle vient une fois

REPORTAGE

L'émergence de ces maternités alternatives s'est d'abord faite en réaction aux hôpitaux

par semaine à la Geburtshaus de Francfort suivre un cours d'allaitement. L'imposante villa du début du XX^e siècle est située dans une petite rue tranquille. Dans une vaste salle lumineuse, Susanna retrouve d'autres femmes et bénéficie d'un soutien « précieux ». C'est là que Tom, son garçon, est né voilà huit semaines : « Une amie m'avait parlé de cet endroit. Je ne voulais pas accoucher à l'hôpital, une grande machinerie où l'on n'a rien à dire. »

La maison de naissance a au con-

traire permis à Susanna d'accoucher de façon très naturelle. Deux chambres au choix, sobrement aménagées : dans chacune, un lit à deux places, un mobilier de bois, des tissus aux tons chauds. Les femmes sur le point de mettre au monde peuvent amener leurs draps, la musique qu'elles aiment. « L'idée de base est de ne pas considérer la grossesse comme une maladie. Il s'agit de limiter le recours à la technique », dit Karin Alscher, la directrice du lieu : « Nous ne pratiquons pas de péridurale », ajoute cette jeune femme blonde pour bien se démarquer des hôpitaux, où cette technique est pourtant nettement moins fréquente que dans des pays comme la France. Autre différence : deux ou trois heures après l'accouchement, les femmes repartent chez elles, leur bébé dans les bras.

Fondée voilà dix ans, la Geburtshaus de Francfort a fêté sa millième naissance il y a quelques mois. Aucun médecin, mais une douzaine de sages-femmes se relaient pour faire tourner la maison. « Chaque femme est suivie individuellement avant, pendant et sou-

vent après la naissance. Mais c'est la maman qui décide ce qu'elle veut faire, nous l'écoutons », ajoute Christina Wittich, directrice adjointe. Le nombre d'inscriptions est d'ailleurs limité à une vingtaine par mois, afin de garantir la disponibilité de l'équipe d'accueil.

Pour atténuer les douleurs de l'enfantement, différentes « méthodes naturelles » sont proposées. Acupuncture et homéopathie sont parmi les plus utilisées. Certaines femmes suivent pendant leur grossesse des cours de yoga. Une grande baignoire permet d'accoucher dans l'eau. Le recours aux bonnes vieilles méthodes, encore très en vogue en Allemagne, n'est pas négligé, comme les coussins chauds remplis de noyaux de cerise...

Seules les candidates dont la grossesse ne présente aucun risque sont accueillies. En cas de difficulté pendant l'accouchement, les femmes sont de toute façon transférées vers les deux cliniques les plus proches, le St-Marien et le Bürgerhospital. « Environ 10 % à 15 % des femmes commencent le travail ici, puis sont orientées vers des

maternités classiques. On prend la décision à temps de manière qu'elles puissent, par exemple, y aller à pied. C'est à dix minutes », observe Karin Alscher, qui n'a encore jamais eu besoin, dit-elle, d'appeler d'urgence une ambulance. Avec 200 naissances en 2001, la maison de la Böttgerstrasse est unique en son genre à Francfort. Mais il existe une centaine d'établissements similaires en Allemagne. On estime entre 4 % et 5 % le nombre d'accouchements effectués en dehors du milieu hospitalier, chez soi, et surtout dans les maisons de naissance.

OBSTACLE FINANCIER

Si les relations se normalisent – les sages-femmes de la Geburtshaus appellent leurs homologues de l'hôpital quand une maman doit aller y terminer son accouchement –, l'émergence de ces maternités alternatives s'est d'abord faite en réaction aux hôpitaux. « Dans la mouvance féministe, certaines sages-femmes mécontentes de leur travail en clinique ont voulu prendre en main leur activité, en opposition à une approche masculine très technique », relève Eveline Weyel, qui fut parmi les fondatrices de la Geburtshaus francfortoise : « Cette influence féministe s'est largement estompée. Nous recevons des femmes de tous horizons. »

La Geburtshaus est pilotée par une association parentale. Elle ne reçoit aucune subvention publique. Pour arrondir les fins de mois, deux marchés aux puces, « pour les enfants », comme il se doit, et une fête sont organisés chaque année. Bien que l'intervention des sages-femmes soit prise en charge par la Sécurité sociale, un accouchement est tout de même facturé 570 euros, pour financer le fonctionnement de la maison. « Ce forfait est plus ou moins remboursé par les assurances publiques ou privées », observe Karin Alscher. Pour la directrice de la Geburtshaus, cet obstacle financier reste néanmoins dissuasif. Bien davantage que l'absence de médecin.

Propos recueillis par S. Bl.

Philippe Ricard

Un mort et trois disparus au mont Blanc

LE CORPS d'un skieur autrichien, disparu avec trois autres personnes, samedi 20 avril, dans une avalanche de blocs de glace à 4 000 mètres d'altitude sur le mont Blanc (Savoie), a été retrouvé dimanche par les secouristes (photo). Les trois autres disparus seraient à sept mètres de profondeur. Les recherches ont cependant été « suspendues pour plusieurs semaines » en raison de la dangerosité du secteur, a indiqué le peloton de gendarmerie de haute montagne (PGHM) de Chamonix. Les chances de retrouver vivants les trois skieurs sont jugées « quasi inexistantes ». Une cinquième personne, un Autrichien, dégagee par les secouristes, avait été transférée vers un hôpital genevois dans un état jugé « grave » par les médecins.



J.-P. CLAUDON/APF

Le frère de l'auteur présumé de l'attentat de Djerba libéré

LE TRIBUNAL de grande instance de Lyon a ordonné, samedi 20 avril, la remise en liberté, sans aucune mesure de contrôle, de Walid Naouar, le frère de l'auteur présumé de l'attentat contre la synagogue de Djerba, en Tunisie. Le jeune Tunisien, qui vit avec sa famille à Saint-Priest, près de Lyon, a été interrogé, le 18 avril, par la direction de la surveillance du territoire (DST), puis placé en rétention administrative à l'aéroport de Lyon-Saint-Exupéry, pour séjour irrégulier en France. Le préfet du Rhône lui avait signifié un arrêté de reconduite à la frontière vers la Tunisie. Le juge délégué a estimé que le placement en rétention ne reposait sur aucun fondement juridique, puisque cette mesure, notifiée au parquet de Lyon le 18 avril, est intervenue 24 heures avant que ne soit pris l'arrêté préfectoral de reconduite à la frontière, mettant à exécution ladite rétention. Lundi, le tribunal administratif de Lyon devait examiner le recours formé contre l'arrêté de reconduite par son avocat, Laurent Sabatier. – (Corresp.)

DÉPÊCHES

■ **ANTISÉMITISME : une avocate juive du barreau de Montpellier a déposé plainte contre X...**, vendredi 26 avril, après avoir reçu une lettre de menace anonyme, également envoyée à deux de ses confrères. Un courrier similaire, posté du centre de tri de Nîmes, a été reçu par un avocat avignonnais, Guy Guenoun, président de l'Association d'information et de défense contre les actes antisémites (Aidaa).

■ **SANTÉ : le parquet de Besançon a indiqué avoir ordonné l'ouverture d'une enquête préliminaire**, vendredi 26 avril, sur des « dysfonctionnements » au centre hospitalo-universitaire (CHU) de la ville. Des enquêtes administratives avaient été ouvertes à la suite d'accusations d'actes d'euthanasie pratiqués dans le cadre de thérapies de fin de vie, qui avaient conduit les autorités sanitaires à transmettre, fin mars, un premier rapport au procureur de la République.

TROIS QUESTIONS À... EVELYNE PETROFF

1 Vous êtes gynécologue-obstétricienne à la maternité des Bleuets, à Paris, et vous publiez un livre (Carnets d'une obstétricienne, Albin Michel, à paraître le 2 mai) dans lequel vous militez pour une « médicalisation raisonnée de la maternité ». Pourquoi ?

On ne fait pas assez de philosophie dans les études de médecine ! A toute nouvelle technique, il faudrait une pensée. L'échographie, par exemple, est un instrument formidable de dépistage mais il faut donner les moyens d'en comprendre les limites et les acquis. Autre exemple, la péridurale a permis de passer de « Tu enfanteras dans la douleur » à « Tu accoucheras sans douleur ». Les femmes n'avaient plus mal mais n'avaient plus de perception. Maintenant, la péridurale peut être dosée. Elle permet d'accompagner une naissance sans la soustraire ni l'idéaliser. Tout cela nécessite une

éducation, car on ne peut rester dans l'illusion, de la part tant du corps médical que des patientes, de tout maîtriser. Il faut poser un contrat avec la femme et son conjoint pour faire une médecine intéressante. Il ne faut ni le tout technique ni le tout affectif.

2 Pourquoi insistez-vous dans votre livre sur « la nécessité impérieuse » de réfléchir à la méthode de préparation à la naissance ?

C'est de la médecine préventive, d'éducation. Elle est moins valorisée et médiatisée que la médecine thérapeutique. J'ai appris la préparation à la naissance après mes études, pourtant, notre métier, c'est aussi la prévention. Il faut beaucoup d'écoute, d'inventivité, pour que la femme accouche au mieux aujourd'hui. Préparer à la naissance, c'est autant de gagné pour l'enfant après. Il faut essayer d'être sub-

til avec les bébés. Ils méritent que l'on se creuse les méninges pour réussir un accueil le plus sécurisé et le plus humain possible. C'est une réflexion de société. L'écoute, la prévention, l'éducation sont des facteurs d'intégration sociale.

3 Que pensez-vous des projets de maisons de naissance ?

La France est un pays riche qui peut proposer plusieurs solutions aux femmes enceintes. Il n'y a pas de structure idéale. A chacun de réfléchir à son pouvoir. Il est nécessaire d'humaniser les hôpitaux et de raisonner la médecine avec les médecins, les sages-femmes et les psychanalystes. Il est temps de connaître les frontières entre nos métiers, nos structures, mais aussi d'en affirmer la souplesse.

ENTREPRISES

MONDIALISATION

Après le rachat du groupe de défense ADI par le français Thales, c'est au tour du premier groupe producteur d'or australien **NORMANDY** de tomber dans l'escarcelle du géant américain Newmont. De nombreu-

ses sociétés australiennes sont passées dans le giron de multinationales, les **GROUPES FRANÇAIS** n'étant pas en reste pour participer à ces rachats en série. Compte tenu de l'**ÉTROITESSE DU MARCHÉ LOCAL**,

les entreprises « aussies » n'ont souvent pas d'autre choix pour se développer. La moitié des entreprises cotées sont des filiales de groupes étrangers. A l'inverse, seules quatre entreprises australiennes

figurent dans le classement des 400 plus grandes sociétés mondiales. Indifférents à cette mondialisation, les Australiens adoptent parfois dans leur consommation des **RÉFLEXES NATIONALISTES**.

L'Australie, terre ouverte pour les investisseurs étrangers

Estimant que la libéralisation de son économie constituait son unique chance de survie, le cinquième continent a accepté que ses entreprises soient détenues par des multinationales. La moitié des sociétés cotées à l'Australian Stock Exchange sont des filiales de groupes mondiaux

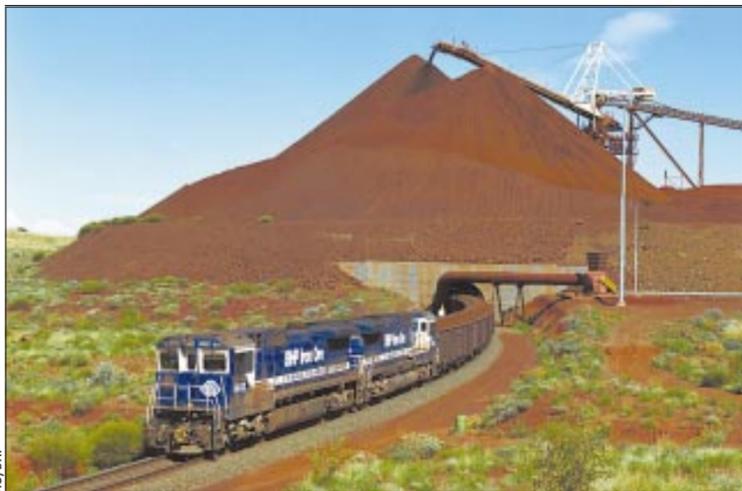
SYDNEY

de notre correspondant

Normandy a cédé. Le plus important producteur d'or en Australie et son principal actionnaire, le groupe canadien Franco Nevada, ont dû se résoudre, à la mi-février, à perdre leur indépendance. Le géant américain Newmont a dépensé 5 milliards d'euros pour remporter la bataille boursière qui l'opposait à son concurrent sud-africain AngloGold. Le vainqueur de cette longue offre publique d'achat (OPA) peut désormais se vanter d'être la plus grosse société productrice d'or au monde. Quelques mois plus tôt, un autre groupe minier australien, BHP, s'était résolu à fusionner ses activités avec le britannique Billiton. « Aujourd'hui, treize des quinze plus importants groupes miniers australiens ont été rachetés par des capitaux étrangers », souligne un expert à Sydney.

Cette industrie n'est pas la seule à avoir attiré l'intérêt des investisseurs internationaux. De nombreuses sociétés de services des antipodes sont passées dans le giron de multinationales, les français Vivendi et Suez n'ayant pas été les derniers à participer à cette moisson de rachats. L'ensemble de la production automobile locale est contrôlé par des Américains et des Japonais. Le plus important groupe de défense, ADI, a été repris en 1999 par le français Thales. « La moitié des sociétés industrielles cotées à la Bourse australienne, l'ASX, sont des filiales d'entreprises étrangères », calcule un analyste financier. L'Australie est un des pays les plus ouverts aux capitaux internationaux. »

Cette situation peut paraître logique pour un pays dont la population totale ne dépasse pas 19 millions d'habitants. « Notre marché n'est pas très grand, reconnaît Bernd Neubauer, le directeur général d'Invest Australia, l'organisme public chargé d'attirer les multi-



En 2001, le groupe minier australien BHP, qui possède notamment une mine de fer à Pilbara, dans l'Ouest (photo), a fusionné avec le britannique Billiton. Début 2002, c'est le principal producteur d'or du pays, Normandy, qui a perdu son indépendance, racheté par l'américain Newmont.

nationales. Depuis une bonne vingtaine d'années, les différents gouvernements qui se sont succédé, toutes tendances confondues, ont estimé que l'ouverture de notre économie était notre unique chance de survie. » Ce raisonnement n'est pas sans fondements. « L'Australie est confrontée aujourd'hui au même problème qui a tué la Nouvelle-Zélande », analyse Jean-François Varlet, le directeur général pour l'Australie de BNP Paribas. Une société australienne qui se développe avec succès sur son marché intérieur peut très rapidement devenir dominante. Mais sa taille reste trop limitée pour pouvoir affronter les géants mondiaux à l'étranger. Son unique solution est donc de se faire racheter par un concurrent international. »

Les sociétés australiennes ayant une dimension mondiale se comptent sur les doigts d'une seule main. En 2001, seules quatre entreprises australiennes figuraient dans le classement des 400 plus importantes multinationales, établi par le magazine américain Fortune. Le groupe des antipodes qui enregistre le plus important chiffre

d'affaires, l'assureur AMP, occupe une bien modeste 307^e place, et News International, le géant des médias dirigé par Rupert Murdoch, est en 371^e position. Souffrant d'une taille relativement modeste à l'échelle planétaire, les entreprises australiennes sont des proies faciles pour les grands groupes. Le

La facilité pour trouver des solutions de financement auprès des banques locales est un avantage de poids

pays est de surcroît très attrayant pour les investisseurs. « C'est un marché à la fois tout petit et très grand, note M. Varlet. Sa population totale peut paraître modeste, mais elle reste bien supérieure à celle de Hongkong ou Singapour. Cette

nation est également beaucoup plus riche que d'autres pays bien plus peuplés comme l'Indonésie ou les Philippines. Dans la région Asie-Pacifique, en dehors de la Chine et du Japon, l'Australie est le plus gros marché au niveau de sa solvabilité comparée au nombre de ses habitants. » Le cadre législatif, fortement inspiré du modèle de l'ancienne puissance coloniale britannique, la langue anglaise, parlée partout, la chute récente du dollar australien et la facilité pour les investisseurs de trouver des solutions de financement auprès des banques locales sont d'autres avantages de poids.

Une multinationale est également presque assurée de ne rencontrer aucune résistance syndicale ou politique si elle souhaite acquérir une société australienne. « La globalisation est perçue comme un impératif incontournable à la fois par les libéraux et les travaillistes », souligne Frank Stilwell, professeur d'économie politique à l'université de Sydney. Le dernier gouvernement à avoir tenté de contrôler le flot d'investissements étrangers était celui dirigé par le travailliste Gough

Whitlam, de 1972 à 1975. Depuis, les responsables politiques sont tous devenus internationalistes. » La décision, en avril 2001, du gouvernement libéral de John Howard de ne pas autoriser le géant anglo-néerlandais Shell à racheter, pour 6 milliards d'euros, le pétrolier australien Woodside n'indique pas un revirement de la politique d'ouverture du pouvoir en place. « Canberra craignait que Shell arrête d'exploiter ce gisement situé au nord-ouest du pays pour le garder comme une réserve d'or noir. Cela n'a rien à voir avec un regain de protectionnisme », affirme un analyste.

Les syndicats australiens semblent également résignés à voir leurs sociétés locales tomber dans le giron de multinationales. Des centrales lancent parfois des campagnes de protestation autour de causes environnementalistes, mais les mouvements nationaux de contestation sont pratiquement inexistantes. Les jeunes semblent être les seuls à se préoccuper de la mondialisation de leur économie. Deux manifestations violentes, organisées par des mouvements opposés à la globalisation, se sont tenues en septembre 2000 à Melbourne et en mai 2001 à Sydney. Mais ces campagnes de protestation semblent désintéresser une très grande majorité de la population.

Rien ne paraît donc pouvoir s'opposer à la poursuite des rachats de sociétés australiennes. Un des derniers secteurs relativement protégé par le gouvernement était la banque, mais Canberra a récemment fait savoir qu'il ne s'opposerait pas à la reprise d'un des quatre plus grands groupes financiers (NAB, Westpac, Commonwealth Bank et ANZ). Si l'Australie semble connaître depuis quelques mois un regain de protectionnisme vis-à-vis des immigrés clandestins, elle reste plus que jamais ouverte à l'argent venant de l'étranger.

Frédéric Therin

TROIS QUESTIONS À...

FRANK STILWELL

1 Vous êtes professeur d'économie politique à l'université de Sydney. Peut-on dire que l'économie australienne a perdu son indépendance ?

L'Australie n'a jamais été autonome économiquement. Nous avons tout d'abord été dépendants des fonds provenant de l'ancienne puissance coloniale, la Grande-Bretagne. Puis, après 1945, les Etats-Unis ont commencé à investir massivement chez nous. Les Japonais ont suivi dans les années 1980.

2 L'Australie était pourtant bien placée pour garder un leadership mondial dans des activités comme l'industrie minière. Que s'est-il passé ?

La taille de notre économie est une goutte d'eau dans l'océan mondial, mais nous aurions pu en effet nous servir de notre poids stratégique dans le marché de certains minerais pour développer notre croissance. Nous avons manqué une belle opportunité mais nous avons eu la vie trop facile. L'Australie voyait chaque année l'argent rentrer dans ses caisses en se contentant de vendre ses minerais et sa laine. Nous n'avons pas développé d'industries de transformation. La conséquence est que nous achetons au prix fort des produits fabriqués à l'étranger à partir de nos matières premières. Et notre balance annuelle des comptes courants enregistre depuis vingt ans un déficit de près de 12 milliards d'euros.

3 D'autres rachats d'entreprises australiennes par des groupes étrangers sont-ils à prévoir ?

Il ne reste pas grand-chose à racheter.

Propos recueillis par F. T.

Les groupes français ne sont pas en reste

SYDNEY

de notre correspondant

La distance n'empêche pas les groupes français de faire des affaires en Australie. Loin de là. Accor, Axa, BNP Paribas, Pechiney, Pernod Ricard, Suez, Vivendi... 239 sociétés hexagonales sont aujourd'hui implantées aux antipodes, un chiffre en hausse de 38 % en six ans.

Avec près de 70 000 salariés (un effectif comparable à celui de l'ensemble de l'industrie minière), ces entreprises enregistrent un chiffre d'affaires total de 9 milliards, à 12 milliards d'euros. Au 30 juin 2000, les investissements cumulés des entreprises françaises « down under » (la tête en bas, les pieds en haut), comme on dit ici, ont légèrement dépassé 2,9 milliards d'euros, un chiffre inférieur à celui enregistré en Chine mais bien supérieur aux sommes investies au Japon. La France est depuis plusieurs années le septième plus important investisseur étranger sur l'île-continent.

RAISONS HISTORIQUES

Cette forte présence tient tout d'abord à des raisons historiques. Dans les années 1880, les grands groupes lainiers du nord de la France et de Mazamet (Tarn) se sont installés dans ce pays quatorze fois plus étendu que l'Hexagone, qui s'est très rapidement développé dans l'élevage de moutons destinés à l'industrie textile. Chargeurs est aujourd'hui encore la principale entreprise de cardage (l'activité qui consiste à démêler et à nettoyer la laine) aux antipodes. La Compagnie générale maritime (CGM) a rapidement suivi les lainiers afin d'assurer le transport des ballots entre l'Australie et l'Europe. « Nous sommes arrivés quant à nous en 1881, raconte Jean-Fran-

çois Varlet, le directeur général pour l'Australie de BNP Paribas. Pendant quatre-vingts ans, nous étions la banque des lainiers et notre agence était rattachée au bureau de Lille. »

Dans les années 1950, l'industrialisation du pays a conduit plusieurs grandes entreprises françaises à tenter l'aventure au bout du monde. Pechiney a ouvert sa filiale locale à cette époque et le groupe, qui possède sur l'île une de ses plus importantes usines d'aluminium, « cherche actuellement à réaliser de nouvelles acquisitions », révèle Bernd Neubauer, directeur général d'Invest Australia, l'organisme public chargé d'attirer les capitaux étrangers aux antipodes.

ACCOR ET AXA COTÉS À L'ASX

Les privatisations lancées à la fin des années 1980 et au début des années 1990 ont, pour leur part, attiré les grands noms français spécialisés dans les services, un secteur qui représente 71 % du produit intérieur brut australien. La décision de l'assureur Axa d'installer en Australie son siège pour la région Asie-Pacifique répondait à une exigence du gouvernement fédéral qui avait posé cette condition en contrepartie de la cession en 1995, pour 600 millions d'euros, de la majorité du capital de National Mutual.

« Pour financer leur expansion, les entreprises étrangères n'ont aucun mal à trouver des fonds auprès des banques et des investisseurs locaux », souligne un diplomate. Accor et Axa sont ainsi cotés à la Bourse australienne, l'ASX. Le cadre juridique pour créer une antenne est également bien moins complexe que ceux en vigueur en Asie et les conditions de vie pour nos expatriés sont bien plus agréables. Ceci explique notamment pourquoi 40 000 de

nos ressortissants vivent en Australie contre à peine 3 000 au Japon. »

Si les grands groupes sont presque tous présents, nombre de PME-PMI n'ont pas encore prospecté ce marché. « Ici, dès qu'on offre un service de très bonne qualité à sa clientèle, on est les rois du pétrole », résume Alain Tchakmak, directeur général de Bakers Maison. En deux ans et demi, notre entreprise de fabrication de pain précuit surgelé est parvenue à tailler des croupières à nos concurrents présents depuis bien plus longtemps. » L'Australie est un marché développé, mais de nombreuses niches restent encore inoccupées.

F. T.

Le nouvel argument de vente : « Achetez Aussies »

SYDNEY

de notre correspondant

Il est gros. Il en est même plutôt fier puisqu'il se fait appeler « Big Kev ». Dans ses publicités télévisées, Kevin McQuay porte sans ciller un blouson taillé dans un drapeau australien. Pour vendre ses produits d'entretien, son argument est toujours le même : ils sont fabriqués en Australie, par des salariés australiens travaillant pour des sociétés australiennes... Ce type de communication fait mouche dans un pays en pleine résurgence nationaliste.

Dans une publicité télévisée, Tom Potter, le créateur de la chaîne de livraison à domicile Eagle Boys Pizza, explique le plus sérieusement du monde : « J'estime qu'il y a une seule chose réellement importante que les "Aussies" doivent regarder dans une pizza. Est-ce que la société (qui la fabrique) est à 100 % australienne ? Si ce n'est pas le cas, votre argent est livré à l'étranger. » Après trois mois de campagne, les ventes de cette enseigne, avec

123 franchisés, ont augmenté de 12 %. Un récent sondage a montré que 80 % des Australiens interrogés estimaient important de soutenir les sociétés locales. Un chiffre étonnant au vu du peu de protestations que soulèvent les rachats d'entreprises australiennes par des groupes internationaux.

Les multinationales tentent toutefois depuis quelques mois de se donner une image « aussie ». Le géant pharmaceutique SmithKline Beecham a répliqué en août 2001 à une publicité de l'australien Herron – qui mettait en avant la nationalité américaine de son concurrent – en expliquant dans un spot télévisé que les antidouleurs de son rival étaient fabriqués à l'étranger, alors que ses Panado étaient made in Australia. Cet exposé ne semble pas avoir convaincu les consommateurs : la part de marché de Herron est passée de 25 % à 32 %...

F. T.

La Bourse veut sauvegarder son indépendance

Produits innovants et alliances avec d'autres places doivent permettre de retenir les entreprises

SYDNEY

de notre correspondant

« Notre principal défi est de compenser notre taille limitée en offrant une gamme de produits et de services de plus en plus large et en multipliant les alliances avec d'autres places. Sinon, les grands groupes iront se faire coter ailleurs. » Colin Scully, le directeur opérationnel de la Bourse australienne, l'Australian Stock Exchange (ASX), née en 1997 de la fusion des six places installées dans les capitales des principaux Etats de la Fédération, est confronté aux problèmes des Bourses de taille moyenne.

L'ASX a connu un bel essor ces dernières années. La capitalisation des 1 460 sociétés cotées aux antipodes est passée de 81,5 milliards à 442,5 milliards d'euros en onze ans. Le nombre quotidien de transactions a durant la même période

été multiplié par onze pour atteindre une moyenne de 55 000. En juin 2000, le montant des fonds investis en Bourse a atteint 350 milliards d'euros. Ce volume a presque doublé en cinq ans, et il a pratiquement triplé depuis le début des années 1990 en raison de l'introduction en 1996 des fonds de pension privés obligatoires. En 2001, les fonds en gestion devraient dépasser 1 350 milliards d'euros. « Nous ne pouvons pas pour autant nous reposer sur nos lauriers, car nous ne représentons que 1,5 % de la capitalisation boursière mondiale », avoue Colin Scully.

EN POURPARLERS

« L'ASX est certes la deuxième ou la troisième Bourse d'Asie derrière Tokyo et Hongkong en termes de capitalisation, mais son chiffre d'affaires est toujours inférieur à celui de

Singapour, Taiwan et Séoul », explique Jean-François Varlet, le directeur général pour l'Australie de BNP Paribas.

Pour attirer les investisseurs, l'ASX a développé des produits financiers très sophistiqués. « Nous avons été parmi les premiers à mettre en place en 1997 un système de transactions entièrement électronique, se vante M. Scully. En 1976, nous étions la troisième place au monde à créer un marché pour les options. » Le Sydney Futures Exchange (SFE) est, quant à lui, le plus important marché à terme en volume dans la région Asie-Pacifique.

Au-delà du lancement de nouveaux produits, l'ASX cherche à multiplier des accords de partenariat avec d'autres places. Le gouvernement fédéral a engagé en 2001 des pourparlers avec les autorités de Singapour et de Hongkong afin

de créer une Bourse et un marché obligataire de dimension régionale. « L'ASX a lancé des négociations avec près d'une douzaine de Bourses régionales », révèle M. Varlet.

F. T.

SCIENCES PO

► Stages intensifs
Stage spécial "bac+1" à Pâques
Stage spécial "bac+0" en été
► Classes préparatoires
annuelles "pilotes"
De 35 à 40% d'admis à l'IEP de Paris
Plus de 70% d'admis aux IEP de
Paris et province

IPESUP
18 rue du Cloître Notre-Dame
75004 Paris 01 43 25 63 30
Enseignement supérieur privé www.ipesup.fr

DISPARITION

Francis Lemarque

Chantre d'un Paris populaire et poétique

L'AUTEUR, compositeur, interprète Francis Lemarque est mort samedi 20 avril à son domicile de La Varenne-Saint-Hilaire (Val-de-Marne). Il était âgé de 84 ans. Ce fin mélodiste laisse un millier de chansons, dont bon nombre (*Le Temps du muguet, A Paris, Marjolaine, Mathilda, Bal, petit bal, Le petit cordonnier, Quand un soldat*) sont ancrées dans la mémoire collective. Francis Lemarque était le chantre d'un Paris aussi mythique que disparu, celui du musette et de la java qui faisaient guincher le petit peuple cosmopolite de la Bastille. Sa carrière, longtemps éclipsée par le succès qu'il écrivit pour Yves Montand, ne saurait être réduite à cette veine réaliste poétique. Francis Lemarque était aussi un chanteur profondément engagé, compagnon de route du Parti communiste.

Né à Paris le 25 novembre 1917, Nathan Korb était fils d'immigrés juifs. Son père, tailleur, a déserté l'armée tsariste, sa mère a fui les pogroms en Lituanie. L'enfant grandit rue de Lappe, dans le quartier de la Bastille, où se mêlent Auvergnats, Italiens et Européens de l'Est. L'appartement familial est situé juste au-dessus du Bal des Trois Colonnes. « *Les premières notes que j'ai entendues en venant au monde, ce fut un air d'accordéon, rappelait Francis Lemarque en 1997, à l'occasion des Nuits de nacre, à Tulle. Pendant toute mon enfance, j'ai ensuite été bercé par la musique qui montait jusque dans ma chambre. Lorsque la guerre a été déclarée et qu'on a fermé les bals musettes, j'ai eu des insomnies. Je n'entendais plus l'accordéon !* »

Il commence à travailler dès l'âge de onze ans, exerçant différents petits métiers, vendeur en bimboloterie, ouvrier imprimeur, métallurgiste, garçon de courses ou figurant. Il se forge rapidement une



FRANCIS VERNET

conscience de classe et décide, en 1934, avec son frère Nathan, de rejoindre le groupe Mars, affilié à la Fédération des théâtres ouvriers de France. Avec Nathan, il crée un duo de chansonniers, les Frères Marc, et sympathise pour les idées du Parti communiste. Dans l'ambiance du Front populaire, il chante dans les usines en grève et se lie d'amitié avec Jacques Prévert et son compositeur, Joseph Kosma. Mobilisé en 1940, il rejoint bientôt la zone libre et rencontre à Marseille le producteur et directeur artistique Jacques Canetti. Son entrée dans la Résistance est précipitée par un drame familial, lorsqu'il apprend, en 1943, la déportation de sa mère.

MUSIQUES DE FILM

C'est à Paris, en 1946, que Prévert le présente à Montand. En pleine ascension, le chanteur va populariser ses chansons, *Ma douce vallée, A Paris, C'est à l'aube* ou *Quand un soldat*. La notoriété de Francis Lemarque l'amène à écrire pour Juliette Gréco et André Claveau, Renée Lebas et Marcel Amont, Patachou et Henri Salvador. Son engagement dans « le camp des travailleurs » ne se dément pas puisqu'il participe à de nombreux galas

de soutien au PCF, sans toutefois adhérer au parti, et à des tournées dans les pays de l'Est, en Chine et en Corée du Nord. Il écrit aussi *Soleil d'acier*, une chanson à la gloire d'un satellite lancé par l'Union soviétique. « *Je ne suis pas vraiment un chanteur militant, je ne fais qu'effleurer les problèmes*, expliquait-il en 1997. *Je n'ai jamais été communiste, comme on l'a dit parfois. Même si j'ai marché parallèlement à leur route pendant pas mal de temps et m'en suis écarté par la suite.* »

Outre ses chansons, Francis Lemarque a composé des musiques de film, notamment pour *Le cave se rebiffe, Maigret voit rouge*, et surtout *Playtime*, de Jacques Tati, en 1967. Toujours attaché à ses racines, il est aussi l'auteur, avec l'écrivain Georges Coulonges, de *Paris Populi*, une fresque sur l'histoire du peuple de Paris depuis la Révolution. Interprétées par Juliette Gréco, Mireille Mathieu, Mouloudji et Serge Reggiani, ces chansons lui vaudront le prix de l'académie Charles-Cros, en 1973.

Grand défenseur du patrimoine de la chanson française, Francis Lemarque avait publié en 1994 une précieuse *Anthologie de la chanson française*, réalisée dans son studio de La Varenne Saint-Hilaire. Cette même année, il fêtait ses cinquante ans de carrière au Casino de Paris et publiait *Lemarque 94*, un album de fidélité à ses passions de jeunesse, entre swing manouche, valse et tango. En 1996, une autre génération (Alain Souchon, Anne Sylvestre, Romain Didier) le fêta à l'Auditorium des Halles, à Paris, avant qu'il ne retrouve son public sur la scène du Théâtre Silvia-Monfort. Francis Lemarque avait rassemblé en 1992 ses souvenirs dans *J'ai la mémoire qui chante* (Presses de la Cité).

Bruno Lesprit

AU CARNET DU « MONDE »

Décès

– Jean Guillaumin, Anne Scheibling-Maniez, Olivier et Frédérique Scheibling-Seve, Rafael, Hugo, Calliste, Lancelot, Tatiana, ont la tristesse d'annoncer le décès de

Nicole BRUNIER-SCHEIBLING.

Une cérémonie d'adieu aura lieu le mardi 23 avril 2002, à 11 heures, au cimetière communautaire de Bron-Parilly (Rhône).

« *Nous ne te verrons pas vieillir. Voici le jour en trop, le temps déborde.* »

Bernard HAILLANT, auteur-compositeur-interprète, Grand Prix du disque de l'Académie Charles-Cros, Prix de la Sacem,

est décédé le 17 avril 2002.

La cérémonie sera célébrée le 24 avril, à 9 h 30, en l'église Saint-Marcel, Paris-13^e.

41, rue Esquirol, 75013 Paris.

– Mme Georgette Villacèque, son épouse, M. et Mme Georges Villacèque, M. et Mme Marc Villacèque, ses enfants, Anne, Olivier, François et Lucie, ses petits-enfants, Pierre et Juliette, ses arrière-petits-enfants, ont le chagrin de faire part du décès de

Fernand VILLACÈQUE, ancien instituteur,

survenu à son domicile, le vendredi 19 avril 2002, dans sa quatre-vingt-treizième année.

Il a été inhumé au cimetière de Rodez (Pyrénées-Orientales), le lundi 22 avril, au côté de son fils

Francis.

16, rue Pomarola, 66000 Perpignan.

– Mme Béatrice Cazes, M. Bertrand Cazes et sa compagne, Sophie Bodenès, ses enfants, Le docteur Jean-Pierre Cazes, M. Henri-Jean Darriau, son frère, Parents et amis, ont la profonde douleur de faire part du décès de

Mme Françoise CAZES-DARRIAU,

survenu à Saint-Laurent-du-Var, le 18 avril 2002.

Les obsèques religieuses seront célébrées en l'église Saint-Jean-l'Évangéliste, à Nice, le mardi 23 avril, à 14 h 45.

Visites à l'athanée de Nice, 42, avenue Saint-Augustin.

« *Mon âme attend le Seigneur, plus que le Veilleur l'aurore.* »

Cet avis tient lieu de faire-part et de remerciements.

– Son épouse, Ses enfants ont la douleur de faire part du décès de

M. Pierre DUCOURT, ancien président de l'ACVG poste section du Loiret,

survenu le 19 avril 2002, à l'âge de soixante-treize ans.

Les obsèques auront lieu en l'église de Saint-Léonard-de-Noblat (Haute-Vienne).

Cet avis tient lieu de faire-part.

5, allée des Florentides, 45650 Saint-Jean-le-Blanc.

– Jean-Pierre Vidon, Brigitte Guien-Vidon et Pierre-Aurélien ont la douleur de faire part du décès de

Mme Perfetta VIDON, née SANTELLI, professeur de collège d'enseignement technique honoraire, officier d'académie,

survenu à Suva (îles Fidji), le 13 avril 2002, dans sa quatre-vingt-septième année.

L'inhumation aura lieu le 23 avril, à 11 heures, au cimetière de Verzé (Saône-et-Loire).

– Hossegor. Paris.

Bernard Thibaut, son époux, Amélie et Harry Guzman, Romane et Nathaëlle, Agnès et Franck Espiasse-Cabau, Robin, Marion et Anouk, ses enfants et petits-enfants, Maud Huan et ses enfants, sa sœur, ses neveux et nièces, Les familles Dagnaud, Dutailis et Lapeyre, Ainsi que ses nombreux amis, ont la douleur de faire part du décès de

Anne-Marie THIBAUT, née RODIER,

survenu subitement à Hossegor (Landes), le vendredi 19 avril 2002.

Ses obsèques religieuses seront célébrées le mardi 23 avril, à 10 h 30, en l'église de la Sainte-Trinité de Hossegor, où l'on se réunira.

Une messe sera célébrée à son intention, en présence de la famille, le lundi 6 mai, à 10 h 30, en l'église Saint-Jacques-du-Haut-Pas, 252, rue Saint-Jacques, Paris-5^e.

Anniversaires de décès

– In memoriam.

Le 23 avril 2002 marque le quinzième anniversaire de la mort de

Gérard BEZAULT.

Il aurait soixante ans.

Cours

Graphiste, grande expérience édition et presse, donne cours à domicile pour toutes versions X'Press sur Mac. Tél. : 06-76-75-85-60.

CARNET DU MONDE

Fax : 01-42-17-21-36

Téléphone :

01-42-17-39-80

01-42-17-38-42

01-42-17-29-96

e-mail:carnet@mondepub.fr

ICI, ON NE CONÇOIT PAS SANS

du tourisme, dont de votre temps, C'est dire si dans la région, tout le monde est favorable aux initiatives.

GEO

Ici ne se conçoit pas sans ailleurs.

Photo: Van Der Hout/Sony Images - Ulys

AUJOURD'HUI

SPORTS

LE STADE FRANÇAIS a sérieusement hypothéqué ses chances de qualification pour les demi-finales du championnat de France de rugby en concédant le match nul (20-20) face à **BIARRITZ**, dimanche

21 avril, à Paris, lors de la 3^e journée des **PLAY-OFF**. Les coéquipiers de Fabien Galthié ont été incapables de concrétiser les bonnes intentions affichées et n'ont toujours pas enlevé la moindre victoire à ce stade de

la compétition. Biarritz conserve la première place de la poule A, alors que **TOULOUSE**, net vainqueur de Montferrand samedi (45-23), reste en tête de la poule B. Après le match contre Biarritz, **JOHN CONNOLLY**,

l'entraîneur du Stade français, a été sévèrement critiqué par **MAX GUAZZINI** et Fabrice Landreau, le président et le manager du club parisien. « *Tout le problème tourne autour de lui* », a indiqué Max Guazzini.

Tenu en échec par Biarritz, le Stade français plonge dans le doute

Rugby • Le club parisien a été tenu en échec par Biarritz (20-20) sur son terrain et a hypothéqué ses chances de qualification pour les demi-finales du championnat de France. Le système de jeu mis en place par l'entraîneur John Connolly est l'objet de sévères critiques à l'intérieur même du club

LE PRINTEMPS ne diffuse qu'une odeur dans les coulisses du Stade français : celle de la grande lessive. C'est à un nettoyage drastique que se prépare le président du club parisien, Max Guazzini qui, dimanche 21 avril, ne pouvait plus contenir son exaspération après le match nul (20-20) enregistré par ses joueurs sur leur pelouse du Stade Jean-Bouin, pour la 3^e journée des play-off, devant le Biarritz olympique. Nul doute que le président préférerait même clore ici cette saison qu'il qualifie de « *transitoire* ».

Si un contrat ne les liait pas jusqu'à la fin de la saison, il se serait probablement déjà séparé de John Connolly, son entraîneur australien, qu'il a désigné sans ménagement comme le responsable de l'impuissance de ses joueurs. Il lui impute les mauvaises performances réalisées cette saison, et surtout l'échec en Coupe d'Europe et les deux premières défaites de son équipe lors des play-off (face à Bourgoin et à Agen).

Il déplore aussi, en des termes peu satinés, son manque de fermeté. « *Tout le problème tourne autour de lui. On a un entraîneur qui ne parle pas français. Les joueurs ne le comprennent pas, ils sont perdus. En plus, il les félicite après ce match nul* », constatait-il, avant de se projeter vers la saison 2002-2003 : « *Je suis très motivé pour l'an prochain. Nous aurons un entraîneur qui aura une autre autorité sportive. Il y aura aussi de nouveaux joueurs.* »

Un seul être lui manque : Bernard Laporte. Depuis le départ de celui-ci, parti prendre la direction de l'équipe de France, Max Guazzini se sent orphelin. Est-ce à la suite à son appel que l'entraîneur du XV de France, auréolé du grand chelem, est venu, mercredi 17 avril, remonter les bretelles des joueurs parisiens ? Programmée ou non, cette rencontre avec leur ancien mentor a



JACQUES DEMARTHON/APF

eu son effet sur le terrain. Et Patrice Lagisquet, coentraîneur des Biarrots en convenait avec une pointe d'ironie au coup de sifflet final : « *Le vol du week-end, nous l'avons commis.* »

ÉCHEC INSOLITE

L'initiative du jeu n'aura été que parisienne, ou presque. « *On a joué raisonnablement bien. Ce résultat est d'autant plus frustrant que nous avions les moyens de gagner. Seulement, il y a tellement de tensions en ce moment que les joueurs commettent des fautes au dernier moment. Jamais, par exemple, je n'ai vu Diego Dominguez rater une pénalité à*

20 mètres des poteaux », a analysé John Connolly. Dès la 4^e minute, et à l'issue d'une très longue séquence de jeu, le buteur italo-argentin a échoué une conversion, largement à sa portée.

Sous l'œil de Serge Blanco, le président de la Ligue, les Basques, excellentement organisés en défense, ont résisté aux innombrables assauts stadistes. Sans parvenir à prendre le large. Les Parisiens ne comptaient qu'un maigre avantage de trois points, à trois minutes de la mi-temps. Jusqu'à une incursion des Biarrots et de Serge Betsen qui, altruiste, servait John Isaac pour le premier essai de la partie. Le centre

australien était retenu par Christophe Juillet et l'arbitre sifflait un essai de pénalité en faveur du Biarritz olympique (37^e). La réplique du Stade français ne se faisait pas attendre. Elle arrivait par le Canadien Mike James (43^e), après un bon travail de Christophe Dominici, qui n'avait pas joué à Jean-Bouin depuis sa blessure à l'épaule, le 6 janvier.

COURAGE IMPRODUCTIF

La seconde période a été à l'image de la première. Si les Parisiens ont été courageux, ils ont aussi été improductifs, finissant seulement par répondre à un essai biarrois (77^e)

L'ailier international parisien Christophe Dominici a fait son retour dans les rangs du Stade français. Il est ici à la lutte avec le troisième-ligne biarrois Christophe Milhères (à gauche). Comme on le voit, les tirages de maillot se produisent aussi sur les terrains de rugby. Après un match qui s'est conclu sur un score de parité (20-20), Biarritz conforte ses chances de participer aux demi-finales du championnat de France, tandis que les Parisiens devront se contenter de viser une troisième place, synonyme de qualification européenne.

de l'ailier champion du monde, Joe Roff, affublé d'un masque à la Belphégor depuis une fracture du nez, sur un acte de rébellion de Franck Comba (83^e). Une action stricte individuelle, comme le déploierait le talonneur, Fabrice Landreau. « *Nous sommes tellement focalisés sur nos performances personnelles que nous donnons le meilleur de nous-mêmes, mais individuellement* », a-t-il déclaré, avant d'accabler, lui aussi, John Connolly et ses tactiques. « *Nous étions partis pour figurer parmi les quatre meilleurs, et l'on s'effrite petit à petit, poursuit-il. Nous sommes beaucoup trop prévisibles. Même si l'envie est là, le projet de jeu*

ne nous colle pas à la peau. Non seulement on a beaucoup de mal à l'appliquer, mais on sort épuisé du terrain. » Ce plan de jeu se résumerait selon Max Guazzini à une répétition de combinaisons apprises par cœur à l'entraînement. Bref à un jeu totalement stéréotypé, dépourvu de toute inspiration. De son côté, le capitaine Fabien Galthié, toujours aussi peu disert, s'est bien gardé d'entrer

Toulouse vers les demi-finales

Toulouse a nettement battu (45-23) Montferrand, samedi 20 avril, lors de la 3^e journée des play-offs du championnat de France. Face à une équipe auvergnate soudée et organisée, les champions de France ont réalisé leur meilleur match de la saison, inscrivant trois essais par Jean Bouilhou (5^e), Frédéric Michalak (25^e) et Cédric Heymans (69^e), contre deux pour leurs adversaires, par Aurélien Rougerie (34^e) et Johnny Ngauamo (81^e). Ce succès permet aux hommes de Guy Novès d'envisager une qualification pour les demi-finales, qui auront lieu le samedi 1^{er} juin. Dans l'autre match de la poule B, Béziers, longtemps mené au score, a souffert pour s'imposer (18-17) devant Perpignan. Agen s'est incliné de justesse à Bourgoin (22-20), désormais deuxième de la poule A derrière Biarritz. Le Berjallien Benjamin Boyet, auteur de dix-sept points, s'est illustré par la précision de ses tirs.

dans le débat. Il reconnaît tout de même peser beaucoup moins sur le jeu parisien que sur celui du XV de France. Qu'en est-il désormais des chances de Paris d'atteindre les demi-finales ?

« *Mathématiquement, c'est encore possible. Mais je m'en fous, je n'ai jamais aimé les maths* », répond le président du Stade français qui a bloqué – à l'exception de celles concernant David Auradou, Patrick Tabacco et Pieter De Villiers – les négociations avec les joueurs en fin de contrat. Ce match nul n'a pas totalement condamné Paris, mais le survis est des plus minces.

François Aubeil

STADE FRANÇAIS-BIARRITZ 20-20

Top 8-Poule A
3^e journée
Stade Jean-Bouin, à Paris ;
bon terrain ; temps chaud ;
10 000 spectateurs ;
arbitre : M. Dumé (Côte-d'Argent)

POINTS

STADE FRANÇAIS : 2 essais de James (40^e) et Comba (83^e), 2 transformations (11^e et 42^e) et 2 pénalités (11^e et 46^e) de Dominguez.
BIARRITZ : 2 essais de pénalité (37^e) et de Roff (78^e), 2 transformations (11^e et 42^e) et 2 pénalités (11^e et 46^e) de Roff.

LES ÉQUIPES

STADE FRANÇAIS (entraîneur : Connolly) Jonnet – Poulain, Comba, Venditti (Mytton, 51^e), Dominici – Dominguez, Galthié (cap.), Pool-Jones – Juillet (Mona, 64^e), Rabadan – James, Auradou (Chaffardon, 72^e) – Lemoine, Landreau (August, 60^e), Emmanuelli.

BIARRITZ (entraîneurs : Lagisquet et Rodríguez) Brusque – Bernat-Salles (Legg, 64^e), Bousses (Bidabe, 48^e), Isaac, Roff – Peyrelongue, Morlaes – Milhères, Nauroy (Chouchan, 45^e), Betsen – Roumat (Nouchi, 51^e), Versailles – Avril, Gonzales (cap.) (Curnier, 55^e), Fitzgerald (Puleoto, 12^e et Gonzales, 79^e).

La domination des coureurs italiens suscite de nouvelles interrogations

Cyclisme • Paolo Bettini (Mapei) a signé son deuxième succès dans Liège-Bastogne-Liège, devançant quatre compatriotes

ANS (Belgique)

de notre envoyé spécial

Ils se sont serré la main à quelques centaines de mètres de l'arrivée. Sur la ligne, située au sommet de la dernière côte de la journée, à Ans, dans la banlieue de Liège, Paolo Bettini a devancé d'une bonne longueur Stefano Garzelli. Un compatriote, mais aussi un coéquipier, puisqu'il porte comme lui le maillot de l'équipe transalpine Mapei. A 28 ans, Paolo Bettini a signé, dimanche 21 avril, son deuxième succès dans la classique cycliste Liège-Bastogne-Liège, après celui enregistré en 2000. Cette victoire porte à quatre le nombre des succès des cyclistes italiens dans la « Doyenne » au cours des cinq dernières éditions. A elles seules, les équipes italiennes ont même trusté huit éditions sur neuf depuis 1994.

Les couleurs italiennes ont constitué la tonalité dominante du final de cette 88^e édition. Au point que les coureurs italiens et les formations transalpines auxquelles ils appartiennent ont signé un score sans appel et digne d'un championnat national : ils ont monopolisé les cinq premières places, Ivan Basso (Fassa Bartolo) finissant à 15 secondes des deux coureurs de la Mapei et devançant de 8 secondes Mirko Celestino (Saeco) et Massimo Codol (Lampre).

C'est au cœur du quartier... italien de Liège, dans l'avant-dernière difficulté du jour, la côte de Saint-Nicolas, que s'est dénouée une course qui avait été marquée par une très matinale et très longue échappée du Français Fabrice Salanson (Bonjour). Sur ces 900 mètres d'ascension raide, Stefano Garzelli et Paolo Bettini se sont extirpés en force du petit groupe dans lequel ils figuraient depuis une trentaine de kilomètres.

Des coureurs d'une même équi-

pe aux premières places d'une classique : le cyclisme est devenu relativement familier de ce type de situation. Ce sont même trois maillots portant les mêmes logos qu'il a pu voir s'afficher à plusieurs reprises sur un même podium depuis le milieu des années 1990. Sur Paris-Roubaix, l'équipe italienne Mapei a signé trois triplés entre 1995 et 1999, la formation belge Domo l'imitant en 2001. En 1994, l'équipe italienne Gewiss avait réalisé un triplé retentissant à la Flèche wallonne. C'est à partir de cette date que l'usage de l'érythropoïétine (EPO) au sein du peloton italien a été reconnu officiellement : le docteur Michele Ferrari, qui travaillait alors avec Gewiss, avant de collaborer

plus tard avec l'Américain Lance Armstrong, s'en était vanté publiquement. Il fait aujourd'hui l'objet d'un procès en Italie.

CONTRÔLES INOPINÉS

Dimanche 21 avril, avant le départ de Liège, 39 coureurs issus des équipes ONCE, Euskaltel, Lotto, Mercatone Uno et Crédit agricole ont subi des prélèvements sanguins. Tous ont été déclarés aptes, présentant un hémocrite inférieur ou égal à 50 %. Jeudi 18 avril, des contrôles antidopage urinaires inopinés avaient été pratiqués par l'Union cycliste internationale (UCI). L'identité des coureurs contrôlés n'a pas été dévoilée. Les résultats de ces tests, qui visent à

chercher d'éventuelles traces d'EPO ou de NESP – la nouvelle forme d'EPO – seront connus d'ici quelques jours.

Le doublé signé par les coureurs de Mapei à Liège vient confirmer l'emprise exercée par les cyclistes italiens et les équipes italiennes sur les classiques depuis le début de cette année : Mario Cipollini, qui porte les couleurs d'Acqua e Sapone, a enlevé Milan-San Remo puis Gand-Wevelgem, Andrea Tafi (Mapei) s'adjugeant le Tour des Flandres. Mais le peloton italien a aussi « brillé » sous d'autres feux, ceux de l'actualité médico-judiciaire et des contrecoups du « blitz » opéré par les policiers italiens lors du Tour d'Italie, en juin 2001. Les

investigations de Luigi Bocciolini, le procureur chargé de ce dossier, ont fait apparaître qu'un certain nombre de coureurs possédaient et utilisaient EPO, hormones de croissance, insuline, analgésiques et caféine.

Le magistrat a transmis le dossier à Giacomo Aiello, le président de la commission antidopage du Comité olympique national italien (CONI). Début avril, ce dernier a requis de lourdes sanctions – de six mois à quatre ans et demi de suspension – à l'égard de treize coureurs italiens, dont quatre coéquipiers ou ex-coéquipiers de Marco Pantani chez Mercatone Uno. La mise en œuvre des peines demandées relève désormais de la Fédération italienne de cyclisme.

D'autres dossiers, dont ceux concernant l'Allemand Jan Ullrich (Telekom) et huit coureurs espagnols de la formation ibérique IBanesto. com, ont par ailleurs été transmis par le CONI aux fédérations concernées. Le CONI doit encore clore les dossiers de Dario Frigo (Tacconi) et Marco Pantani. Ce dernier, soupçonné d'usage d'insuline, doit être entendu mercredi 24 avril.

Philippe Le Cœur

Le Tour de France a déjà arrêté la liste de ses « invités »

ANS

de notre envoyé spécial

Ils savent. Officiellement, la liste des équipes à qui seront attribuées des invitations pour le Tour de France – les « wild cards » – ne doit être entérinée que le 2 mai. Mais les organisateurs de la Grande Boucle ont déjà quasiment arrêté les noms des bénéficiaires des précieux sésames. « *Nous sommes à peu près fixés* », a indiqué, dimanche 21 avril à Liège, Jean-Marie Leblanc, directeur délégué d'Amateur Sport Organisation (ASO). Le « patron » du Tour de France s'est refusé à donner plus de précisions, se bornant à indiquer que, « *comme nous, tout un chacun peut déjà avoir une idée de cette liste* », pour laquelle 12 équipes sont en lice.

Quelques indications, en creux, ont cependant filtré, samedi 20 avril, à travers les propos de Daniel Baal, le directeur de l'activité cyclisme chez ASO. Ce dernier a cité plusieurs noms d'équipes que les organisa-

teurs du Tour classent au second plan, et qui donc auraient peu de chances d'être invitées : les formations suisse Phonak, allemande Gerolsteiner et italienne Mercatone Uno, dont le leader est Marco Pantani. Daniel Baal, qui, dès la mi-mars, avait assuré que les six équipes françaises en attente d'une invitation – seule Cofidis est qualifiée d'office – ne seront pas toutes retenues, a laissé entendre que trois d'entre elles suscitent des interrogations : AG2R Prévoyance, Jean-Delatour et Big-Mat-Auber 93.

INVESTISSEMENTS SUSPENDUS

« *Nous ne sommes ni pessimistes ni optimistes*, a déclaré, samedi 20 avril, Michel Gros, le directeur sportif de la formation Jean-Delatour. *Le passé nous a appris à attendre. Il y a deux ans, tout le monde nous donnait invités au Tour, et finalement nous n'avons pas été retenus.* » En cas de non-sélection au Tour de France, la société Jean Delatour pourrait stopper

son investissement (son contrat arrive à échéance fin 2002). La décision sera prise « *après l'annonce de la sélection* », selon Michel Gros. La société BigMat a également annoncé l'arrêt de son partenariat en cas d'absence au Tour de France.

Les autres formations françaises, Bonjour, Crédit agricole et La Française des jeux, auraient moins de soucis à se faire quant à leur présence sur la Grande Boucle. Tout comme l'équipe italienne Saeco. Mais les formations italiennes Acqua e Sapone (avec Mario Cipollini) et allemande Team Coast (avec Alex Zülle, Fernando Escartin et Angel Casero, dernier vainqueur du Tour d'Espagne) restent aussi en lice. Une chose est en tout cas certaine : « *Il n'y aura que cinq invitations* », affirme Jean-Marie Leblanc, l'idée d'en attribuer une sixième, un temps évoquée, et de passer ainsi à 22 équipes au départ étant écartée.

Ph. L. C.

Groupe
SUP de CO Montpellier



Executive MBA

Part Time ou full time
anglophone ou francophone

www.supdeco-montpellier.com
MBA@supco-montpellier.fr
Tel : 04 67 10 26 26



AUJOURD'HUI

Temps calme et très lumineux

MARDI 23 AVRIL

Lever du soleil à Paris : 6 h 47
Coucher du soleil à Paris : 20 h 52
 Un bel anticyclone centré sur le proche Atlantique protège la France des perturbations océaniques. Celles-ci circulent sur le nord de l'Europe et n'apportent que des voiles nuageuses inoffensives sur l'est du pays.

Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie. Au petit matin, quelques bancs de grisaille naviguent le long des côtes de la Manche. Ailleurs, le soleil brille déjà. Dans l'après-midi, des petits cumulus se forment. Les températures sont comprises entre 16 et 22 degrés.

Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. Le matin, des voiles nuageuses parfois denses circulent sur les Ardennes et l'Ile-de-France. Ailleurs, le soleil domine. L'après-midi, nuages et éclaircies se partagent le ciel. Il fait de 15 à 20 degrés.

Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. Le ciel matinal est recouvert d'un voile nuageux épais. Au fil des heures, ces nuages d'altitude se déchirent pour laisser place à quelques éclaircies. Les températures affichent de 15 à 20 degrés.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. Le soleil reste l'acteur principal de cette journée. Seuls quelques fins nuages blancs circulent de temps à autre. Les températures sont très agréables, atteignant 20 à 24 degrés au meilleur de la journée.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. Le Limousin et l'Auvergne profitent d'une matinée ensoleillée puis d'une après-midi partagée entre soleil et nuages. Ailleurs, des voiles de nuages élevés circulent. Les températures s'échelonnent entre 15 et 20 degrés.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. C'est le bleu du ciel qui domine sauf sur la Corse où des passages nuageux apportent quelques averses. Les températures sont comprises entre 18 et 24 degrés.

23 AVR. 2002 PRÉVISIONS

Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; * : neige.

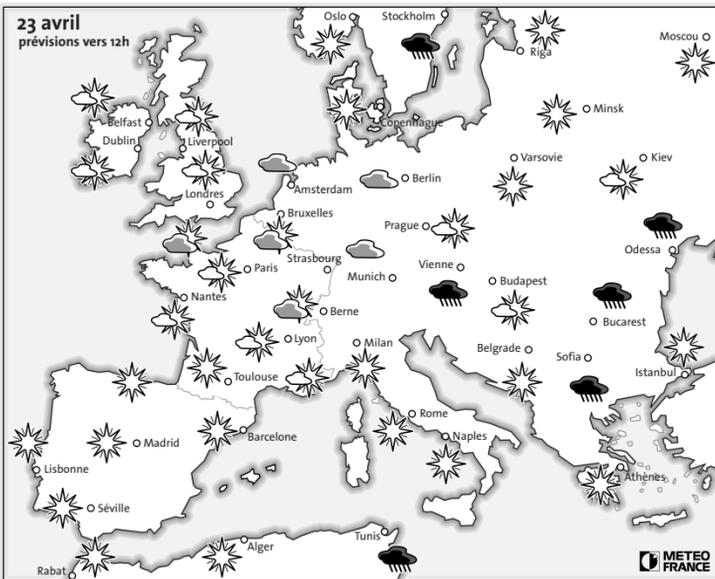
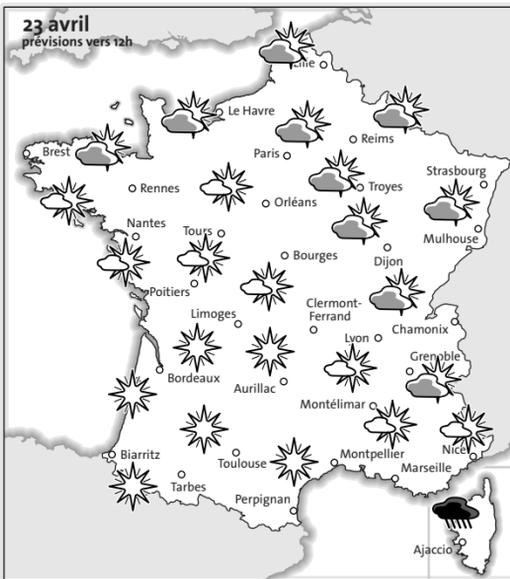
FRANCE MÉTROPOLITAINE			
Ajaccio	10/19 N	Milan	9/22 S
Biarritz	9/19 S	Moscou	3/16 S
Bordeaux	9/23 S	Munich	7/17 C
Bourges	6/20 S	Naples	11/20 S
Brest	7/17 S	Oslo	8/16 S
Caen	8/14 N	Palma de M.	11/20 S
Cherbourg	7/16 N	Prague	6/16 S
Clermont-F.	5/20 S	Rome	8/20 S
Dijon	6/20 N	Séville	13/26 S
Grenoble	8/21 N	Sofia	7/12 P
Lille	9/17 N	St-Petersb.	5/15 S
Limoges	9/19 S	Stockholm	9/17 P
Lyon	8/20 N	Ténérife	21/26 C
Marseille	10/22 S	Varsovie	4/16 S
Nancy	5/18 N	Venise	11/21 S
Nantes	8/22 S	Vienne	11/15 P
Nice	12/19 S		

AMÉRIQUES			
Brasilia	17/26 S		
Buenos Aires	9/19 S		
Caracas	26/29 P		
Chicago	-2/17 S		
Lima	19/24 S		
Los Angeles	12/20 S		
Mexico	11/28 S		
Montréal	1/9 P		
New York	6/12 S		
San Francisco	10/19 S		
Santiago Ch.	6/23 S		
Toronto	1/11 S		
Washington DC	7/13 S		

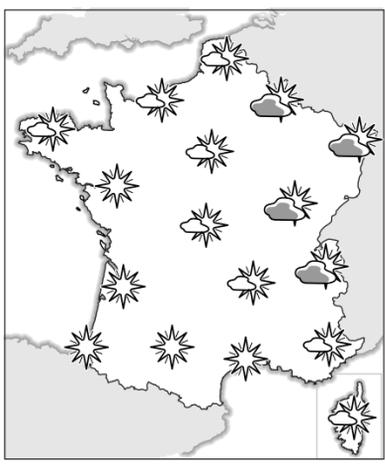
FRANCE OUTRE-MER			
Cayenne	23/29 P		
Fort-de-Fr.	26/29 P		
Nouméa	23/27 P		
Papeete	25/31 P		
Pointe-à-P.	24/31 C		
St Denis Réu.	23/29 P		

EUROPE			
Amsterdam	10/16 C		
Athènes	13/18 S		
Barcelone	10/19 S		
Belfast	10/16 S		
Belgrade	10/18 S		
Berlin	6/15 C		
Berne	3/19 C		
Bruxelles	9/20 C		
Bucarest	7/13 P		
Budapest	10/18 S		
Copenhague	7/12 S		
Dublin	9/15 S		
Francfort	7/19 C		
Genève	8/20 S		
Helsinki	5/11 S		
Istanbul	7/14 S		
Kiev	8/15 S		
Lisbonne	13/25 S		
Liverpool	7/15 S		
Londres	8/22 S		
Luxembourg	5/19 C		

ASIE-OcéANIE			
Bangkok	29/35 P		
Beyrouth	16/21 S		
Bombay	26/34 S		
Djakarta	24/30 P		
Dubaï	24/32 S		
Hanoi	26/28 P		
Hongkong	22/28 S		
Jérusalem	7/21 S		
New Delhi	26/42 S		
Pékin	8/14 S		
Séoul	14/21 C		
Singapour	27/33 P		
Sydney	18/23 P		
Tokyo	14/21 S		



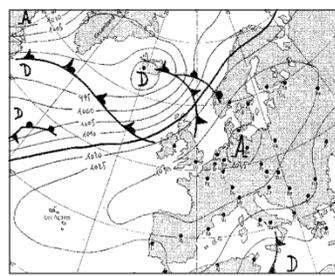
Soleil
 Peu nuageux
 Couvert
 Brèves éclaircies
 Averses
 Pluie
 Orage
 Neige
 Brouillard
 Vent fort



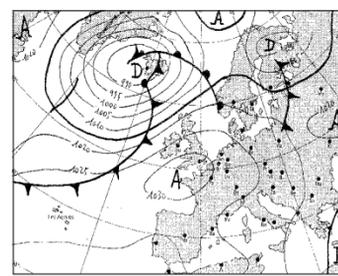
PRÉVISIONS POUR LE 24 AVRIL

Tous les vols sur airfrance.com

Mercredi 24 avril
 Sur le sud et l'ouest du pays, le soleil domine. Sur un bon quart nord-est de la France, les nuages sont plutôt dominants le matin puis le soleil fait son retour l'après-midi sauf sur l'Alsace où des petites pluies peuvent se produire.



SITUATION LE 22 AVRIL À 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 24 AVRIL À 0 HEURE TU

Ces chiffres véritablement astronomiques qui donnent le vertige

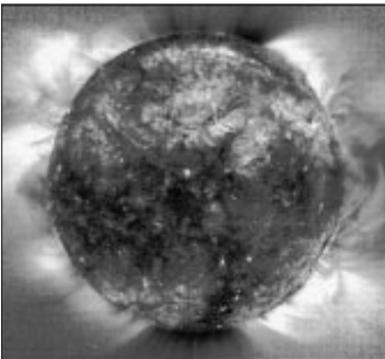
ASTRONOMIE
 Tous les lundis datés mardi, la vie des astres

DEPUIS qu'il en a fait le tour – à tous les sens de l'expression –, l'homme trouve sa planète petite. Quarante mille kilomètres de circonférence, c'est finalement assez peu lorsqu'on sait qu'un taxi dépasse souvent les 300 000 km avant de prendre sa retraite à la casse. L'auto n'a pourtant parcouru que le chemin qui va de la Terre à la Lune, l'astre le plus proche de nous...

Un des aspects les moins fascinants de l'astronomie n'est pas ce jeu mental avec les nombres farfelus que les chercheurs manient avec une aisance déconcertante. Prenons les notions de distance par exemple. Il peut venir à l'esprit de parents soucieux d'ouvrir l'imagination de leurs petits vers le ciel de vouloir représenter notre système solaire à

l'échelle. Très bien. Mais à quelle échelle ? Il faut au moins que les plus petites planètes – Pluton, Mercure, Mars, Vénus et la Terre, dans l'ordre croissant – soient visibles. Comprimons-les au maximum, à la taille d'un point, d'une pointe de feutre sur une feuille de papier. A l'échelle du dix-milliardième à laquelle nous sommes ainsi passés, notre planète, dont le diamètre réel s'élève à 12 000 kilomètres, ne mesure plus que 1,2 millimètre... On se dit alors que, sur la feuille, le Soleil ne doit pas être bien loin.

On se trompe. Pour réaliser ce petit jeu, mieux vaut être dehors et se munir d'un rouleau de papier hygiénique... En effet, au dix-milliardième, le Soleil ne fait certes plus que 14 raisonnables centimètres de diamètre, mais il se situe tout de même à... 15 mètres de la lilliputienne Terre. Jupiter se promène à 78 mètres, Saturne à 140 mètres et, pour sa part, Pluton se cache à l'autre bout du quartier ou du village, à 590 mètres.



SOHO/NASA/ESA

L'activité du Soleil vue dans l'extrême ultraviolet par le satellite américano-européen SOHO. Située à quelque 150 millions de kilomètres de nous, notre étoile est un million de fois plus volumineuse que notre planète.

Confrontés à l'immensité de l'espace et à des chiffres à rallonge, les astronomes ont vite compris l'utilité d'inventer de nouvelles unités de distance. Lorsqu'ils s'occupent du système solaire, ils se servent de l'unité astronomique (UA), qui équivaut à l'espacement moyen entre la Terre et le Soleil, soit 150 millions de kilomètres. A cette aune, Jupiter, Saturne et

Pluton se situent respectivement à 5,2, 9,3 et 39,3 UA. Pour aussi grande qu'elle nous paraisse, l'unité astronomique n'est toutefois pas adaptée à l'évaluation des distances nous séparant des étoiles et des galaxies.

Ainsi, Proxima du Centaure, l'étoile la plus proche de nous, flotte à environ 40 000 milliards de kilomètres, soit 266 000 UA, ce

qui n'a pas vraiment de signification.

D'où une nouvelle invention des astronomes : l'année-lumière. Sa dénomination ambiguë la fait parfois confondre avec une unité de temps, mais il s'agit bien de mesurer l'espace. Une année-lumière représente la distance parcourue par la lumière (qui se déplace à 300 000 kilomètres par seconde) en une année. Soit, en arrondissant, 10 000 milliards de kilomètres. Proxima du Centaure, sise à un peu plus de 4 années-lumière, s'en trouve presque rapprochée... Quant à la galaxie d'Andromède, voisine de notre Voie lactée, elle se situe à plus de deux millions d'années-lumière. L'image que nous en recevons aujourd'hui a donc été émise bien avant qu'*Homo sapiens* n'apparaisse sur Terre.

Pour les unités de masse, en revanche, les savants ont été moins inspirés. Pour les planètes, on parle en kilogrammes ou en tonnes. Les curieux retiendront

par exemple que la Terre a une masse de 6 000 milliards de milliards de tonnes. Pour les corps de plus grande taille, le Soleil sert de référence. Il est plus de 300 000 fois plus massif que notre planète. Lorsque les astronomes s'expriment au sujet des planètes géantes, des étoiles ou des galaxies, ils le font donc en masses solaires. Donnons-en la mesure exacte pour le vertigineux plaisir de se sentir léger : elle est exactement de 1,989 x 10³⁰ kg. S'il fallait écrire tous les zéros, le chiffre ne tiendrait pas sur la largeur d'une colonne du *Monde*.

Pierre Barthélémy

LUNE DE LA SEMAINE

vendredi 26 avril 2002 (à Paris)

18h51 Lever Coucher 6h40 le 25/4

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 02 - 097

Retrouvez nos grilles sur www.lemonde.fr

AFFAIRE DE LOGIQUE

PROBLÈME N° 271

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
I											
II											
III											
IV											
V											
VI											
VII											
VIII											
IX											
X											

HORIZONTALEMENT

I. Sont passés du style Louis XV à la machine à coudre. - II. Prend les devants. - III. Pierre gravée. Travailleur manuel. Exécute. - IV. Personnel. Opposé à Thémis. - V. Place en hauteur. Pièce jaune. Nerveuse petite anglaise. - VI. Ne fera jamais face. Singulier à la campagne. - VII. Bousculées en Chambre. Entré en résistance dès 1827. - VIII. Dégager. Fait la

liaison. Article. - IX. Fait plaisir à l'âne. Olivier inspiré par le chant des oiseaux. - X. Plus loin et après. Laissons-le éclater, surtout s'il devient fou.

VERTICALEMENT

1. Il y a tromperie quand il suit le tour. - 2. Du travail en attendant de trouver mieux. Grand fournisseur d'informations. - 3. Saison chaude. Bouts d'intestin.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 02 - 096

Horizontalement

I. Pépiniériste. - II. Apiculture. - III. Rôti. Ira. Lai. - IV. Rua. Géode. - V. As. Ornières. - VI. Isolant. Grec. - VII. Né. Ive. PSA. - VIII. Etuve. Du. SAV. - IX. Ut. Ergonomie. - X. Ressaisirent.

Verticalement

1. Parraineur. - 2. Epussette. - 3. Pita. - 4. Ici. Olives. - 5. Nu. Gravera. - 6. Ilienne. GI. - 7. Etroit. Dos. - 8. Ruade. Puni. - 9. Ir. Ergs. Or. - 10. Sel. Erasme. - 11. Aise. Ain. - 12. Exil. Civet.

Solution du jeu n° 270 paru dans Le Monde du 16 avril.

Les deux boules évidées ont le même volume, donc pèsent autant.

Les bons dictionnaires vous le diront : le volume SP du segment sphérique situé entre deux plans parallèles séparés par la distance *h* et symétriques par rapport au centre de la sphère est égal à la somme

- du volume *A(h)* de la sphère qui aurait *h* pour diamètre et
- du volume *C* du cylindre de même hauteur.

En ajoutant le volume *V* des calottes sphériques, cela signifie

Les œufs en chocolat

Les œufs A et E pèsent à eux deux 252 grammes.

Les œufs A, B et C pèsent à trois 420 grammes.

Les œufs B, C, D et E pèsent à eux quatre 569 grammes.

Peut-on de manière certaine déterminer à quoi est fourré chacun des cinq œufs ?

Si oui, combien pèse un œuf à la

liqueur et combien pèse un œuf à la crème ?

Si non, quelle(s) pesée(s) supplémentaire(s) faudrait-il effectuer ?

Elisabeth Busser et Gilles Cohen © POLE 2002

Solution dans *Le Monde* du 30 avril.

que le volume de la sphère est égal à *A + C + V*. Or le « trou » a pour volume *C + V*.

C'est qu'il reste volume *A* qui ne dépend que de la hauteur *h*.

C'est en l'occurrence :

$$\frac{125^2 \pi}{6} \text{ cm}^3.$$

Plus généralement, le volume d'un segment sphérique quelconque est donné par la formule :

$$V = \frac{\pi h^2}{6} + \frac{\pi h (r^2 + R^2)}{2}$$

